

PUBLICATIONS DU SENAT

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1988
du 5 janvier 1988 au 10 octobre 1988

TABLE CUMULATIVE DES MATIÈRES

MATIÈRES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
A				
Abattoirs				
Abattoirs publics et tueries particulières. — Agréation. — Normes européennes <i>Voir aussi:</i> Elevage — Institut d'expertise vétérinaire				411, 505
Abus de puissance économique				
Rapport sur l'application de la loi du 27 mai 1960			40	
Académies				
<i>Voir:</i> Affaires culturelles				
Accès à la profession				
<i>Voir:</i> Professions				
Accidents de la route				
<i>Voir:</i> Circulation routière — Société nationale des chemins de fer belges				
Accidents du travail				
Modification de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail Proposition de loi de M. Egelmeers	135-1			
Extension au parent travaillant à domicile du bénéfice de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail Proposition de loi de M. Deneir	161-1			
Complément aux articles 24 et 36 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (Taux d'incapacité de travail permanente. — Travailleur occupé chez plusieurs employeurs) Proposition de loi de MM. Deneir et Vannieuwenhuyze	162-1			
Délais de déclaration. — Accidents survenus aux gens de la mer <i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Sécurité sociale				70, 87
Rem. : Un astérisque après les mots « Projet de loi » indique que celui-ci est transmis par la Chambre des Représentants.				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Accises				
<i>Voir</i> : Douanes et accises				
Accord interprofessionnel				
<i>Voir</i> : Travail				
Adjudications				
<i>Voir</i> : Ponts				
Adoption				
<i>Voir</i> : Allocations familiales — Droits d'enregistrement — Milice				
Aéronautique				
Aéroport de Bruxelles-National (Zaventem)				
Dénomination de l'aéroport national				
Proposition de loi de M. Désir	27-1			
Création de la dénomination officielle: « Internationale Luchthaven Andreas Vesalius-Zaventem »				
Proposition de loi de M. Valkeniers	196-1			
Nuisances acoustiques nocturnes à l'aéroport			689-691, 692-694	192
Interpellation de M. Désir				
Nuisance acoustique provoquée par le trafic aérien de nuit				259, 303, 474, 536
Contrôle des personnes. — Ressortissants de la C.E.E. — Absence de bières wallonnes au « Belgian Bier Bar ».				750, 865
Propreté. — Respect de l'interdiction de fumer				
<i>Voir aussi</i> : Animaux et protection des animaux — Bruit — Société nationale des chemins de fer belges				
Nuisances acoustiques que causera le <i>Maastricht Airport</i> à Beek			691-692-693	322
Encombres. — Fluidité du trafic les jours d'affluence				471
Aéroport d'Ostende. — Travaux d'infrastructure				672
Aéroports régionaux. — Avenir. — Aéroport de Saint-Hubert				
<i>Voir aussi</i> : Armée — Régie des Voies aériennes — Sabena				
Aéroports				
<i>Voir</i> : Aéronautique				
Affaires culturelles				
Affaires biculturelles			288	
Tutelle administrative. — Agglomération bruxelloise. — Commission française de la Culture. — Commissions réunies de la Culture				251, 340
Bâtiment de l'Académie royale des Beaux-Arts d'Anvers. — Travaux d'entretien, de restauration ou de rénovation				507
<i>Voir aussi</i> : Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Patrimoine				
Affaires étrangères				
Approbation de l'Accord maritime entre l'U.E.B.L. et le Bénin				
Projet de loi*				
Documents parus antérieurement	263-1			
Rapport de M. De Bremaeker	263-2			
Discussion et vote			127-128, 131-132	
Approbation de l'Accord maritime entre l'U.E.B.L. et la Mauritanie				
Projet de loi*				
Documents parus antérieurement	264-1			
Rapport de M. De Bremaeker	264-2			
Discussion et vote			128, 131-132	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Affaires étrangères (suite)				
Approbation de l'Arrangement, conclu par Echange de lettres datées à Bruxelles le 10 octobre 1985, entre la Belgique et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, relatif à l'application de la législation belge sur les accidents du travail au personnel civil employé par le « Labour Adviser and Legal Employer » des forces britanniques d'Anvers, dénommé L.A.L.E. Projet de loi*				
Documents parus antérieurement	265-1			
Rapport de M. Verschuere	265-2			
Discussion et vote			129, 131-132	
Approbation de l'Accord entre l'U.E.B.L. et la Hongrie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements				
Projet de loi*				
Documents parus antérieurement	266-1			
Rapport de M. Hasquin	266-2			
Discussion et vote			128-129, 131-132	
Approbation du Protocole au Traité conclu le 20 juin 1960 entre la Belgique et les Pays-Bas au sujet de l'amélioration du canal de Terneuzen à Gand et du règlement de quelques questions connexes				
Projet de loi*				
Documents parus antérieurement	295-1			
Rapport de M. De Belder	295-2			
Discussion et vote			385-386, 459-460	
Approbation du Protocole entre la Belgique et la France relatif à l'octroi aux ressortissants belges et français des avantages prévus par les législations des deux pays en faveur des anciens combattants et prisonniers de guerre				
Projet de loi*				
Documents parus antérieurement	296-1			
Rapport de M. Péciaux	296-2			
Discussion et vote			386-387, 459-460	
Approbation de la Convention entre la Belgique et les Pays-Bas sur l'assistance mutuelle dans la lutte contre les catastrophes et les accidents				
Projet de loi*				
Documents parus antérieurement	297-1			
Rapport de M. Verschuere	297-2			
Discussion et vote			387, 459-460	
Approbation des Actes internationaux suivants: 1. Accord entre les Etats-Unis et la Belgique, la R.F.A., l'Italie, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord concernant les inspections dans le cadre du Traité entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, et Annexe; 2. Accord entre la Belgique et l'U.R.S.S. relatif aux inspections sur le territoire belge prévues par le Traité entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée, conclu par échange de notes				
Projet de loi*	364-1			
Rapport de M. Péciaux	364-2			
Discussion et vote			974-990, 1012-1013	
Approbation de l'Accord entre l'U.E.B.L. et le Libéria relatif à la promotion et à la protection réciproques des investissements				
Projet de loi 1986-1987				
Document paru antérieurement	369-1			
Rapport de M. Verschuere	369-2			
Discussion et vote			990, 1013-1014	
Approbation de la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone, et des Annexes I et II				
Projet de loi*	378-1			
Rapport oral de M. Bockstal, discussion et vote			1395-1396, 1553-1554	
Approbation de l'Accord international sur le blé de 1986 comprenant: 1. la Convention sur le commerce du blé de 1986 et Annexe; 2. la Convention relative à l'aide alimentaire de 1986				
Projet de loi*	379-1			
Approbation de la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe et des Annexes I, II, III et IV				
Projet de loi*	380-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Affaires étrangères (suite)				
Approbation de la Convention européenne sur la violence et les débordements de spectateurs lors de manifestations sportives et notamment de matches de football Projet de loi*	395-1			
Approbation de l'Accord maritime entre l'U.E.B.L. et le Cameroun Projet de loi*	396-1			
Approbation de l'Accord maritime sur la marine marchande entre l'U.E.B.L. et le Bangladesh Projet de loi*	397-1			
Approbation de l'Accord maritime entre l'U.E.B.L. et le Pakistan Projet de loi*	398-1			
Approbation de l'Accord concernant la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer du Nord par les hydrocarbures et autres substances dangereuses, et de l'Annexe Projet de loi	444-1			
Politique internationale			193	
Paix et sécurité. — Détente et désarmement Est-Ouest. — Armes nucléaires			193, 232, 327-328, 346, 375-376	
<i>Voir aussi:</i> Armes nucléaires — Organisation des Nations Unies Relations Est-Ouest			232, 375-377, 378-379, 383	
Afrique du Sud			241	
Situation. — Délégations			381, 384	
Position belge relative à Mme Passtoors et à l'Afrique du Sud. — Lettre de protestation émanant de représentants de diverses organisations belges d'Afrique du Sud				92
<i>Voir aussi:</i> Commerce extérieur — Résolutions				
Elargissement des compétences des Communautés et des Régions. — Relations internationales. — Conclusion de traités et représentation auprès d'organismes internationaux			280, 322-323, 324, 379, 383 375-377, 378-379, 383	
Rencontre au sommet de Moscou				
Ambassades et consulats				
Postes diplomatiques à l'étranger			380, 384	
Information des diplomates			380, 384	
Politique en matière d'immeubles et de logement			380, 384	
Introduction de l'informatique			384	
Problème d'effectifs			384	
Situation des épouses des diplomates			384	
Ambassades des pays du Benelux. — Coopération				675
<i>Voir aussi:</i> Chômage — Langues				
Problème du Traité des minerais du Pôle sud			381, 382, 385	
Traité de Canberra (Réglementation de la pêche)			382, 385	
Disparition au Liban d'un médecin belge, M. Jan Cools. — Démarches officielles			382-383, 385	
Position du Gouvernement à l'égard de la proposition de créer en Europe une zone sans armes chimiques et une zone dénucléarisée				
Interpellation de M. De Belder			854-856, 863-866	
Position du Gouvernement à l'égard de la proposition de créer en Europe une zone sans armes chimiques et une zone dénucléarisée				
Interpellation de M. Wyninckx			860-867	
Possibilité de sanctions contre l'Afrique du Sud en cas d'exécution des « six de Sharpeville »				
Question orale de M. Pataer			990-991	
Position du Gouvernement à l'égard des nouvelles propositions de l'Union soviétique en matière de désarmement conventionnel en Europe				
Question orale de M. Wyninckx			1026-1027	
Ratification de la Convention Benelux en matière de coopération transfrontalière entre les autorités de droit public				
Question orale de M. Suykerbuyk			1027	
Disparition d'un médecin belge au Moyen-Orient (M. J. Cools)				
Question orale de M. Falise			1278-1279	
Point de vue du Gouvernement à propos des négociations menées par l'Afrique du Sud, l'Angola, le Cuba et les Etats-Unis d'Amérique				
Question orale de M. De Belder			1280-1281	
Excuses au Président Waldheim et massacres de Katyn				
Question orale de M. Luyten			1387	
Traité de coopération franco-allemand. — Unification européenne				90

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLE TIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Affaires étrangères (suite)				
U.E.B.L. — Intensification des relations sociales, économiques et culturelles				185
Instances ayant conclu des conventions avec le centre de développement industriel (Convention de Lomé)				186
Statut de la représentation de l'O.L.P.				187
Visite d'une délégation officielle de la ville de Gand à Tallinn (Estonie)				229
Accord de Schengen. — Extension				325
Institut Africain. — Conseil pour les études africaines. — Missions Sahara occidental. — Reconnaissance du peuple sahraoui				326
Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. — Evolution concernant les droits de l'homme				375
Conventions internationales. — Ratification				376
Politique budgétaire de la Belgique vis-à-vis des organisations intergouvernementales				463, 817
Transport de plutonium par avions. — Survol du territoire belge				717
Voir aussi: Charte sociale européenne — Ports (Gand) — Régions et Communautés — Voies navigables				823, 927, 929
Afrique du Sud				
Voir: Affaires étrangères — Commerce extérieur — Coopération au développement — Criminalité et violence — Institutions de crédit — Résolutions				
Agences de voyage				
Voir: Tourisme				
Agents de change				
Voir: Commerce				
Agglomérations et fédérations de communes				
Agglomération bruxelloise			281-282	
Déficit				
Tutelle administrative. — Agglomération bruxelloise. — Commission française de la Culture. — Commissions réunies de la Culture				251, 340
Voir aussi: Communes (Bruxelles-Capitale) — Constitution				
Agriculture				
Politique agricole			192	
Non-régionalisation de la politique			261	
Régime successoral des exploitations agricoles en vue d'en promouvoir la continuité (Ancien intitulé: promotion de la continuité des entreprises agricoles)				
Projet de loi*				
Discussion et vote			1076-1080, 1272-1273	
Désherbage. — Lutte contre le souchet comestible				28
Mise en jachère de terrains céréaliers				76
Relations avec le secteur tertiaire				158
«Fraise de Wépion». — Appellation contrôlée				320, 346
Herbicides. — Emploi dans les domaines militaires				388
Voir aussi: Douanes et accises — Impôts — Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés) (Revenus immobiliers) — Politique scientifique — Pollution des eaux — Taxe sur la valeur ajoutée				
Aide médicale urgente				
Critères de reconnaissance. — Transfert aux Communautés				308, 381
Transport transfrontalier de blessés graves				313, 649

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Ajournement du Sénat			1558	
Alcool				
<i>Voir</i> : Impôts				
Alimentation				
<i>Voir</i> : Produits alimentaires				
Aliments				
Organisation du règlement des créances alimentaires par l'intermédiaire d'un Office national des créances alimentaires Proposition de loi de Mme Hanquet	330-1			
Abrogation de l'article 307bis du Code civil relatif à la pension alimentaire après divorce (Séparation de fait de plus de 5 ans) Proposition de loi de M. de Clippele	431-1			
<i>Voir aussi</i> : Centres publics d'aide sociale — Code judiciaire — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) (Revenus divers)				
Allocations et prêts d'études				
<i>Voir</i> : Enseignement (Enseignement supérieur)				
Allocations familiales				
Modification de la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants (Indemnité d'accouchement) Proposition de loi de M. Verhaegen	41-1			
Insertion d'un article 2bis dans la loi du 29 mars 1976 relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants (Octroi d'une allocation de naissance en cas d'adoption d'un enfant étranger) Proposition de loi de M. Verhaegen	42-1			
Modification de l'article 15, § 1 ^{er} et § 2, alinéa 2, de l'A.R. du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants (Filiation et adoption) Proposition de loi de M. Verhaegen	43-1			
Modification de l'article 73bis, § 1 ^{er} , des lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'A.R. du 19 décembre 1939 (Allocation de naissance en cas d'adoption d'un enfant venant de l'étranger) Proposition de loi de M. Verhaegen	45-1			
Suppression de la réduction forfaitaire des allocations familiales Proposition de loi de M. Lenfant	52-1			
Modification de l'A.R. du 24 juin 1987 fixant les cas dans lesquels l'octroi des allocations familiales est suspendu lorsque l'enfant effectue son service militaire ou son service civil Proposition de loi de M. Peeters	122-1			
Modification du régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants (Assimilation des allocations à celles des salariés) Proposition de loi de M. Bock et de Mme Delruelle-Ghobert	126-1			
Assimilation des allocations familiales des travailleurs indépendants à celles du régime des travailleurs salariés Proposition de loi de M. Content	138-1			
Modification de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties en vue de supprimer les conditions de ressources auxquelles est subordonné l'octroi des prestations familiales garanties Proposition de loi de Mme Hanquet	143-1			
Complément à l'article 7, quatrième alinéa, de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties et visant à permettre le paiement de l'allocation de naissance deux mois avant la date de celle-ci Proposition de loi de Mme Hanquet	144-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N ^o	Pages	Pages	Pages
Allocations familiales (suite)				
Assimilation des allocations familiales des travailleurs indépendants à celles du régime des travailleurs salariés Proposition de loi de Mme Hanquet	145-1			
Modification de l'article 1 ^{er} de l'A.R. du 12 avril 1984 portant exécution des articles 42bis et 56, § 2, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (Incapacité de travail. — Allocations familiales majorées. — Personne à charge. — Conjoint exerçant une activité indépendante) Proposition de loi de M. Verhaegen	300-1		326, 338	
des indépendants			1025-1026	
Modalités de paiement des allocations familiales Question orale de Mme Delruelle-Ghobert				117
Octroi d'une allocation majorée en faveur d'indépendants pensionnés ou invalides. — Activité professionnelle du conjoint ou cohabitant				154
Maintien du droit aux allocations en faveur des handicapés occupés dans un atelier protégé en cas d'interruption de carrière				240
Versement à des familles établies en république Saint-Marin. — Allègement de la procédure				284
Harmonisation des systèmes informatiques. — Suspensions de versement				482, 691
Travailleurs frontaliers belges aux Pays-Bas. — Recours au régime néerlandais de retraite anticipée (<i>V.U.T.-regeling</i>). — Droits à la pension et aux allocations familiales				560
Allocation de naissance d'un enfant adoptif				682, 791
Recettes et dépenses dans les différents secteurs				
<i>Voir aussi</i> : Pensions (Secteur public)				
Ambassades				
<i>Voir</i> : Affaires étrangères (Ambassades et consulats)				
Amendes				
<i>Voir</i> : Taxe sur la valeur ajoutée — Transports				
Amnistie				
<i>Voir</i> : Incivisme				
Anciens combattants				
<i>Voir</i> : Affaires étrangères				
Animaux et protection des animaux				
Loi relative à la protection et au bien-être des animaux. — Arrêtés d'exécution				158
Importation et transit de grenouilles par l'aéroport de Zaventem				671
Importation d'oiseaux. — Espèces protégées. — Responsabilité du transporteur aérien				672
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Environnement				
Arbres				
<i>Voir</i> : Sylviculture				
Archéologie				
Découvertes autour de la Bourse de Bruxelles				911

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Architectes				
Suppression de la limitation du cumul entre l'exercice de la profession d'architecte indépendant et la fonction de professeur d'architecture Proposition de loi de M. Désir	103-1			
Modification de l'article 14 de la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes (Bureau. — Suppléant) Projet de loi*	336-1			
<i>Voir aussi</i> : Enseignement (Enseignement supérieur)				
Archives				
Loi relative aux archives Proposition de loi de M. Cerexhe	301-1			365
Délibérations gouvernementales. — Publicité des archives Archives générales du Royaume Institutions scientifiques et culturelles nationales. — Cadres				414, 684
Armée				
Modification de l'article 19 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée (Commune de milice) Proposition de loi déposée initialement par M. Valkeniers et reprise par M. Luyten conformément à l'article 51 du règlement du Sénat	198-1		849, 1271, 1470 1362-1363	
Conflits d'intérêts (Article 32, § 1 ^{er} , de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980) Retrait. — Reprise par M. Luyten				
Normalisation des prestations du personnel militaire Proposition de loi de M. De Bremaeker	218-1			
Mission militaire de la force navale dans le golfe Persique (Dragueurs de mines) Aide de l'Etat aux éventuelles victimes de l'expédition Force navale. — Emploi du Scarab pour le déminage			327	117 484
Achats militaires. — Marchés publics. — Compensations économiques Répartition entre entreprises belges, européennes et étrangères			328, 338	260
Développement des missions non militaires de l'armée. — Congé des animateurs de mouvements de jeunesse miliiciens			346, 349	23
Rappel de la 12 ^e brigade à Vogelsang et Elsenborn				24
Don à un musée wallon de l'avion <i>Spitfire</i> de l'école de la force aérienne de Saint-Trond				43
Domaines militaires dans les arrondissements d'Ostende-Furnes-Dixmude et Ypres				208
Discrimination à la caserne de Verviers en raison de l'appartenance linguistique				334
Aviation de chasse. — Nuisances Neder-over-Heembeek. — Contrôle d'identité à l'entrée de l'hôpital militaire				335 386
Obusiers. — Transformation Unité militaire mixte de Benelux. — Création				387 387
Domaines militaires dans la province d'Anvers. — Location de chasse Forces belges en Allemagne. Opposition à l'installation d'un campement de gitans à Cologne-Junkersdorf				483
Demande de mutation en Belgique introduite par les militaires temporaires ou de carrière, cantonnés en R.F.A.				759, 873
Mess de sous-officiers. — Club «Princesse Paola» à Bourg-Léopold. — Statut				562 711
Militaires de carrière. — Engagement. — Démission. — Désertion Photocopies du dossier individuel, prises par le militaire intéressé				712, 835
Unité d'élite. — Commandos de l'air				730
Congés des militaires. — Réussite d'épreuves militaires				730
Renouvellement du matériel militaire. — Retombées économiques et sociales				758, 872
Service social. — Rapports relatifs aux mutations <i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Agriculture — Assurance maladie-invalidité — Distinctions honorifiques — Elections — Impôts sur les revenus — Ministres et Ministères (Intérieur, Modernisation des Services publics et Institutions scientifiques et culturelles nationales) — Organisation internationale du travail				758, 905

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Armes				
Modification de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions (<i>.22 Long Rifle</i>) Proposition de loi de M. Désir	110-1			
Interdiction d'armes chimiques, binaires et bactériologiques sur le territoire belge			232	
Port d'armes Législation en matière de port d'armes (Benelux)			232	
Armes de défense à des fins sportives. — Limitation des autorisations d'achat				531
Maîtrise des armements Armes chimiques			375-377	
Armes conventionnelles			376	
Voir aussi: Affaires étrangères — Armes nucléaires — Organisation des Nations Unies			376	
Armes nucléaires				
Base de Florennes. — Démantèlement des missiles <i>cruise</i> . — Destination des bâtiments américains				635
Voir aussi: Affaires étrangères — Organisation des Nations Unies				
Art de guérir				
Réglementation de l'insémination artificielle des êtres humains Proposition de loi de M. Petitjean	9-1			
Modification de l'A.R. du 6 février 1970 réglant l'organisation et le fonctionnement des conseils de l'Ordre des médecins (Droits de la défense devant le Conseil provincial)				
Proposition de loi de M. Lenfant	49-1			
Modification de l'A.R. n° 79 du 10 novembre 1967 relatif à l'Ordre des médecins (Droits de la défense. — Compétence du Conseil national)				
Proposition de loi de M. Lenfant	50-1			
Assurance de la transparence des centres pratiquant l'insémination artificielle et la fécondation in vitro Proposition de loi de Mme Hanquet	147-1			
Adaptation de l'organisation, des responsabilités et des missions de l'Ordre des médecins en ce qui concerne notamment les compétences et le droit de décision (Fédéralisation de l'Ordre)				
Proposition de loi de MM. Valkeniers et Vandekerckhove	186-1			
Connaissances linguistiques des médecins originaires des pays membres de la C.E. qui s'établissent en Belgique				
Proposition de loi de MM. Valkeniers et Vandekerckhove	187-1			
Modification des articles 14 et 21 de l'A.R. du 10 novembre 1971 relatif au prélèvement, à la préparation, à la conservation et à la délivrance des substances thérapeutiques sanguines d'origine humaine (Donneurs de sang. — Limite d'âge à 70 ans)				
Proposition de loi de M. Capoen	273-1			
Atteinte au libre exercice de la médecine et à la liberté de la relation individuelle entre le médecin et le malade			264	
Secret médical. — Atteinte			264	
Protection du secret professionnel à l'égard des clients des dispensateurs de soins médicaux				113
Médecine préventive			264-265, 312, 363	
Maîtrise de l'offre médicale. — Offre excédentaire des prestataires de soins			311, 315	
Réforme de l'Ordre des médecins			311-312, 315, 363	
Soins de santé primaires. — Soins à domicile			312, 314, 315, 363	
Soins médicaux. — Assainissement budgétaire. — Réduction des dépenses				408, 553
Biologie clinique. Voir aussi: Assurance maladie-invalidité				
Généralistes recyclés. — Pourcentage				758, 904
Lutte contre le Sida Voir: Etablissements pénitentiaires				
Voir aussi: Avortement — Enseignement (Enseignement supérieur) — Hygiène et santé — Kinésithérapie — Problèmes éthiques — Professions — Protection civile — Taxe sur la valeur ajoutée — Travail				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Artisanat				
<i>Voir</i> : Commerce — Travail				
Arts				
Intégration d'œuvres d'art dans les bâtiments des services publics ainsi que des établissements, associations et organismes subventionnés par l'Etat et situés dans la Région de Bruxelles-Capitale Proposition de loi de M. De Beul « L'Entrée du Christ à Bruxelles » d'Ensor. — Achat du tableau. — Politique d'achat <i>Voir aussi</i> : Affaires culturelles — Droits d'auteur — Patrimoine — Sécurité sociale — Taxe sur la valeur ajoutée	68-1			341
Assainissement de l'agriculture et de l'horticulture				
Rapport pour l'exercice 1987			117-118	
Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale				
Recommandations			38, 481	
Association internationale de développement				
<i>Voir</i> : Finances				
Associations sans but lucratif				
Modification de certaines dispositions de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux a.s.b.l. et aux établissements d'utilité publique Proposition de loi de M. Cerexhe <i>Voir aussi</i> : Coopération au développement — Monuments et sites — Taxe sur la valeur ajoutée	227-1			
Assurance maladie-invalidité				
Intégration des contraceptifs dans la liste des médicaments remboursables par l'assurance maladie et invalidité Proposition de loi de MM. Falise et Flagothier	72-1			
Modification de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Habilitation des organismes assureurs à ester en justice pour la défense des intérêts de leurs membres) Proposition de loi de M. Dierickx et de Mme Harnie	92-1			
Modification de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Habilitation des organismes assureurs à ester en justice pour défendre les intérêts de leurs membres) Proposition de loi de MM. Egelmeers et Holsbeke	132-1			
Protection de l'époux séparé de fait, en ce qui concerne l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Epoux n'exerçant aucune profession) Proposition de loi de M. Vannieuwenhuyze	157-1			
Situation financière de l'A.M.I. — Maîtrise des dépenses	366-2	18-19	252, 264, 311, 314, 315, 363, 939, 957, 958 311	
Lutte contre la surconsommation médicale Modification de l'article 25 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Prestations de kinésithérapie et de physiothérapie) Projet de loi*				
Documents parus antérieurement	390-1			
Rapport de M. Vanroy	390-2			
Discussion et vote			1387-1389, 1552-1553	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Assurance maladie-invalidité (suite)				
Modification de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (art. 106, § 1. — Suspension de la prescription pour cause de force majeure)				
Proposition de loi de M. Moens	413-1			
Mutualités				
Réforme. — Gestion financière. — Contrôle de l'utilisation des fonds publics. — Recommandations de l'audit			208, 225, 264-265, 336, 363	
Tourisme social et activités hôtelières				157, 208
Avances de trésorerie à des hôpitaux				207
Fédération mutualiste. — Nombre d'administrateurs				307, 380
Fédération mutualiste. — Droit des administrateurs à la communication de documents				308, 380
Services des risques de longue durée. — Indemnités journalières et frais d'hospitalisation				558
A.S.B.L. <i>Sociale en Medische Werken</i> de la fédération mutualiste interprofessionnelle. — Dissolution				559
Fédération mutualiste interprofessionnelle INTER 514. — Dissolution judiciaire				631
Réforme de l'A.M.I. — Honoraires des prestataires de soins			209, 229, 264, 363	
Rétablissement du système du tiers payant			284	
Aspects communautaires			314, 315	
Accord médico-mutualiste			948	383
Récent accord médico-mutualiste				
Interpellation de M. Dierickx			997-998, 1002-1007, 1015-1016	
Récent accord médico-mutualiste				
Interpellation de M. Peeters			999-1007, 1015-1016	
Modalités de remboursement du matériel médical pour diabétiques				205
Chômeurs indemnisés. — Occupation partielle au grand-duché de Luxembourg. — Cotisation O.N.S.S.				363, 501
<i>Voir aussi</i> : Sécurité sociale				
Aumôniers de réserve rappelés. — Statut social				382
Invalides cohabitants. — « Personnes à charge ». — Plafond du revenu V.I.P.O. — Critères de revenus. — Résultats de la collaboration avec le ministère des Finances				433
Détartrage. — Remboursement				557
Titulaire invalide. — Qualité de travailleur ayant une personne à charge				633
Biologie clinique				680
Economies				
Structure des recettes des laboratoires				464, 554
Dépenses effectuées sur prescription de généralistes				757, 901
Fédéralisation des soins de santé				777
<i>Voir</i> : Hygiène et santé — Sécurité sociale				
<i>Voir aussi</i> : Pensions (Secteur public)				
Assurances				
Protection du portefeuille des courtiers en assurances (Cession)				
Proposition de loi de M. Petitjean	11-1			
Accord de collaboration entre la S.M.A.P. et le Crédit communal. — Normes tarifaires applicables à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs				179
Taxe sur les contrats d'assurance. — Discrimination des professions indépendantes				934
<i>Voir aussi</i> : Epargne — Impôts — Impôts sur les revenus				
Ateliers protégés				
<i>Voir</i> : Allocations familiales — Chômage				
Autobus				
<i>Voir</i> : Société nationale des chemins de fer vicinaux				
Aviculture				
<i>Voir</i> : Elevage				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Avocats				
Modification du Code judiciaire, en ce qui concerne la discipline relative aux avocats (Avocat rayé) Proposition de loi de M. Erdman <i>Voir aussi</i> : Constitution — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Ministres et Ministères (Finances)	108-1			
Avortement				
Institution de la suspension à vie pour les médecins qui auront été condamnés pour avoir provoqué un avortement Proposition de loi de M. Dillen	84-1			
Interruption de grossesse, modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code Proposition de loi de Mmes Herman-Michielsens et Truffaut	247-1		193, 210, 214, 220, 230, 236, 241, 324, 365, 366, 367	
<i>Voir aussi</i> : Assurance maladie-invalidité — Problèmes éthiques				
B				
Bail à ferme				
Modification de la législation sur le bail à ferme et la limitation des fermages (Ancien intitulé: Complément à et modification de la législation sur le bail à ferme) Projet de loi* Documents parus antérieurement Rapport complémentaire de M. Van Nevel Amendements de MM. Pataer et Knuts Amendements de MM. Pataer et Knuts Amendements de M. Pede Demande de renvoi en commission par motion d'ordre de M. Pede Discussion et vote	357-1 357-2 357-3 357-4 357-5		1031-1032 1033-1046, 1050-1076, 1263-1264, 1265-1267, 1273-1274	
<i>Voir aussi</i> : Impôts sur les revenus (Revenus immobiliers)				
Banque africaine de développement				
<i>Voir</i> : Finances				
Banque nationale de Belgique				
Equilibre linguistique des nominations à la Banque Répartition linguistique des emplois au sein de la Banque <i>Voir aussi</i> : Monnaie				135, 230 135, 232
Banques				
Publicité incitant à la fuite de capitaux et à la fraude bancaire <i>Voir aussi</i> : Centres publics d'aide sociale — Emprunts — Finances — Institutions de crédit				95
Barrages				
Montée du niveau de la mer. — Barrage antitempête sur l'Escaut				527, 732

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Baux à loyer				
Révision de la législation sur les baux à loyers en faveur des séniors			229-230	
Modification de la législation				324
Chambres d'étudiants. — Réglementation. — Contrôle				718, 753, 764, 820, 880
<i>Voir aussi</i> : Droits d'enregistrement				
Benelux				
Politique à l'égard du Benelux			232	
Ratification de la Convention Benelux sur la coopération transfrontalière			378, 383	326, 709, 821 (Erratum)
Observations du Conseil d'Etat			378	
Réunion du Comité des ministres des Affaires étrangères du Benelux le 25 mai 1988			383	
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Armée — Armes — Conseil interparlementaire consultatif de Benelux — Douanes et accises				
Bibliothèques				
Institutions scientifiques et culturelles nationales. — Cadres				414, 684
Bonnes mœurs				
<i>Voir</i> : Cinéma — Droit pénal — Etat civil				
Bourgmestres, échevins et conseillers communaux				
Complément à l'article 66 de la loi communale en vue de régler l'assistance aux membres aveugles du conseil communal qui sont dans l'impossibilité d'exercer pleinement leur mandat				
Proposition de loi de Mme Harnie	159-1			
Modification de l'article 2 de la loi communale (Nomination du bourgmestre sur présentation de l'Exécutif régional)				
Proposition de loi de MM. Valkeniers et Luyten	170-1			
Détermination du nombre des échevins et présentation du bourgmestre (Représentation proportionnelle pour la désignation. — Loi communale et loi électorale communale)				
Proposition de loi de M. Valkeniers	171-1			
Modification des articles 2 et 56 de la loi communale (Pouvoir des exécutifs régionaux de nommer et de sanctionner les bourgmestres, sauf pour ce qui est des dix-neuf communes de Bruxelles-Capitale)				
Proposition de loi de M. Valkeniers	201-1			
Modification des articles 89 et 107 de la loi communale (Exercice par un conseiller communal de la fonction d'échevin)				
Proposition de loi de M. Valkeniers	202-1			
Détermination des signes distinctifs des bourgmestres et échevins dans l'exercice de leurs fonctions				
Proposition de loi de M. Lafosse	322-1			
Marchés publics. — Incompatibilités et règle de délicatesse dans l'exercice des mandats communaux				528, 736
Eligibilité comme conseillers communaux. — Age				574
Communes à statut linguistique spécial				
<i>Voir</i> : Communes				
<i>Voir aussi</i> : Communes — Droit public — Enseignement (Personnel) — Fabriques d'église — Police				
Brevets				
Modification de la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention en vue d'assurer une meilleure protection des découvertes pharmaceutiques				
Proposition de loi de M. Petitjean	8-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Bruit				
Complément à la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit (Dancings et salles de spectacle. — Contrôle) Proposition de loi de Mme Delruelle-Ghobert	317-1			
Nuisances acoustiques dues à l'augmentation du trafic de nuit à l'aéroport de Bruxelles-National Question orale de M. Vandenhoute			622-623	
Lutte contre le bruit Ecrans antibruit le long de l'E17 à Gand				287
Ecrans antibruit le long de l'A2 à la hauteur des zones d'habitation de Wilsede, Kessel-Lo et Holsbeek				492
Aspect esthétique des écrans antibruit le long des autoroutes				571
Ecrans antibruit le long de la R.N.16 (175) Breendonk-Temse				573
Ecrans antibruit le long de l'A2 (Rotselaar, Louvain, Holsbeek)				612, 733
Ecrans antibruit le long de l'E40 à hauteur de Afsnee-Kom Latem				636
Ecrans antibruit le long de la R.N.411 à Overijse				636
Ecran antibruit à Houdeng-Goegnies. — Efficacité				947
Installation d'écrans antibruit en Hainaut				947
<i>Voir aussi:</i> Aéronautique — Armée — Environnement				
Bruxelles-Capitale				
<i>Voir:</i> Archéologie — Arts — Environnement — Langues — Personnes âgées — Union de l'Europe occidentale				
Budgets				
Généralités				
Dépôt des budgets 1988	366-2	2-3, 4	938	
Contrôle budgétaire	366-2	3, 4, 5	938, 939	
Politique budgétaire	366-2	3-5, 13-14, 15	939, 940-941, 944, 945, 946-948, 950, 951, 959-961	
Incidences du financement des Communautés et des Régions sur le budget national			364	
Dépôt tardif des budgets			945	
Dépassements budgétaires			956-957	
<i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Communautés européennes — Comptabilité de l'Etat — Coopération au développement — Crédits provisoires — Finances				
Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement				
Projet de loi (de l'année 1988)	352-1			
Projet de loi* (de l'année 1986)				
Discussion (Crédits: Affaires étrangères)			375-385	
Discussion (Crédits: Commerce extérieur)			387-390	
Discussion (Crédits: Coopération au développement)			394-400	
Discussion et vote des articles			400-405	
Vote			458-459	
Projet de loi* (de l'année 1987)				
Discussion (Crédits: Affaires étrangères)			375-385	
Discussion (Crédits: Commerce extérieur)			387-390	
Discussion (Crédits: Coopération au développement)			394-400	
Discussion et vote des articles			405-408	
Vote			458-459	
Agriculture				
Projet de loi (de l'année 1988)	339-1			
Amendement du gouvernement	339-2			
Amendement du gouvernement	339-3			
Classes moyennes				
Projet de loi (de l'année 1988)	332-1			
Communications				
Projet de loi 1986-1987 (de l'année 1986)				
Discussion et vote			686-689, 691-693, 694-697, 731	
Projet de loi 1986-1987 (de l'année 1987)				
Discussion et vote			686-689, 691-693, 697-700, 731	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Budgets (suite)				
Dette publique				
Projet de loi* (de l'année 1988)	367-1 (Erratum)			
Rapport de M. Weyts	367-2		937-954, 956-961, 962-964, 1011	
Discussion et vote				
Education nationale				
Discussion tardive des budgets			413, 414, 415	
Voir aussi: Enseignement (Généralités)				
Education nationale (Régime français)				
Projet de loi* (de l'année 1986)			413-420-425, 458-459	
Discussion et vote				
Projet de loi* (de l'année 1987)			413-420, 425-429, 458-459	
Discussion et vote				
Projet de loi (de l'année 1988)	388-1		414-415, 420	
Déficit structurel du secteur francophone pour l'exercice 1987			420	
Imputation des dépenses afférentes à l'exercice 1987 au budget 1988				
Education nationale (Régime néerlandais)				
Projet de loi* (de l'année 1986)			413-420, 432-437, 458-459	
Discussion et vote				
Projet de loi* (de l'année 1987)			413-420, 437-442, 458-459	
Discussion et vote				
Projet de loi (de l'année 1988)	389-1			
Education nationale (Secteur commun)				
Projet de loi* (de l'année 1986)			413-420, 444-447, 458-459	
Discussion et vote				
Projet de loi* (de l'année 1987)			413-420, 447-449, 458-459	
Discussion et vote				
Projet de loi (de l'année 1988)	420-1			
Emploi et Travail				
Projet de loi (de l'année 1988)	451-1			
Finances				
Projet de loi (de l'année 1988)	333-1			
Voir aussi: Aéronautique				
Pensions				
Projet de loi (de l'année 1988)	331-1			
Postes, Télégraphes et Téléphones				
Projet de loi 1985-1986 (de l'année 1986)			700-704, 705-706, 707, 708-711, 731	
Discussion et vote				
Projet de loi 1986-1987 (de l'année 1987)			700-704, 705-706, 707, 711-712, 731	
Discussion et vote				
Premier Ministre				
Voir: Presse				
Voies et Moyens				
Projet de loi* (de l'année 1988)	366-1			
Rapport de M. Weyts	366-2		937-954, 956-962, 1011	
Discussion et vote				
Modifications apportées au projet de budget 1988 initial	366-2	2, 5, 11, 13-14	956, 958-959	
Prévision des recettes fiscales pour 1988	366-2	9-11	938-939, 958	
Données budgétaires 1987 et 1988	366-2	12-13	939	
Voir aussi: Règlement du Sénat				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Budgets (suite)				
Ajustements				
Voir: Crédits supplémentaires et régularisations				
Bureau du Sénat				
Nomination du bureau définitif				
Ajournement			20, 23	
Présentation de 2 candidats pour la présidence. — Scrutin. — Aucun candidat n'obtient la majorité de voix			22-23	
Reprise du scrutin. — Nomination du bureau définitif. — Nomi- nation de M. Lallemant comme Président du Sénat			30-33	
Démission de M. Lallemant comme Président du Sénat			191	
Nomination de M. Kelchtermans comme Président du Sénat (Scrutin)			197-199	
Nomination d'un premier vice-président et d'un secrétaire			199	
Protestations contre les tractations politiques dont fait l'objet la nomination du Président du Sénat			22, 197-198, 199	
C				
Cadastre				
Péréquation des revenus cadastraux. — Ajournement				675
Caisse d'amortissement				
Compte de gestion de la Caisse pour l'année 1987			393	
Nomination d'un membre de la Commission de surveillance des opérations de la Caisse			633	
Caisse des dépôts et consignations				
Commission de surveillance de la Caisse. — Nomination			38	
Nomination de M. Gijs comme délégué à la commission de surveil- lance de la Caisse			126	
Rapport sur les opérations de la Caisse pendant l'année 1987			393	
Caisse générale d'épargne et de retraite				
Modification de la loi du 16 mars 1865 qui institue une Caisse générale d'épargne et de retraite, en vue de doter d'institutions financières propres les entités visées à l'article 3, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (Scission de la C.G.E.R. et du Crédit communal en deux organismes communau- taires)				
Proposition de loi de M. De Beul	283-1			
Voir aussi: Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)				
Caisse nationale de crédit professionnel				
Prêts aux chômeurs. — Fonds de participation				112, 422
Voir aussi: Classes moyennes (Petites et moyennes entreprises)				
Campings				
Voir: Impôts sur les revenus — Taxe sur la valeur ajoutée				
Carburants				
Voir: Impôts				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Cartes d'identité				
Interdiction de photographies prises avec couvre-chef <i>Voir aussi</i> : Armée				440
Catastrophes et accidents				
<i>Voir</i> : Affaires étrangères — Armée — Electricité — Energie nucléaire				
Centre anti-poison				
Situation du centre Question orale de M. Hasquin			624-625	
Centre d'étude de l'énergie nucléaire à Mol				
Activités <i>Voir aussi</i> : Pollution des eaux			319-320	
Centres psycho-médico-sociaux				
Modification de la loi du 19 juillet 1976 instituant un congé pour l'exercice d'un mandat politique et de la loi du 18 septembre 1986 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services publics (Personnel enseignant et personnel des centres P.M.S.) Proposition de loi de M. Blanpain	392-1			
Encadrement P.M.S. dans les établissements scolaires. — Normes en matière de personnel Choix des centres. — Norme de programmation <i>Voir aussi</i> : Enseignement (Personnel)				528, 912 888
Centres publics d'aide sociale				
Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. (Election des membres du conseil. — Certificat de bonne vie et mœurs) Proposition de loi de M. Petitjean	16-1			
Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. (Augmentation du nombre des membres du conseil — Vice-Président) Proposition de loi de MM. De Beul et Suykerbuyk	254-1			
Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. (Sanctions disciplinaires envers les agents du C.P.A.S.) Proposition de loi de M. Minet	312-1			
Gestion des hôpitaux dépendant des C.P.A.S. Proposition de loi de M. Lafosse	326-1			
Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. (Personnel hospitalier) Proposition de loi de M. Lafosse	327-1			
Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. (Adaptation du rôle et de la mission du C.P.A.S.) Proposition de loi de M. Lannoye	361-1			
Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. en ce qui concerne l'octroi d'avances sur pensions alimentaires et le recouvrement de ces pensions Projet de loi*	399-1			
Modification de l'article 101 de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. (Inscription de l'hypothèque légale) Proposition de loi de M. Arts	423-1			
Tâches supplémentaires des C.P.A.S. Arrêté royal fixant le statut du secrétaire et du receveur. — Date d'adaptation des échelles barémiques			353-354	171
Candidats réfugiés. — Refus d'exécuter les décisions de la Chambre de recours				359, 933, 934

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Centres publics d'aide sociale (suite)				
Admission dans une maison de repos d'un C.P.A.S. — Garanties. — Secret bancaire				533
Statut du secrétaire et du receveur. — Adaptation des échelles barémiques				644
Chambres provinciales de recours. — Copie des dossiers Communes bruxelloises				767
<i>Voir</i> : Régions et Communautés (Région bruxelloise)				
Communes à statut linguistique spécial				
<i>Voir</i> : Communes				
<i>Voir aussi</i> : Contrats de louage de travail — Etablissements hospitaliers — Langues — Minimum vital — Politique sociale — Régions et Communautés (Région bruxelloise) — Travail				
Céréales				
<i>Voir</i> : Affaires étrangères — Agriculture				
Chambres législatives				
Amélioration du fonctionnement et revalorisation du Parlement			33-34, 218-219, 221	
Pouvoirs des Chambres lorsque le Gouvernement est démissionnaire ou n'est plus investi de la confiance du Parlement			34	
Garantie de la durée de la législature et de la stabilité gouvernementale			193	
Réforme du système bicaméral et suppression du « double mandat » de membre de la Chambre des Représentants et de membre d'un Conseil (Réformes institutionnelles)			193, 213-214, 232, 233	
Instauration d'un système de congé politique pour les parlementaires			349	
<i>Voir aussi</i> : Constitution — Droit public — Enquête				
Charbonnages				
<i>Kempense Steenkolenmijnen</i> . — Avenir			252, 319	863, 895
Primes de départ C.E.C.A. — Retard dans les paiements				408, 582
<i>Voir aussi</i> : Commerce extérieur — Résolutions — Sécurité sociale				
Charte sociale européenne				
Approbation de la Charte sociale européenne du 18 octobre 1961 et du Protocole additionnel à la Charte du 5 mai 1988				
Proposition de loi de M. Blanpain	381	1		
Chômage				
Plan d'urgence en vue de combattre le chômage des jeunes				
Proposition de loi de MM. Peeters et Blanpain	118	1		
Garantie du revenu des travailleurs âgés mis au chômage				
Proposition de loi de MM. Pataer et Taminiaux	166	1		
Complément à l'article 124 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage et à l'article 77 de l'A.M. du 4 juin 1964 relatif au chômage en vue de fixer l'admission au bénéfice des allocations de chômage en faveur des enfants des agents de nationalité belge chargés d'une mission d'intérêt public à l'étranger				
Proposition de loi de Mme Truffaut et de M. Moens	256	1		
Instauration d'un nouveau système de contrôle (Suppression du pointage)			284	
Chômage des jeunes			340	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Chômage (suite)				
Allocations de chômage			340	
Allocations 1987. — Organismes de paiement. — Frais d'administration				87, 496
Prise en compte du service militaire pour la fixation de la période d'attente. — Arrêtés d'exécution				148
Maladie de longue durée. — Réduction des allocations. — Modification de l'art. 160 de la réglementation en matière de chômage				150
Travailleur handicapé occupé en atelier protégé				363, 499
<i>Voir aussi</i> : Frontaliers				
Chômeurs de longue durée			340, 353, 362	
Evolution du chômage			951	
Amélioration du sort des chômeurs âgés				
Question orale de M. Taminiaux			1386	
Reprise d'entreprise. — Fonds de fermeture. — Allocations de chômage et indemnité de transition				149
Activités annexes				151
Programme de résorption. — Projets de T.C.T. en attente				765
<i>Voir aussi</i> : Assurance maladie-invalidité — Caisse nationale de crédit professionnel — Enseignement (Personnel) — Office national de l'emploi — Sécurité sociale — Transports publics — Travail				
Cimetières				
Modification de l'article 24 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures (Incinération)				
Proposition de loi de Mme Truffaut	248-1			
Complément à la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures (Souhait du défunt d'être incinéré. — Inscription dans le registre de la population)				
Proposition de loi de M. De Loor	260-1			
Cinéma				
Certaines mesures concernant les films d'horreur (Taxe spéciale)				
Proposition de loi de M. Dillen	83-1			
Circulation routière				
Attribution de la moitié des recettes provenant des procès-verbaux dressés pour contravention au règlement général sur la police de la circulation routière aux communes dans lesquelles ces procès-verbaux ont été dressés				
Proposition de loi de M. Valkeniers	208-1			
Modification de l'arrêté royal du 31 décembre 1953 portant réglementation de l'immatriculation des véhicules à moteur (Mention de la modification d'adresse sur le certificat d'immatriculation)				
Proposition de loi de M. Van Eetvelt	242-1			
Modification de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques (Installation d'un gyrophare sur les véhicules agricoles)				
Proposition de loi de M. Vandermarliere	344-1			
Vignette autoroutière. — Suppression	366-2			
Problématique de l'accroissement de la circulation. — Embouteillages		11	950, 956 345-346 346, 688	
Sécurité routière				
sur la chaussée de Waterloo à Rhode-Saint-Genèse (N5)				63
Points noirs dans l'arrondissement d'Alost				372, 489
R.N.16. — Résultats des recensements de la circulation				573
Allumage des phares de voitures le jour				867
le long de la N70 Gand-Anvers à hauteur de Belsele-Waas				946
Modalités de répression des infractions en matière de stationnement				45
Nombre de cyclistes victimes d'accidents de la circulation. — Mortalité				66

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Circulation routière (suite)				
Stationnement des véhicules à droite. — Difficultés rencontrées par les handicapés				67
Signalisation routière				
au niveau de la De Smet de Naeyerlaan à Ostende (tram)				101
Carrefour <i>Elisabethlaan-Gistelsesteenweg</i> à Ostende				285
Carrefours dangereux à Aarschot				289
Immatriculation des véhicules à moteurs				
Délivrance de la plaque par les autorités néerlandaises				303, 420
Traitement accéléré des dossiers				619
Plaques provisoires				663
Taxe d'immatriculation. — Restitution. — Délai				464, 622
Circulation sur le ring autoroutier à Bruxelles. — Feu de signalisation à Hoeilaart				527, 635
Immatriculation des remorques				673
Infrastructure des transports et communications. — Projets prioritaires de la C.E.E.				708, 713, 875
Indication des villes. — Panneaux de signalisation bilingues				750
Poursuites envers des conducteurs étrangers. — Arrondissement de Liège				752, 811
Feux de signalisation à hauteur du « Astridcomplex » à Bredene-Duinen. — Gène de la circulation				762, 836
Voir aussi: Société nationale des chemins de fer belges — Taxe de circulation — Transports				
Cités administratives				
Centre administratif de l'Etat à Zottegem. — Nouveau bâtiment				336
Cité administrative de l'Etat. — Tableau central de contrôle et de commande. — Marché de gré à gré				551
Cité administrative de l'Etat à Charleroi. — Interruption des travaux. — Dégradation				574
Classes moyennes				
Petites et moyennes entreprises				
Politique			192, 270-271, 362	
Emploi. — Engagement de jeunes travailleurs. — Réduction des cotisations patronales			270	
Voir aussi: Sécurité sociale				
Réforme fiscale. — Démotivation des P.M.E. et des indépendants			216-217	
Promotion de l'emploi			224	
Aides de l'Etat. — Caisse nationale de crédit professionnel. — Activités du Fonds de garantie				790, 809, 871
Voir aussi: Commerce extérieur — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels)				
Simplification des formalités administratives. — Commission « Comform »			224-225, 338, 362	441
Cotisation de modération, de solidarité ou de consolidation des indépendants			294, 338	361
Politique des classes moyennes et des P.M.E.			337-338	
Profession indépendante. — Premier établissement. — Subvention-intérêt supplémentaire. — Modalités				641, 754, 828
<i>Centrum van voortdurende vorming van de middenstand (GOND) (INOV)</i> . — Organisation de cours de néerlandais				791
Code civil				
Modification de l'article 1162 du Code (Interprétation des contrats d'adhésion)				
Proposition de loi de M. Petitjean	6-1			
Institution d'une Commission royale chargée de la codification, de l'harmonisation et de la simplification du Code civil dans le cadre d'une réforme globale dudit Code				
Proposition de loi de M. Verhaegen	38-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Code civil (suite)				
Modification de l'article 1940 du Code (Dépôt. — Egalité des époux) Proposition de loi de M. Hofman	111-1			
Modification de l'article 909 du Code (Incapacité de certaines personnes de recevoir par donation ou par testament) Proposition de loi de M. Valkeniers	192-1			
Conseil de famille et tutelle Proposition de loi de M. Cerexhe	209-1			
Modification des articles 1341, alinéa premier, 1834, 1923, 1924, 1950 et 2074 du Code (Montant au-delà duquel la preuve par écrit est nécessaire) Proposition de loi de M. Cerexhe	210-1			
Absence et déclaration judiciaire de décès (Articles 12 e.s.) Proposition de loi de M. Cerexhe	287-1			
Modification de l'article 55 du Code (Déclaration de naissance. — Commune de la résidence conjugale des parents) Proposition de loi de M. Lafosse	321-1			
<i>Voir aussi:</i> Aliments — Malades mentaux — Mariage — Noms et prénoms				
Code de commerce				
Modification de certaines dispositions du Code relatives aux curateurs de faillites (Accès à la fonction de curateur et étendue de leur pouvoir et de leur responsabilité) Proposition de loi de M. Cerexhe	288-1			
<i>Voir aussi:</i> Commerce — Faillites — Réviseurs d'entreprises				
Code judiciaire				
Modification des articles 1481 à 1488 du Code (Procédure de saisie en contrefaçon) Proposition de loi de M. Hatry et de Mme Delruelle-Ghobert	21-1			
Modification de l'article 728 du Code (Assistance ou représentation du consommateur devant les tribunaux) Proposition de loi de M. Lenfant	56-1			
Modification de l'article 121 du Code (Désignation des juges assesseurs à la Cour d'assises) Proposition de loi de M. Henrion	73-1			
Abrogation de l'article 195 du Code (Chambres à juge unique au tribunal de première instance) Proposition de loi de M. Henrion	74-1			
Complément à l'article 91 du Code (Chambres à trois juges en matière répressive) Proposition de loi de M. Henrion	77-1			
Modification des articles 1410 et 1412 du Code (Saisie d'allocations sociales effectuée en vertu de créances alimentaires) Proposition de loi de M. Cerexhe	228-1			
Complément aux articles 9 et 29 des dispositions transitoires de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code (Traitement et pension des anciens greffiers et greffiers adjoints près les conseils de prud'hommes de première instance et d'appel) Proposition de loi de MM. Suykerbuyk et Van Rompaey	253-1			
Modification de l'article 92 du Code (Chambres à 3 juges. — Affaires en matière répressive) Proposition de loi de M. Erdman	259-1			
Modification des articles 1408 et 1498 du Code (Biens qui ne peuvent être saisis) Proposition de loi de M. Cerexhe	289-1			
Modification des articles 263 et 366 du Code (Traitements des greffiers des justices de paix et des tribunaux de police) Proposition de loi de M. Erdman	337-1			
Modification du Code en ce qui concerne la procédure d'enquête Proposition de loi de M. Erdman	391-1			
Modification de l'article 1468 du Code (Saisie conservatoire de navires et bateaux. — Entreprises d'arrimage et entreprises connexes) Proposition de loi de M. Swaelen	394-1			
<i>Voir aussi:</i> Avocats — Divorce — Domaines — Faillites — Justice — Magistrats				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Code pénal				
<i>Voir</i> : Droit pénal				
Comités d'acquisition				
<i>Voir</i> : Régions et Communautés — Vente d'immeubles				
Commerce				
Permission aux organisations de consommateurs d'introduire une action d'intérêt collectif devant les juridictions de l'ordre judiciaire et les juridictions administratives				
Proposition de loi de M. Lenfant	58-1			
Modification de la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales (Champ d'application de la loi. — Intervention du comité socio-économique et de la commission provinciale pour la distribution)				
Proposition de loi de MM. Suykerbuyk et Verhaegen	255-1			
Conventions collectives de consommation				
Proposition de loi de M. Lenfant	313-1			
Protection et information des consommateurs			193	
Projet de loi sur les pratiques du commerce et la protection du consommateur			271, 280	
Projet de loi sur la concurrence			280	
Nécessité et modifications éventuelles des dates en ce qui regarde les ventes en solde				
Question orale de M. Content			996-997	
Contrôle de l'application de la nouvelle loi sur les soldes				89
Implantations commerciales. — Infractions à la loi du 29 juin 1975				252, 366
Galeries piétonnes en milieu urbain. — Statut juridique				289
Activités ambulantes. — Mineurs émancipés capables. — Exclusion. — Limite d'âge				306, 474
Commerce des billets de banque. — Courtier en devises. — Agent de change. — Art. 78 du Code de commerce				328
Repos hebdomadaire dans l'artisanat et le commerce. — Application de la législation. — Information des administrations communales				361, 540
Infractions aux lois commerciales. — Concurrence déloyale et implantation des grandes surfaces. — Suites judiciaires				524
<i>Voir aussi</i> : Faillites — Justice — Réviseurs d'entreprises — Travail				
Commerce ambulant				
<i>Voir</i> : Commerce				
Commerce extérieur				
Interdiction de l'importation de charbon sud-africain				
Proposition de loi de Mme Aelvoet et de M. Vaes	438-1			
Politique			193, 267, 271, 323, 338	
Rôle des P.M.E.			271	
Pays de l'Est			271	
Balance commerciale			201, 388	
Réglementation de l'exportation de pesticides dangereux			220	
Elargissement des compétences des Communautés et des Régions			379, 380	
<i>Voir aussi</i> : Office belge du commerce extérieur				
Statut des prospecteurs commerciaux			380, 390	
Conjoncture internationale			388	
Echanges commerciaux de l'U.E.B.L.			388-389	
Système « Copromex »			389	
Activités du Fonds du commerce extérieur. — Compressions budgétaires			389	
Volume des cessions de droits d'auteur relatifs aux produits graphiques dans les exportations belges				15
Promotion des exportations des produits luxembourgeois				549
<i>Voir aussi</i> : Environnement — Publications — Régions et Communautés				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Commissaires d'arrondissement				
Nombre et statut du personnel occupé dans chaque commissariat				18
Prolongation de la carrière de commissaire après 65 ans				18
Nominations. — Conditions de recrutement				108
Commission nationale permanente du Pacte culturel				
Modification de l'article 24, § 2, de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques (Prolongation du délai dans lequel la Commission doit émettre un avis)				
Proposition de loi de M. Désir	294-1		40	
Rapport annuel pour l'année 1986				
Commissions du Sénat				
Création d'une commission parlementaire permanente de contrôle des services de police, de la gendarmerie et de la section « Sûreté de l'Etat » de l'Administration de la sûreté publique du Ministère de la Justice				
Proposition de loi de M. De Beul	101-1			
Modification de l'article 54 du Règlement du Sénat (Création d'une Commission du Budget pour l'examen du budget général de l'Etat)				
Proposition de M. Egelmeers	129-1			
Nomination de la Commission permanente de vérification des pouvoirs			4-5	
Nomination des commissions. — Composition. — Modifications. — Désignation des suppléants			36-37, 57, 122-123, 197, 246-247, 361, 375, 466, 632-633, 717, 849, 923, 996, 1278	
Protestation contre l'élimination des commissions des groupes qui ne sont pas suffisamment nombreux			221	
Tenue de séances de commission pendant les séances plénières du Sénat			526	
Composition de la commission spéciale qui traitera le projet de la loi modifiant, pour certaines communes, la loi communale, la loi électorale communale, la loi organique des C.P.A.S., la loi provinciale, le Code électoral, la loi organique des élections provinciales et la loi organisant l'élection simultanée pour les chambres législatives et les conseils provinciaux			857-858	
<i>Voir aussi:</i> Energie nucléaire — Règlement du Sénat				
Commissions paritaires				
<i>Voir:</i> Travail				
Communauté européenne du Charbon et de l'Acier				
<i>Voir:</i> Charbonnages				
Communautés européennes				
<i>Europe 1992.</i> — Réalisation d'un marché européen ouvert à la circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes. — L'économie belge face à l'échéance de 1992			191, 192, 193, 279, 280, 285, 311, 312, 314, 320, 321, 324, 333-334, 335, 348-349-350, 362, 377	
Suppression du contrôle aux frontières intérieures. — Evaluation des pertes d'emploi				423
Zones frontalières. — Programmes régionaux européens				466

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Communautés européennes (suite)				
Europe 1992 (suite)				
Services douaniers. — Politique du personnel				546, 548
Incidence sur la fonction publique				590, 618, 860, 899
<i>Voir aussi:</i> Ministres et Ministères (Finances) — Postes — Taxe sur la valeur ajoutée — Télégraphes et Téléphones — Transports				
Intégration européenne			191, 193, 322	
Problème de l'opposabilité des directives européennes aux Régions et Communautés			323, 384	
Bonne gestion du budget			377	
Renforcement de la cohésion entre les régions de la Communauté élargie			377	
Rapprochement avec le COMECON			378	
Réalisation de l'Acte unique européen			379, 383	
Réalisations avec les pays de l'ASEAN (Asie)			379, 383	
Action culturelle. — Représentation de la Belgique au Conseil des Ministres				187
Commission européenne. — Rapport concernant les communautés linguistiques. — Imprécisions				228
Fonds de structure européens. — Zones belges concernées				327
Lutte européenne contre la criminalité. — Politique commune d'octroi de visas				463
Conseil consultatif des pouvoirs régionaux et locaux				717
Accord de Schengen				
<i>Voir:</i> Affaires étrangères				
<i>Voir aussi:</i> Abattoirs — Aéronautique — Affaires étrangères — Art de guérir — Circulation routière — Enseignement (Généralités) (Enseignement secondaire) (Enseignement supérieur) — Environnement — Epizooties — Finances provinciales et communales — Impôts — Impôts sur les revenus (Impôt des non-résidents) — Lois et arrêtés — Monnaie — Population — Régions et Communautés — Taxe sur la valeur ajoutée — Transports — Travail				
Communautés linguistiques				
<i>Voir:</i> Communautés européennes. — Droit public				
Communes				
Modification de l'article 70 de la loi communale, modifié par la loi du 14 juillet 1983, en ce qui concerne l'obligation pour le collège des bourgmestre et échevins de faire un rapport sur l'administration et sur la situation des affaires de la commune dans une séance à laquelle le public est admis				
Proposition de loi de M. Stroobant	109-1			
Modification de l'article 102 de la loi communale (Publication par la voie d'affiches, des règlements et ordonnances du conseil ou du collège)				
Proposition de loi de M. Hofman	112-1			
Rattachement d'une partie du territoire de la commune de Stabroek au territoire de la ville d'Anvers ainsi qu'échange de portions de territoire entre la commune de Stabroek et la ville d'Anvers				
Proposition de loi de MM. Suykerbuyk et De Beul	150-1			
Tombe par suite de l'adoption du projet n° 363-1				
Transfert de Hainaut en Brabant de certaines communes de la frontière linguistique				
Proposition de loi de M. Valkeniers	178-1			
Modification de l'article 71 de la loi communale (Publicité des séances des conseils communaux)				
Proposition de loi de M. Cerexhe	214-1			
Modification du titre II, chapitres III et IV, de la loi communale (Révision de la loi communale)				
Proposition de loi de M. Cardoen	307-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Communes (suite)				
Octroi du titre de ville à la commune de Boussu Proposition de loi de M. Gevenois	346-1			
Rattachement d'une partie du territoire de la commune de Stabroek au territoire de la ville d'Anvers ainsi qu'échange de portions de territoire entre la commune de Stabroek et la ville d'Anvers Projet de loi*	363-1			
Rapport de M. Suykerbuyk	363-2			
Discussion et vote			1029-1030, 1271-1272	
Modification de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux (Ancien intitulé: Modification, pour certaines communes, de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des C.P.A.S., de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux (Communes à statut linguistique spécial. — Fourons, Comines et les 6 communes à facilités de la périphérie bruxelloise) (Absence de publicité des réunions du collège des bourgmestres et échevins) Projet de loi	371-1			
Rapport de MM. Collignon et Arts	371-2			
	+			
	Annexes		739-740	
Sur l'avis du Conseil d'Etat				
Amendement de M. Lenfant	371-3			
Amendements de Mme Herman-Michielsens et de M. Pedé	371-4			
Amendements de Mme Herman-Michielsens et de M. Pedé	371-5			
Amendements de M. Desmedt	371-6			
Amendements de M. Decléry et consorts	371-7			
Amendements de M. Decléry et consorts	371-8			
Amendements de M. Monfils et consorts	371-9			
Amendements de Mme Herman-Michielsens et de M. Pedé	371-10			
Amendements de Mme Herman-Michielsens et de M. Pedé	371-11			
Amendements de Mme Herman-Michielsens et de M. Pedé	371-12			
Amendements de Mme Herman-Michielsens et de M. Pedé	371-13			
Amendements de Mme Herman-Michielsens et de M. Pedé	371-14			
Amendements de M. Vandenhoute et consorts	371-15			
Amendements de M. Decléry et consorts	371-16			
Amendements de M. Decléry et consorts	371-17			
Amendements de M. Duquesne et consorts	371-18			
Amendements de M. Hasquin et consorts	371-19			
Amendements de M. Hasquin et consorts	371-20			
Amendements de M. Clerdent et consorts	371-21			
Amendements de M. Hasquin et consorts	371-22			
Amendements de M. Monfils et consorts	371-23			
Amendements de M. Duquesne et consorts	371-24			
Amendement de M. Decléry et consorts	371-25			
Question préjudicielle. — Majorité simple ou majorité spéciale (Article 59bis, § 4, de la Constitution. — Modification de la législation sur l'emploi des langues en matière administrative). — Vote préalable sur la question			1082-1087	
Votes sur la motion de MM. De Cooman, Lallemand, Wyninckx, Wintgens et Vandekerckhove, et sur l'amendement de Mme Herman-Michielsens et de M. Pedé			1086-1087	
Discussion			1087-1097, 1100-1113, 1116-1130, 1133-1156, 1158-1168	
Discussion des articles			1171-1212, 1216-1263	
Vote			1267-1270	
Rattachement d'une portion du territoire de la ville de Deinze au territoire de la commune de Sint-Martens-Latem Proposition de loi de M. Van Hooland	412-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Communes (suite)				
Communes à statut linguistique spécial. — Accord sur Fourons, Comines et les 6 communes à facilités de la périphérie bruxelloise. — Tutelle. — Composition paritaire des collèges. — Consensus lors du processus de décision. — Election directe des échevins et constitution proportionnelle du collège des bourgmestre et échevins. — Election directe du conseil de l'aide sociale. — Nomination du bourgmestre et du président de C.P.A.S. — Emploi des langues			193, 205, 209-210, 215-216, 221, 222-223, 238, 239, 248-249, 251, 255, 259-260, 264, 292, 293, 294, 296-298, 299-300, 301, 302, 303, 310, 311, 313, 316-317, 321, 322, 325-326, 332-333, 337, 346-348, 362, 365, 366, 368, 369	
<i>Voir aussi:</i> Elections — Régions et Communautés (Région bruxelloise)				
<i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Bourgmestres, échevins et conseillers communaux — Commerce — Conseil d'Etat — Consultation populaire — Droit public — Elections — Etablissements pénitentiaires — Langues — Réfugiés — Régions et Communautés				
Bruxelles-Capitale				
Réorganisation du territoire belge en provinces et en un territoire de Bruxelles-Capitale Proposition de loi de M. Valkeniers	71-1			
Connaissances linguistiques requises en vue d'exercer certains mandats politiques des pouvoirs subordonnés dans l'agglomération bruxelloise Proposition de loi déposée initialement par M. Valkeniers et reprise par M. Luyten conformément à l'article 51 du règlement du Sénat	177-1			
Conflit d'intérêts (Articles 32, § 1 ^{er} , de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980) Retrait. — Reprise par M. Luyten			849, 1271, 1470 1362-1363	
Imposition aux administrations communales de l'Agglomération bruxelloise de communiquer les adresses de tous les nouveaux habitants aux commissions française et néerlandaise de la culture de l'Agglomération bruxelloise Proposition de loi de M. Valkeniers	181-1			
Compensation des charges qui découlent de la fonction de capitale de Bruxelles <i>Voir aussi:</i> Arts — Bourgmestres, échevins et conseillers communaux — Communes — Elections — Etrangers — Finances provinciales et communales — Langues — Ministres et Ministères (Finances) — Régions et Communautés (Région bruxelloise)			364-368	
Fusions de communes				
Modification de l'A.R. du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, tel qu'il a été ratifié par la loi du 30 décembre 1975 (Rattachement de Neerpede à Dilbeek) Proposition de loi déposée initialement par M. Valkeniers et reprise par M. Luyten conformément à l'article 51 du règlement du Sénat	180-1			
Conflit d'intérêts (Article 32, § 1 ^{er} , de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980) Retrait. — Reprise par M. Luyten			849, 1271, 1470 1362-1363 313	
Fusions de communes bruxelloises				
Personnel				
Obligation pour certains agents de la commune de prêter serment Proposition de loi de M. Laverge	310-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Communes (suite)				
Personnel (suite)				
Complément à l'article 84 de la loi communale relatif à la nomination des membres du personnel communal (Domicile) Projet de loi* Documents parus antérieurement Rapport de M. Paque Discussion et vote	353-1 353-2		850, 858-859	108
Application aux communes du statut des agents de l'Etat en matière de congé de maladie <i>Voir aussi</i> : Enseignement (Personnel) — Langues — Police — Travail				
Comptabilité de l'Etat				
Délégation générale à la réforme de la comptabilité de l'Etat. — Mise en application des conclusions du rapport			315-316, 948, 953-954, 960	
Comptes annuels des entreprises				
<i>Voir</i> : Impôts sur les revenus — Ministres et Ministères (Finances)				
Concordat judiciaire				
<i>Voir</i> : Impôts sur les revenus — Taxe sur la valeur ajoutée				
Congé politique				
<i>Voir</i> : Centres publics d'aide sociale — Chambres législatives — Enseignement (Personnel) — Fonction publique — Travail				
Conseil central de l'économie				
<i>Voir</i> : Economie				
Conseil de l'Europe				
Nomination des délégués à l'Assemblée parlementaire du Conseil			37	
Conseil d'Etat				
Compétence du Conseil en matière d'actes administratifs relatifs aux communes périphériques et aux communes de la frontière linguistique Proposition de loi de M. Monfils	31-1			
Modification de l'article 24 des lois sur le Conseil, coordonnées le 12 janvier 1973 (Procédure devant la section d'administration. — Délai pour le dépôt du rapport de l'auditeur) Proposition de loi de M. Cerexhe	217-1			
Demande en annulation d'un acte d'une autorité administrative. — Violation des articles 6, 6bis et 17 de la Constitution. — Enseignement. — Question préjudicielle <i>Voir aussi</i> : Cour d'arbitrage			193, 348	
Création de chambres bilingues à la section d'administration du Conseil <i>Voir aussi</i> : Benelux — Justice			348	
Conseil interparlementaire consultatif de Benelux				
Nomination des délégués au Conseil. — Modifications dans la composition du Conseil			37, 466	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Conseil national du travail				
Modification de la loi du 29 mai 1952 organique du Conseil (Représentation du secteur « non marchand ») Proposition de loi de M. Vannieuwenhuyze <i>Voir aussi</i> : Travail	155-1			
Conseils d'entreprises				
<i>Voir</i> : Travail				
Conseils des Communautés				
<i>Voir</i> : Régions et Communautés				
Constitution				
Révision de la Constitution				
Révision de l'article 17 à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)				
Proposition du Gouvernement	100-1/1°			
Rapport de MM. Lallemand et Leemans	100-1/2°			
Amendements de M. Hasquin et consorts	100-1/3°			
Amendements de M. Monfils et consorts	100-1/4°			
Amendements de Mme Herman-Michielsens et consorts	100-1/5°			
Amendement de M. Dierickx et consorts	100-1/6°			
Amendement de Mme Aelvoet et de M. Dierickx	100-1/7°			
Amendement de MM. Vaes et Dierickx	100-1/8°			
Amendement de MM. Dierickx et Vaes	100-1/9°			
Amendement de Mme Aelvoet et consorts	100-1/10°			
Amendement de MM. Desmedt et Désir	100-1/11°			
Amendement de M. Hasquin et consorts	100-1/12°			
Amendement de M. Monfils et consorts	100-1/13°			
Demande d'ajournement			467-468	
Discussion			468-476, 481-505, 508-511, 512-524, 527-537, 540-554	
Discussion des amendements			554-560, 562-569	
Votes réservés			647-652	
Vote			652-653	
Révision de l'article 59bis (Transfert aux maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés)				
Proposition du Gouvernement	100-2/1°			
Rapport de MM. Leemans et Lallemand	100-2/2°			
Amendements de M. Monfils et consorts	100-2/3°			
Amendement de M. Hasquin et consorts	100-2/4°			
Amendements de Mme Herman-Michielsens et consorts	100-2/5°			
Amendement de Mme Aelvoet et de M. Dierickx	100-2/6°			
Amendement de Mme Aelvoet et consorts	100-2/7°			
Amendements de M. Monfils et consorts	100-2/8°			
Demande d'ajournement			467-468	
Discussion			468-476, 481-505, 508-511, 569-583, 586-600, 604-610	
Discussion des amendements			610-618	
Votes réservés			653-658	
Vote			658-659	
Révision de l'article 107ter (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement)				
Proposition du Gouvernement	100-3/1°			
Rapport de MM. Leemans et Lallemand	100-3/2°			
Amendements de Mme Delruelle-Ghobert et consorts	100-3/3°			
Amendements de Mme Herman-Michielsens et consorts	100-3/4°			
Amendement de M. Desmedt	100-3/5°			
Amendements de M. De Bondt	100-3/6°			
Demande d'ajournement			467-468	
Discussion			468-476, 481-505, 508-511, 627-632, 637-644	
Discussion des amendements			644-647	
Votes réservés			659-660	
Vote			660-661	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLFTIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Constitution (suite)				
Révision de la Constitution (suite)				
Révision de l'article 47, alinéa 1 ^{er} , en ce qui concerne les mots « domiciliés depuis six mois au moins dans la même commune » (Election des députés à la Chambre des Représentants)				
Projet de texte transmis par la Chambre des Représentants	100-4/1°			
Rapport de MM. Aerts et Taminiaux	100-4/2°			
Amendements de Mme Herman-Michielsens et consorts	100-4/3°			
Amendement de Mme Delruelle-Ghobert et consorts	100-4/4°			
Demande de renvoi en commission. — Rejet			739-740	
Discussion			742-750, 755-767	
Discussion des amendements			767-768	
Votes réservés			772-774	
Vote			774	
Révision de l'article 48, alinéa 1 ^{er} (Constitution des collèges électoraux. — Suppression des mots « pour chaque province »)				
Projet de texte transmis par la Chambre des Représentants	100-5/1°			
Rapport de MM. Aerts et Taminiaux	100-5/2°			
Amendement de Mme Herman-Michielsens et consorts	100-5/3°			
Amendement de M. Clerdent et consorts	100-5/4°			
Demande de renvoi en commission. — Rejet			739-740	
Discussion			742-750, 755-767	
Discussion des amendements			768-769	
Votes réservés			774-775	
Vote			775-776	
Révision de l'article 108 ^{ter} (Agglomération bruxelloise)				
Projet de texte transmis par la Chambre des Représentants	100-6/1°			
Rapport de MM. Moureaux et Baert	100-6/2°			
Amendements de MM. Vaes et Dierickx	100-6/3°			
Amendements de Mme Herman-Michielsens et consorts	100-6/4°			
Amendement de M. Desmedt	100-6/5°			
Amendements de M. Hatry et consorts	100-6/6°			
Amendement de M. Vandenhautte et consorts	100-6/7°			
Discussion			798-810, 813-829	
Discussion des amendements			829-833	
Votes réservés			838-842	
Vote			843	
Révision de l'article 115 (Financement des Régions)				
Projet de texte transmis par la Chambre des Représentants	100-7/1°			
Rapport de M. Erdman	100-7/2°			
Amendement de MM. Vaes et Dierickx	100-7/3°			
Amendements de Mme Herman-Michielsens et de M. Sprockeels	100-7/4°			
Amendement de M. Monfils et consorts	100-7/5°			
Amendements de M. Hatry et consorts	100-7/6°			
Amendement de M. Vandenhautte et consorts	100-7/7°			
Amendements de M. Hasquin et consorts	100-7/8°			
Discussion			769-772, 780-792	
Discussion des amendements			794-798	
Votes réservés			834-837	
Vote			837-838	
Révision de l'article 99, alinéas 2, 3 et 4 (Nomination des conseillers des cours du travail)				
Texte proposé par Mme Herman-Michielsens et consorts	100-8/1°			
<i>Voir aussi:</i> Magistrats				
Révision du titre II en vue d'insérer des dispositions nouvelles permettant d'assurer la protection des droits et libertés garantis par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (Droit de toute personne arrêtée d'être informée des accusations et d'avoir l'assistance d'un avocat)				
Texte proposé par M. Blanpain	100-9/1°			
Révision du titre II, par l'insertion d'un article 24 ^{bis} relatif aux droits économiques et sociaux				
Texte proposé par M. Blanpain	100-10/1°			
Réformes institutionnelles				
<i>Voir aussi:</i> Droit public — Régions et Communautés				
Déclaration de révision				
Révision des articles 65 et 86 ^{bis} de la Constitution (Mode de répartition des portefeuilles ministériels entre Flamands et francophones)				
Proposition de déclaration de M. Valkeniers	169-1			
<i>Voir aussi:</i> Conseil d'Etat — Cour d'arbitrage				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Construction				
Relance du secteur de la construction. — Réduction des droits d'enregistrement <i>Voir aussi</i> : Droits d'enregistrement — Impôts sur les revenus — Sécurité sociale — Taxe sur la valeur ajoutée			943-944	
Consultation populaire				
Institution d'une consultation populaire sur le confédéralisme et ses implications Proposition de loi de MM. Henrion et Simonet	116-1			
Instauration, au niveau communal, de la consultation des citoyens Proposition de loi de MM. Langendries et Flagothier	311-1			
Instauration du référendum			294, 348	
Contraception				
<i>Voir</i> : Assurance maladie-invalidité				
Contrats de louage de travail				
Modification de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (Travail à domicile, clauses résolutoires, obligation pour l'employeur de motiver sa décision en cas de préavis et clause de non-concurrence à l'égard du représentant de commerce) Proposition de loi de M. Egelmeers	134-1			
Modification de la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré Proposition de loi de M. Vannieuwenhuyze	154-1			
Modification de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail (Faute grave. — Exclusion du droit à la rémunération garantie en cas de maladie) Proposition de loi de M. Deneir	163-1			
Modification de la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré (Référé-Astreinte) Proposition de loi de M. Blanpain	347-1			
Modification de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (Réforme approfondie de la loi) Proposition de loi de M. Blanpain	411-1			
Hôpitaux des C.P.A.S. — Catégories de personnel. — Statuts administratifs et pécuniaires différents <i>Voir aussi</i> : Lois et arrêtés — Navigation — Rémunérations et salaires — Travail				415, 589
Coopération au développement				
Reconnaissance d'organisations non gouvernementales d'envoi de volontaires dans le tiers monde Proposition de loi de M. Petitjean	13-1			
Cofinancement par l'Etat de projets de développement réalisés par les organisations non gouvernementales Proposition de loi de M. Petitjean	15-1			
Intégration des Antilles néerlandaises dans le champ d'action de la coopération belge au développement Proposition de loi de MM. De Bondt et Noerens	30-1			
Mise à la disposition des pays du tiers monde de prépensionnés ayant mission de formation Proposition de loi de M. Petitjean	224-1			
Aide publique			192, 232, 265, 362, 394-395, 396, 397, 399	
Plus grande participation du secteur privé			396, 399	
Politique			220, 265-267, 311	
Fonds de survie pour le tiers monde			232	
Exécution de la loi sur le Fonds			394, 400	
Organisations non gouvernementales			266	
Révision de la liste			380	
Efficacité. — Politique de subventionnement			396, 398, 399	
Elargissement des compétences des Communautés et des Régions			379, 380, 383, 396, 399	
Fonds de la survie. — F.I.D.A.			380-381, 396, 398, 399	
Transport pour l'aide au développement			381, 397, 400	
Coopération bilatérale et coopération multilatérale			396, 399	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Coopération au développement (suite)				
Révision de la politique en matière de projets			396, 399	
Amélioration du transport dans les pays en voie de développement			397	
Stratégies alimentaires dans les pays du tiers monde			397, 400	
Budget unique			398	
Visite de la délégation de la S.D.A.C.C. (<i>Southern African Development Coordination Conference</i>)			398, 400	
Négociations entre l'A.G.C.D. et certaines a.s.b.l. apolitiques qui s'occupent de projets de formation dans le cadre de la coopération au développement				
Question orale de M. Hasquin			1383-1384	
Politique de développement. — Sahara occidental				465, 639
<i>Voir aussi</i> : Chômage — Démographie — Emprunts — Enseignement (Enseignement supérieur) — Environnement — Finances — Fonds de survie pour le tiers monde — Ministres et Ministères (Coopération au Développement-Secrétaire d'Etat) — Régions et Communautés				
Cooptation de sénateurs				
Cooptation de 26 sénateurs en vertu de l'article 53, 3 ^o , de la Constitution			15-16	
Scrutins			18-19	
Demande de M. Wyninckx d'instaurer les votes par procuration pour la cooptation des sénateurs (Adaptation du Règlement du Sénat)			18	
Cotisation de solidarité				
Complément à la loi du 28 décembre 1983 portant des dispositions fiscales et budgétaires (Cotisation spéciale de sécurité sociale au profit de l'Onem. — Prescription)				
Proposition de loi de M. Hatry	19-1			
Modification de la loi de redressement du 10 février 1981 instaurant une cotisation de solidarité à charge des personnes rémunérées directement ou indirectement par le secteur public (Titulaires d'un ou de plusieurs mandats politiques ou publics)				
Proposition de loi de M. Cardoen	293-1			
Cotisation spéciale et unique de sécurité sociale au profit de l'Onem. — Loi du 28 décembre 1983, art. 60.				714, 770
<i>Voir aussi</i> : Classes moyennes — Pensions (Secteur public) — Sécurité sociale				
Cour d'arbitrage				
Révision de l'article 107ter de la Constitution (Cour d'arbitrage. — Communautarisation de l'enseignement)				
Proposition du Gouvernement	100-3/1 ^o			
Rapport de MM. Leemans et Lallemand	100-2/2 ^o			
Amendements de Mme Delruelle-Ghobert et consorts	100-3/3 ^o			
Amendements de Mme Herman-Michielsens et consorts	100-3/4 ^o			
Amendement de M. Desmedt	100-3/5 ^o			
Amendements de M. De Bondt	100-3/6 ^o			
Demande d'ajournement			467-468	
Discussion			468-476, 481-505, 508-511, 627-632, 637-644	
Discussion des amendements			644-647	
Votes réservés			659-660	
Vote			660-661	
Arrêts			38-39, 56, 117, 196, 393, 480, 664, 848	
Extension des compétences. — Cour constitutionnelle. — Contrôle de la conformité des lois et décrets aux articles 6, 6bis et 17 de la Constitution. — Enseignement				193, 236, 254-255, 298, 305, 348
<i>Voir aussi</i> : Conseil d'Etat				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Cour de cassation				
Présentation de candidats à deux places vacantes de conseiller à la Cour Protestation contre la manière de présenter le scrutin: les candidats postulent un emploi de conseiller à la Cour en général et non pas le poste de tel Conseiller déterminé Report de la présentation Scrutins	267		37-38, 57 127 127 730, 731	
Modification du Règlement du Sénat en ce qui concerne les présentations de candidats à des places vacantes de conseiller à la Cour (Article 65bis) Proposition de M. Blanpain	282-1			
Présentation de candidats à une place de conseiller à la Cour devenue vacante à la suite du départ de M. le conseiller Helvétius Scrutins	401		1132, 1396 1397-1398, 1402	
Cour des comptes				
Voir: Marchés de l'Etat — Travail				
Cours du travail				
Voir: Constitution — Juridictions du travail				
Crèches				
Voir: Impôts sur les revenus				
Crédit communal de Belgique				
Modification de la loi du 16 mars 1865 qui institue une Caisse générale d'épargne et de retraite, en vue de doter d'institutions financières propres les entités visées à l'article 3, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (Scission de la C.G.E.R. et du Crédit communal en deux organismes communautaires) Proposition de loi de M. De Beul	283-1			
Voir aussi: Assurances				
Crédits provisoires				
Ouverture de crédits provisoires pour les mois d'avril, mai et juin de l'année 1988 Projet de loi* Rapport de M. Deprez Discussion et vote	167-1 167-2		58-72, 74-75	
Ouverture de crédits provisoires pour les mois de juillet, août, septembre et octobre de l'année 1988 Projet de loi* Rapport de M. Deprez Discussion et vote	348-1 348-2		723-729, 731-732	
Ouverture de crédits sur le budget de l'Education nationale (Régime français) de l'année 1986 destinés au paiement de dépenses relatives à des créances pour années antérieures Projet de loi* Discussion et vote			413-420, 431-432, 458-459	
Ouverture de crédits sur le budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) de l'année 1986 destinés au paiement de dépenses relatives à des créances pour années antérieures Projet de loi* Discussion et vote			413-420, 443-444, 458-459	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Crédits supplémentaires et régularisations				
Augmentation et réduction de certains crédits ouverts pour l'année 1987 et octroi de crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux années 1986 et antérieures Projet de loi* Rapport de M. Wintgens Discussion et vote	376-1 376-2		1389-1395, 1553	
Ajustement du budget de l'Education nationale (Régime français) de l'année 1985 Projet de loi* Discussion et vote			413-420, 429-431, 458-459	
Ajustement du budget de l'Education nationale (Régime néerlandais) de l'année 1985 Projet de loi* Discussion et vote			413-420, 442-443, 458-459	
Ajustement du budget de l'Education nationale (Secteur commun) de l'année 1985 Projet de loi* Discussion et vote			413-420, 449-450, 458-459	
Ajustement du budget des Postes, Télégraphes et Téléphones de l'année 1985 Projet de loi 1985-1986 Discussion et vote			700-704, 705-706, 707-708, 731	
Criminalité et violence				
Sécurité du citoyen <i>Voir aussi:</i> Télégraphes et Téléphones			193, 365	
Sécurité des représentants de l' <i>African National Congress</i> à Bruxelles Interpellation de M. Moureaux			675-679	
Effractions et infractions dans les bâtiments publics Délits commis dans l'est du Brabant wallon et à Nivelles. — Nombre <i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Communautés européennes — Droit pénal — Peines				524, 869 931
Cultes				
Traitement des titulaires de certaines fonctions publiques et des ministres des cultes (Augmentation des traitements des magistrats, des greffiers, des secrétaires des parquets, des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat, du personnel enseignant de l'enseignement universitaire et des ministres des cultes) Projet de loi	441-1			
Subventions. — Radiation de la liste des baptisés				540
Cours philosophiques. — Révision de l'art. 17 de la Constitution. — Organisation				578
<i>Voir aussi:</i> Assurance maladie-invalidité — Droit pénal — Enseignement (Généralités) (Enseignement secondaire) (Personnel) — Pensions (Secteur public)				
D				
Décès				
Anciens sénateurs				
MM. Octaaf Van Den Storme			57	
André Boland			57	
Léo Vandeweghe			57	
Jules Roland			481	
Georges Housiaux			481	
Jan Van den Nieuwenhuijzen			1278	
Raymond Miroir			1301	
M. Grünebaum, ancien journaliste parlementaire			199	
Morbidité et mortalité. — Espérance de vie au nord et au sud du pays. — Déséquilibre				265
<i>Voir aussi:</i> Code civil				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Décrets				
<i>Voir</i> : Cour d'arbitrage				
Défense nationale				
<i>Voir</i> : Affaires étrangères — Armes — Domaines				
Défense sociale				
Abrogation de la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, modifiée par la loi du 1 ^{er} juillet 1964				
Proposition de loi du MM. Dierickx et Vaes	91-1			
Création d'un recours au profit des internés dont la demande de mise en liberté est rejetée et modification de la loi du 1 ^{er} juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude				
Proposition de loi de M. Collignon	238-1			
Démissions				
de M. Lallemand comme Président du Sénat			191	
Démographie				
Evolution démographique. — Dénatalité. — Effets sur les finances publiques et la sécurité sociale. — Pensions			191, 229, 230, 234, 285, 363 395	
Problème démographique au tiers monde				
Détention préventive				
Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Diverses modifications)				
Proposition de loi de M. Erdman	59-1			
Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Limitation)				
Proposition de loi de MM. Dierickx et Vaes	90-1			
Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Secret de l'instruction)				
Proposition de loi de M. Moureaux	233-1			
Complément à l'article 4 de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive (Mise du dossier à la disposition du conseil de l'inculpé avant la comparution devant la chambre du conseil)				
Proposition de loi de M. Desmedt	249-1			
Complément à l'article 24 de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive et à l'article 44 de la loi du 15 juin 1899 comprenant le Code de procédure pénale militaire (Délivrance d'une copie du mandat de perquisition)				
Proposition de loi de Mme Truffaut	303-1			
Détention préventive inopérante. — Durée des analyses du laboratoire judiciaire				613
<i>Voir aussi</i> : Constitution — Procédure pénale				
Détenus				
<i>Voir</i> : Constitution — Droit pénal — Etablissements pénitentiaires				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Dette publique				
Charges d'intérêt de la dette. — Effet boule de neige	366-2	14-15	242-243, 939, 941, 942, 943, 945, 946, 947, 949, 952-953, 957, 958, 959	
<i>Voir aussi:</i> Finances				
Réaménagement de la dette	366-2	17, 25	320, 940	
Situation de la dette. — Dette débudgétisée	366-2	22-24	940	
Gestion de la dette	366-2	25	947, 948, 957-958, 960	
<i>Voir aussi:</i> Emprunts				
Digues				
Digues de la Meuse mitoyenne. — Commune de Maasmechelen				762
Distinctions honorifiques				
Extension de l'octroi de la médaille commémorative des opérations humanitaires armées (Congo-Zaïre et Ruanda-Urundi — Militaires belges mobilisés dans le cadre de la Force Publique)				
Proposition de loi de M. Petitjean	403-1			
Distinctions dans les ordres nationaux. — Notion de continuité de carrière. — Carrière mixte dans une même profession				72, 156
Médaille commémorative des opérations humanitaires armées. — Militaires belges mobilisés au Zaïre				484
<i>Voir aussi:</i> Experts-comptables				
Distrigaz				
<i>Voir:</i> Gaz				
Divorce				
Abrogation de l'article 1260 du Code judiciaire concernant la durée de la procédure en divorce pour cause déterminée (Délai d'attente)				
Proposition de loi de M. de Clippele	436-1			
<i>Voir aussi:</i> Aliments — Assurance maladie-invalidité — Droit pénal — Ministres et Ministères (Finances) — Noms et prénoms				
Domaines				
Insertion d'un article 1412bis dans le Code judiciaire (Saisie sur des biens du domaine public ou privé)				
Proposition de loi de M. Cerexhe	213-1			
Défense nationale. — Fonds domanial				682
<i>Voir aussi:</i> Armée — Régie des Bâtiments — Société nationale des chemins de fer belges				
Douanes et accises				
Harmonisation européenne en matière des droits d'accises (Réforme fiscale)			279, 949-950, 959	
Complexes douaniers				7
Date d'érection et prix d'acquisition ou de construction				10
Travaux prévus et adjudications				464, 621
Nouvelles constructions				323
Postes frontières. — Nouveau panneau de signalisation				669
Régime belge de licence à l'importation et à l'exportation. — Simplification des procédures				669
Expéditeurs et agences en douane. — Implantation au « Havenweg » à Anvers				725
Benelux. — Cautionnement. — Exonération de droits de douane en cas de réparation				726
<i>Voir aussi:</i> Communautés européennes — Impôts				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Drapeau				
Voir: Fourons				
Droit pénal				
Complément à l'article 401bis du Code pénal en vue de réprimer les mutilations sexuelles Proposition de loi de M. Petitjean	14-1			
Modification de l'article 267 du Code pénal (Antériorité obligatoire du mariage civil par rapport au mariage religieux) Proposition de loi de M. Henrion	34-1			
Complément à l'article 507, deuxième alinéa, du Code pénal (Destruction, dégradation ou détournement de meubles ayant fait l'objet d'une ordonnance rendue en référé au cours d'une procédure en divorce. — Art. 1253 septies et 1280 du Code judiciaire) Proposition de loi de M. Erdman	60-1			
Insertion d'un article 438bis dans le Code pénal (Obstruction au passage. — Manifestations et grèves) Proposition de loi de M. Henrion	76-1			
Modification du titre VII, chapitre V « De l'attentat à la pudeur et du viol », du Code pénal (Enfants) Proposition de loi de M. Dillen	85-1			
Interdiction de la publication de l'identité de personnes soupçonnées ou inculpées de crimes et délits Proposition de loi de M. Desmedt	250-1			
Abrogation de l'article 267 du Code pénal (Antériorité obligatoire du mariage civil par rapport au mariage religieux) Proposition de loi de M. Pataer et de Mme Aelvoet	269-1			
Répression de l'évasion de détenus Proposition de loi de MM. Duquesne et Henrion	351-1			
Complément à l'article 507, deuxième alinéa, du Code pénal (Destruction, dégradation ou détournement de meubles ayant fait l'objet d'une ordonnance rendue en référé au cours d'une procédure en divorce. — Art. 1280 du Code judiciaire) Proposition de loi de Mme Herman-Michielsens	387-1			
Voir aussi: Avortement — Constitution — Détention préventive — Justice — Peines — Procédure pénale				
Droit public				
Création d'un Centre d'étude et de concertation sur la démocratie et le fédéralisme (Relations entre Régions et Communautés linguistiques — Adaptation de la démocratie et du régime parlementaire) Proposition de loi de M. Dierickx	106-1			
Modification de l'article 6, § 1 ^{er} , VIII, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (Extension des compétences des Régions à l'égard des administrations locales — Tutelle administrative — Communes à facilités — Nomination du bourgmestre) Proposition de loi de MM. Valkeniers et Meyntjens Rapport de MM. Cerexhe et Erdman Discussion	182-1 182-1		1304-1312, 1315-1324, 1325-1341, 1345-1362, 1366-1378, 1396-1397, 1398-1415, 1418-1429	
Par suite de l'adoption du projet de loi n° 405-1 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, la proposition de loi est sans objet				
Motivation formelle des actes administratifs Proposition de loi de M. Cerexhe Avis du Conseil d'Etat	215-1 215-2			
Consultation, communication et publicité de certains documents administratifs Proposition de loi de M. Cerexhe	216-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Droit public (suite)				
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (Elargissement des compétences des Communautés et des Régions — Exécutifs: Augmentation du nombre de mandats et répartition proportionnelle des mandats entre les groupes politiques — Personnel des Communautés et des Régions — Transfert de personnel de l'enseignement aux Communautés — Coopération entre l'Etat, les Communautés et les Régions — Loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public)				
Projet de loi*	405-1			
Rapport de MM. Cerexhe et Erdman	405-2			
	+			
	Annexes			
Amendement de Mme Herman-Michielsens et de M. Sprockeels	405-3			
Amendements de Mme Herman-Michielsens et de M. Sprockeels	405-4			
Amendement de Mme Herman-Michielsens et de M. Sprockeels	405-5			
Amendements de Mme Herman-Michielsens et de M. Sprockeels	405-6			
Amendement de Mme Herman-Michielsens et de M. Sprockeels	405-7			
Amendement de Mme Herman-Michielsens et de M. De Backer	405-8			
Amendement de Mme Herman-Michielsens et de M. Sprockeels	405-9			
Amendements de Mme Herman-Michielsens et de M. De Backer	405-10			
Amendements de Mme Herman-Michielsens et consorts	405-11			
Amendement de Mme Herman-Michielsens et consorts	405-12			
Amendements de Mme Herman-Michielsens et consorts	405-13			
Amendement de Mme Herman-Michielsens et consorts	405-14			
Amendement de Mme Herman-Michielsens et consorts	405-15			
Amendement de Mme Herman-Michielsens et consorts	405-16			
Amendement de Mme Herman-Michielsens et consorts	405-17			
Amendement de Mme Herman-Michielsens et consorts	405-18			
Amendements de Mme Herman-Michielsens et consorts	405-19			
Amendement de Mme Herman-Michielsens et consorts	405-20			
Amendements de Mme Herman-Michielsens et consorts	405-21			
Amendements de M. Monfils et consorts	405-22			
Amendements de M. Monfils et consorts	405-23			
Amendements de M. Henrion et consorts	405-24			
Amendement de M. Hatry et consorts	405-25			
Amendement de M. Hatry et consorts	405-26			
Amendements de M. Henrion et consorts	405-27			
Amendements de M. Hatry et consorts	405-28			
Amendement de M. Henrion et consorts	405-29			
Amendements de M. Hatry et consorts	405-30			
Amendements de M. Hatry et consorts	405-31			
Amendement de M. Monfils et consorts	405-32			
Amendement de M. Hasquin et consorts	405-33			
Amendement de M. Hatry et consorts	405-34			
Amendement de M. Henrion et consorts	405-35			
Amendements de M. Hasquin et consorts	405-36			
Amendement de M. Monfils et consorts	405-37			
Amendement de M. Henrion et consorts	405-38			
Amendement de M. Monfils et consorts	405-39			
Amendement de M. Hasquin et consorts	405-40			
Amendements de M. Hatry et consorts	405-41			
Amendement de M. Vaes et consorts	405-42			
Amendements de M. Dierickx et consorts	405-43			
Amendement de M. Vaes et consorts	405-44			
Amendement de M. Dierickx et consorts	405-45			
Amendement de MM. Désir et Desmedt	405-46			
Sous-amendement de M. Désir	405-47			
Amendement de MM. Désir et Desmedt	405-48			
Amendements de MM. Désir et Desmedt	405-49			
Amendement de MM. Désir et Desmedt	405-50			
Amendement de M. Monfils et consorts	405-51			
Amendement de M. Monfils et consorts	405-52			
Discussion			1304-1312, 1315-1324, 1325-1341, 1345-1362, 1366-1378, 1396-1397, 1398-1415, 1418-1429 1433-1465, 1470-1483 1483-1552 1555-1558	
Discussion des articles				
Votes réservés				
Vote				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Droit public (suite)				
Nouvelle phase de la réforme de l'Etat. — Révision de la Constitution et des lois des 8 et 9 août 1980 de réformes institutionnelles			192-193, 203-205, 209, 213, 220-221, 232, 234-236, 237-241, 243-244, 247, 248, 249, 250-251, 254-255, 257, 259-264, 265, 277, 294, 301-302, 303, 306-307, 310, 312-314, 316-317, 322-323, 325, 328, 354, 355, 357, 362, 364, 366, 367	
Renforcement de l'Etat central				
Elargissement des compétences et financement des Communautés et Régions				
Voir aussi: Régions et Communautés				
Statut de la Région de Bruxelles-Capitale				
Voir: Régions et Communautés (Région bruxelloise)				
Voir aussi: Communes — Constitution				
Renforcement de la démocratie politique			214, 225-226, 329	
Pacte d'Egmont			241, 306-307, 366	
Motivation des actes d'administration et publicité des documents administratifs			249	
Communes à statut linguistique spécial				
Voir aussi: Communes				
Réformes institutionnelles				
Voir aussi: Consultation populaire				
Voir aussi: Chambres législatives — Communes — Conseil d'Etat — Langues — Provinces — Régions et Communautés				
Droits d'auteur				
Protection de la créativité publicitaire				
Proposition de loi de M. Petitjean	10-1			
Modification, en ce qui concerne la reprographie, de la loi du 22 mars 1886 sur le droit d'auteur				
Proposition de loi de M. De Seranno	22-1			
Droit d'auteur, droits voisins et copie privée d'œuvres sonores et audiovisuelles				
Proposition de loi de M. Lallemand	329-1			
Modification de la loi du 22 mars 1886 sur le droit d'auteur en vue d'instaurer une licence de distribution par fil ou câble d'émissions radio-diffusées				
Proposition de loi de M. Erdman	417-1			
Voir aussi: Commerce extérieur				
Droits de l'homme				
Respect des droits de l'homme			230	
Voir aussi: Affaires étrangères — Constitution				
Droits d'enregistrement				
Modification du Code des droits de succession et du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en vue de mettre sur un pied d'égalité l'enfant adopté et l'enfant issu du mariage (Donations entre vifs et successions)				
Proposition de loi de M. Erdman	62-1			
Complément à l'article 52 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (Réduction des droits pour les ventes de terrains à bâtir consenties à une personne bénéficiant d'une prime à la construction)				
Proposition de loi de M. Cardoen	418-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Droits d'enregistrement (suite)				
Modification de l'article 143 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (Suppression des droits pour les jugements portant condamnation de l'Etat, des Communautés ou des Régions) Proposition de loi de M. de Clippele Base imposable en cas de cession de bail Voir aussi: Construction — Patrimoine — Sylviculture	433-1			143
Droits de succession				
Modification du Code des droits de succession et du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en vue de mettre sur un pied d'égalité l'enfant adopté et l'enfant issu du mariage (Donations entre vifs et successions) Proposition de loi de M. Erdman	62-1			
Modification de l'article 54 du Code des droits de succession (Abattement pour les mineurs qui viennent directement à la succession de leurs grands-parents) Proposition de loi de M. de Clippele	429-1			
Modification du Code des droits de succession (Legs du conjoint survivant à des parents ou alliés du prémourant) Proposition de loi de M. de Clippele	430-1			
Information optimale des contribuables en ce qui concerne la détermination du montant de l'impôt Voir aussi: Ministres et Ministères (Finances) — Patrimoine — Régions et Communautés — Sylviculture				52
E				
Eau				
Politique menée par le Gouvernement belge pour assurer la qualité des eaux du bassin mosan Interpellation de M. Lannoye Forages géothermiques. — Nappes aquifères exploitables Voir aussi: Pollution des eaux — Voies navigables			1016-1019	181
Eclairage				
Construction du pont enjambant l'autoroute A19 Courtrai-Ypres. — Remise en place de l'éclairage à Zonnebeke Voir aussi: Routes				103
Ecluses				
Voir: Voies navigables				
Economie				
Création d'un institut national chargé de promouvoir la durabilité des biens et des services (Travaux d'étude en relation avec l'accroissement de la prospérité) Proposition de loi de MM. Dierickx et Lannoye	98-1			
Complément à la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie (Entreprises multinationales) Proposition de loi de M. Vannieuwenhuyze	152-1			
Octroi du statut de zone de développement au Hageland Proposition de résolution de M. Janzegers	272-1			
Conjoncture internationale	366-2	6-7	956	
Conjoncture nationale. — Croissance économique	366-2	7-8	201, 361, 959, 960	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Economie (suite)				
Investissements				
Evolution des investissements des entreprises	366-2	15-16	939	
Investissements publics. — Commandes publiques	366-2	17	191, 338, 352-353, 362, 939, 958	
<i>Voir aussi: Armée</i>				
Encouragement des investissements privés			320, 943	
Sauvegarde de la compétitivité de l'économie belge (Mesures de sauvegarde — Procédure — Interlocuteurs sociaux — Rapports et avis du Conseil central de l'économie — Abrogation de la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix) Proposition de loi de M. Buchmann et de Mme Herman-Michiel-sens	448-1			
Adaptation permanente de notre appareil de production au renouvellement technologique			191, 193	
Politique de redressement économique			191, 200, 201, 208, 209, 212, 214-215, 217, 242, 252, 253, 270, 320, 325, 333-334-335, 339-340, 366	
<i>Voir aussi: Gouvernement</i>				
Maintien de la compétitivité des entreprises. — Norme de compétitivité			192, 209, 212, 218 253, 257, 279, 320, 321, 333, 334, 361, 362, 951-952 209, 212, 960-961	
Projet de loi sur la compétitivité. — Loi-cadre			218, 368	
Répercussion de cette spirale de compétitivité sur l'emploi et l'environnement			279	
Coût de l'énergie			334	
Coûts salariaux. — Adaptation du système d'indexation			334	
Allègement de la fiscalité des entreprises				
Position compétitive et indicateurs socio-économiques. — Critères de comparaison				319, 320 418
Compétitivité de l'économie belge. — Indicateurs				
Point de vue d'Ecolo sur la croissance économique			242	
Suppression du Conseil économique régional du Brabant et création d'un Conseil économique bruxellois			289	
Effets bénéfiques de la réforme fiscale sur la relance de l'économie			293-294	
Politique économique			944	
<i>Europe 1992</i>				
<i>Voir: Communautés européennes</i>				
<i>Voir aussi: Commerce — Constitution — Finances — Industrie — Régions et Communautés — Travail</i>				
Education nationale				
<i>Voir: Enseignement — Ministres et Ministères</i>				
Education physique et sports				
Education physique à l'école. — Encouragement. — Compétences communautaires			416, 419	
<i>Voir aussi: Affaires étrangères — Armes — Contrats de louage de travail — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Lois et arrêtés — Milice</i>				
Elections				
Modification du Titre VII « De l'élection des sénateurs provinciaux et des sénateurs nommés par le Sénat » du Code électoral Proposition de loi de M. De Beul	65-1			
Réorganisation des arrondissements électoraux de la province de Brabant (Bruxelles-Hal-Vilvorde et Bruxelles-Nivelles) Proposition de loi de M. Valkeniers	69-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Elections (suite)				
Détermination de la composition et du chef-lieu des cantons des arrondissements électoraux de Bruxelles-Hal-Vilvorde et de Bruxelles-Nivelles Proposition de loi de M. Valkeniers	70-1			
Scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde et suppression du régime applicable en ce qui concerne l'emploi des langues en matière administrative dans les six communes périphériques de Bruxelles-Capitale Proposition de loi de M. Dillen	81-1			
Modification de l'article 65 de la loi électorale communale (Eligibilité à 18 ans) Proposition de loi de M. Valkeniers	172-1			
Eligibilité des militaires en service actif Proposition de loi de M. De Bremaeker	219-1			
Modification de la loi électorale communale coordonnée le 4 août 1932 (Article 22bis — Numéros d'ordre) Projet de loi*	377-1 (Erratum)		1030-1031, 1272	
Rapport oral de M. De Loor, discussion et vote Modification de la loi électorale communale, coordonnée le 4 août 1932, en vue d'adapter les bulletins de vote (Mention du prénom du candidat — Communes à statut linguistique spécial) Projet de loi Rapport oral de M. Adriaensens, discussion et vote	402-1		1301-1302, 1324	
Exercice du droit de vote Belges résidant à l'étranger Aveugles				198 268, 292
Elections communales. — Candidatures posées par des membres de la police Voir aussi: Communes — Constitution — Enseignement (Personnel) — Parlement européen — Sondages d'opinion				786
Elections sociales				
Voir: Travail				
Electricité				
Nouveau plan d'équipement du secteur de l'électricité			192, 268, 318, 319, 364 269	
Lien entre la consommation d'électricité et l'emploi Interprétation à donner à l'accord du gouvernement en matière de plan d'équipement en unités de production d'électricité Interpellation de M. Lannoey			851-854, 859-860	
Distribution d'électricité. — Lignes à haute tension. — Accident Poursuite Protection du travail Voir aussi: Energie nucléaire				616 709, 857 715, 729, 787
Elevage				
Loi sur la santé animale. — Fonds de la santé et de la production des animaux. — Taxe d'abattage Clos d'équarrissage. — Enlèvement des cadavres de volaille par des entreprises de destruction Bétail. — Césariennes effectuées par les producteurs de viande				264 313, 442 393
Emprunts				
Effets néfastes de l'endettement excessif des consommateurs Proposition de loi de Mme Hanquet	146-1			
Réduction de l'accroissement de la dette par l'émission d'un emprunt lié à l'inflation Proposition de loi de M. Cooreman	416-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Emprunts (suite)				
Emprunts de l'Etat			243	
Prêts d'Etat à Etat			381, 390	
Fonds pour le financement des prêts à des Etats étrangers			389-390	
Fonds des routes. — Emprunts et charges correspondantes				871
<i>Voir aussi:</i> Finances — Institutions de crédit — Logement				
Energie				
Politique énergétique			192, 268-269, 317-320, 364	
Température dans les bâtiments publics et les locaux de travail. — Economie d'énergie				389
<i>Voir aussi:</i> Economie — Electricité — Energie nucléaire — Gaz — Politique scientifique				
Energie nucléaire				
Création d'une commission d'enquête du Sénat sur le transport et le traitement de déchets radioactifs et de matières fissiles				
Proposition de MM. Lannoy et Gryp	17-1			
Retrait			479	
Création d'une commission d'information, chargée d'examiner et d'apprécier les dispositions relatives à la sécurité dans le domaine nucléaire ainsi que les mesures d'information et de protection des populations et les dispositifs d'évacuation en cas d'augmentation de la radioactivité sur le territoire du Royaume				
Proposition de résolution de M. de Wasseige	113-1		72-74	
Discussion et vote			74	
Composition de la commission d'information				
Conclusions de la Commission	113-2			
Création d'un Fonds pour la sécurité nucléaire				
Proposition de loi de M. Collignon	239-1			
Interdiction de construction de nouvelles unités de production d'élec- tricité d'origine nucléaire et programmation du déclassement des unités existantes				
Proposition de loi de M. Gryp	252-1			
Accident nucléaire de Tchernobyl				
Deuxième rapport de la Commission d'information et d'enquête			84-95, 123-126	
Discussion			130-131	
Vote sur la motion déposée en conclusion de la discussion du deuxième rapport			192, 252, 364	
Politique				
Intentions gouvernementales en ce qui concerne la construction d'une huitième centrale nucléaire			210, 219-220, 232, 252, 268, 269, 270, 280, 317, 318, 319, 367	
			243	
			317, 318, 319	390
Coût du démantèlement nucléaire				
Dangers des centrales nucléaires. — Plans d'urgence				
Position du Gouvernement belge à l'égard de l'examen que le Parle- ment européen a consacré au scandale des déchets nucléaires lequel implique la Belgique et l'Allemagne				
Interpellation de M. Gryp			1291-1297	
Accident d'un camion de la firme allemande <i>Transnuklear</i> chargé de déchets radioactifs destinés au C.E.N. de Mol, à Kwaadmechelen				30
Organismes de radioprotection et de contrôle de l'environnement. — Fonctionnement				214
Commission consultative pour l'exportation des matières et équipe- ments nucléaires, ainsi que des données technologiques nucléaires. — Création				420
Déchets radioactifs. — Déversement dans le Westhoek				664, 886
Déchets faiblement radioactifs. — Déversement				766
Service pour la protection contre les radiations ionisantes. — Fon- ctionnement				766
Déchets radioactifs. — Evacuation				789
Plans de secours en cas d'accident provoquant des émissions de produits radioactifs. — Recommandations de la Commission sénatoriale				929
<i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Electricité — Energie — Environ- nement — Société nationale des chemins de fer belges				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Enfance et jeunesse				
Modification de l'article 55 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse (Consultation des pièces du dossier par la partie civile) Proposition de loi de Mme Delruelle-Ghobert Voir aussi: Code civil — Droit pénal — Noms et prénoms — Professions	309-1			
Enquêtes				
Création d'une commission d'enquête du Sénat sur le transport et le traitement de déchets radioactifs et de matières fissiles Proposition de MM. Lannoye et Gryp Retrait	17-1		479	
Complément à la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires (Obligation de discrétion) Proposition de loi de M. Henrion	75-1			
Création d'une commission d'enquête concernant la manière dont, en Belgique, les responsables syndicaux sont effectivement protégés contre les licenciements et les discriminations dans les entreprises Proposition de M. Stroobant Voir aussi: Commissions du Sénat — Police — Sécurité sociale	281-1			
Enseignement				
Généralités				
Révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « L'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite » (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés) Proposition du Gouvernement Rapport de MM. Leemans et Lallemand Amendements de M. Hasquin et consorts Amendements de M. Monfils et consorts Amendements de Mme Herman-Michielsens et consorts Amendement de M. Dierickx et consorts Amendement de Mme Aelvoet et de M. Dierickx Amendement de MM. Vaes et Dierickx Amendement de MM. Dierickx et Vaes Amendement de Mme Aelvoet et consorts Amendement de MM. Desmedt et Désir Amendement de M. Hasquin et consorts Amendement de M. Monfils et consorts Demande d'ajournement Discussion	100-1/1° 100-1/2° 100-1/3° 100-1/4° 100-1/5° 100-1/6° 100-1/7° 100-1/8° 100-1/9° 100-1/10° 100-1/11° 100-1/12° 100-1/13°		467-468 468-476, 481-505, 508-511, 512-524, 527-537, 540-554 554-560, 562-569 647-652 652-653	
Discussion des amendements Votes réservés Vote				
Révision de l'article 59bis de la Constitution (Transfert au maximum de la compétence en matière de politique d'enseignement aux Communautés) Proposition du Gouvernement Rapport de MM. Leemans et Lallemand Amendements de M. Monfils et consorts Amendement de M. Hasquin et consorts Amendements de Mme Herman-Michielsens et consorts Amendement de Mme Aelvoet et de M. Dierickx Amendement de Mme Aelvoet et consorts Amendements de M. Monfils et consorts Demande d'ajournement Discussion	100-2/1° 100-2/2° 100-2/3° 100-2/4° 100-2/5° 100-2/6° 100-2/7° 100-2/8°		467-468 468-476, 481-505, 508-511, 569-583, 586-600, 604-610 610-618 653-658 658-659	
Discussion des amendements Votes réservés Vote				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Enseignement (suite)				
Généralités (suite)				
Organisation d'un cours d'« Histoire de la Flandre » dans l'enseignement néerlandophone				
Proposition de loi de M. Valkeniers	194-1			
Information sur le choix des études				
Proposition de loi de Mme Delruelle-Ghobert	318-1			
Mesures urgentes en matière d'enseignement (Bonne marche de l'année scolaire 1988-1989 — Normes et moyens de fonctionnement et d'équipement — Encadrement — Bâtiments scolaires — Enseignement universitaire — Révision de la loi sur les grades académiques (C.E. — Programme <i>Erasmus</i>) — Enseignement secondaire — Enseignement professionnel (Certificat d'études secondaires supérieures) — Enseignement spécial (Coefficient 0,8) — Financement — Personnel)				
Projet de loi	362-1			
Rapport de MM. Didden et Mouton	362-2			
	+			
	Annexes			
Amendements de M. De Bondt	362-3			
Amendement de M. Didden et consorts	362-4			
Amendement de M. Hasquin et consorts	362-5			
Amendement de M. Mouton	362-6			
Sous-amendement de M. Didden	362-7			
Amendement de M. Mouton	362-8			
Discussion et vote			906-919, 923-937, 1007-1010-1011	
Autorisation des institutions scolaires à placer à terme leurs crédits ou leurs subventions de fonctionnement				
Proposition de loi de M. Duquesne	385-1			
Communautarisation de l'enseignement. — Financement			204, 254-255, 257-258, 310-311, 312, 316, 329, 330, 350-351, 352, 364	
<i>Voir aussi:</i> Cour d'arbitrage				
Revalorisation de l'enseignement et de la formation professionnelle			253, 256, 316	
Adéquation du système scolaire aux besoins de l'économie			258	
Décentralisation de l'enseignement organisé par la Communauté française			258	
Restrictions budgétaires			258	
Abrogation des mesures d'économie de Val-Duchesse			286, 287	
Lutte contre les échecs scolaires			258, 286-287	
Harmonisation en matière de reconnaissance de diplômes d'enseignement			284	
Politique de l'enseignement			285, 329-330-331, 351-352	
Financement de l'enseignement			287	
Création d'un conseil autonome de l'enseignement de l'Etat			287, 330, 350, 351, 352	
Communauté germanophone			305	
Gratuité de l'enseignement			351	
Egalité des réseaux d'enseignement			351	
Cours de religion et de morale			351	
en R.F.A.				310, 839
<i>Voir aussi:</i> Enseignement (Enseignement secondaire)				
Obligation scolaire			414, 417	
<i>Voir aussi:</i> Enseignement (Enseignement secondaire)				
Repas scolaires			419	
Internats				
Plaintes relatives à l'inégalité de traitement des réseaux d'enseignement				316, 395
Structure du coût de la pension				316, 396
Etalement des vacances et des périodes scolaires dans les régions touristiques				532, 687
Transports scolaires				
Commune de Brunehaut				577
Commission consultative. — Représentativité des réseaux scolaires				652
Commission consultative. — Ramassage en Hesbaye				929
Informatique à l'école				
Réorientation				593
Coût				594
Traitement égal des réseaux				594
Programme				613, 913
Manuels scolaires. — Editeurs				653

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Enseignement (suite)				
Généralités (suite)				
Services de l'Etat à gestion séparée. — Placements dans des organismes financiers				653
Campagne de sécurité et de santé				694, 764
Bâtiments scolaires. — Communautarisation ou régionalisation				714
Athénée royal d'Eisden-Maasmechelen. — Constructions nouvelles				740
<i>Voir aussi</i> : Conseil d'Etat — Constitution — Education physique et sports — Ministres et Ministères (Education nationale - Secteur français) (Education nationale - Secteur néerlandais - Secrétaire d'Etat) — Promotion sociale				
Bruxelles-Capitale				
Uniformisation des normes de création, de maintien et de subvention des emplois dans l'enseignement sur le territoire de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale				
Proposition de loi de M. Désir	104-1			
Enseignement normal				
Fusion des écoles normales de l'Etat de Huy et de Verviers				25
<i>Voir aussi</i> : Enseignement (Personnel)				
Enseignement primaire et gardien				
Organisation, dans l'enseignement fondamental de cours destinés à éveiller l'esprit de défense et à inculquer aux jeunes la rigueur morale et intellectuelle ainsi que le sens de l'ordre et de l'autorité				
Proposition de loi de M. Dillen	88-1			
Organisation de l'accueil des élèves avant et après les heures de classe et pendant les congés, dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement secondaire				
Proposition de loi de M. Valkeniers	193-1			
Enseignement maternel			287	
Accroissement de l'autonomie de l'enseignement fondamental			413, 417	
Enseignement de l'Etat. — Principe de neutralité. — Utilisation de locaux scolaires extérieurs				269
Intéprétation de la notion d'« implantation isolée »				349
<i>Voir aussi</i> : Cultes — Enseignement (Personnel)				
Enseignement secondaire				
Organisation de l'accueil des élèves avant et après les heures de classe et pendant les congés, dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement secondaire				
Proposition de loi de M. Valkeniers	193-1			
Normes de création des cours de langues dans l'enseignement secondaire				
Proposition de loi de M. Duquesne	384-1			
Encadrement			414, 417	
Services de l'Etat à gestion autonome			414, 417	
Enseignement expérimental à horaire réduit (Enseignement et travail à temps partiel)			414, 417	
Nombre d'élèves et évaluation				509
Enseignement des technologies nouvelles et informatique. — Subventions et lignes politiques pour l'avenir			419	200
Informatique à l'école			419	
Nombre d'élèves inscrits aux cours de religion et de morale non confessionnelle dans les écoles de l'arrondissement de Louvain				202
Obligation scolaire. — Orientations d'études sans avenir choisies par les filles				203
« <i>Commissie laakbare praktijken</i> ». — Fonctionnement. — Règlement d'ordre intérieur				204
Athénée d'Ath. — Renouvellement des bâtiments				414
Introduction d'un type unique. — Autonomie des réseaux d'enseignement				591
Statistiques des étudiants dans la population				592, 638, 840
<i>Voir aussi</i> : Cultes — Enseignement (Généralités)				
Enseignement spécial				
Modification de la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial (Remplacement des mots « enseignement spécial » par les mots « enseignement spécialisé »)				
Proposition de loi de M. Duquesne	386-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BUL' ETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Enseignement (suite)				
Enseignement spécial (suite)				
Organisation d'un enseignement spécial intégré Proposition de loi de M. Duquesne Nombre d'élèves dont les parents ne sont pas contribuables en Belgique <i>Voir aussi:</i> Enseignement (Généralités) (Personnel)	445-1			596, 613, 841
Enseignement supérieur				
Modification des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires (« Programme Erasme ». — Intégration européenne. — Langues) Proposition de loi de M. Blanpain	63-1			
Complément, en vue de la reconnaissance de certains titres d'enseignement supérieur, à la loi du 11 septembre 1933 et à la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires (Délivrance par la Faculté universitaire catholique de Mons du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences politiques et administratives — Délivrance par les Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur du grade de candidat en histoire de l'art et archéologie et de diplômes en informatique — Allocations de fonctionnement) Proposition de loi de Mme Hanquet	142-1			
Modification de la loi du 28 mai 1971 portant création et fonctionnement de l'« Universitair Centrum Limburg » (Candidatures) Proposition de loi de M. Didden	284-1			
Cours d'épidémiologie et de prévention dans les universités Proposition de résolution de M. Peeters	298-1			
« Postuniversitair Centrum Limburg » Proposition de loi de M. Moens	415-1			
Intégration de la <i>Economische Hogeschool Limburg</i> dans le <i>Limburgs Universitair Centrum</i>			252-253, 415-416, 419	
Enseignement universitaire en Flandre occidentale. — Candidatures en sciences économiques			257	
Financement des étudiants étrangers. — Etudiants en provenance des pays en voie de développement			266, 311	
Financement de la recherche scientifique <i>Voir aussi:</i> Politique scientifique			287	
Répartition des dotations pour les bourses d'études			287	
Création d'un grade scientifique dans l'enseignement de l'architecture à la R.U.G. Motifs européens			414, 415, 418 414, 415 414, 418	348 592
Droits d'inscription à l'université. — Indexation				
Institut universitaire européen à Florence. — Boursiers				
Etudiants étrangers en provenance d'Etats-membres de la C.E. — Incriptions				597
Institutions universitaires. — Répartition des fonds spéciaux de recherche				597, 614, 914
Enseignement supérieur de type court. — Droit d'inscription				613
Enseignement maritime. — Diplôme de licencié en sciences nautiques <i>Voir aussi:</i> Architectes — Baux à loyer — Enseignement (Généralités) (Personnel)				695
Enseignement technique				
Importance et revalorisation de l'enseignement			253, 256	
Apprentissage industriel			256	
Enseignement des technologies nouvelles et informatique. — Subventions et lignes politiques pour l'avenir <i>Voir aussi:</i> Enseignement (Généralités) (Enseignement secondaire) — Pêche				200
Personnel				
Réaffectation définitive des enseignants nommés dans une fonction de sélection dans l'enseignement de l'Etat et mis en disponibilité par suppression d'emploi Proposition de loi de Mme Truffaut et de M. Mouton	160-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Enseignement (suite)				
Personnel (suite)				
Modification de l'A.R. du 27 juin 1974 fixant au 1 ^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres P.M.S. de l'Etat Proposition de loi de Mme Lieten-Croes	164-1			
Abrogation de l'A.R. n° 296 du 31 mars 1984 relatif aux membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement de l'Etat Proposition de loi de M. Mouton	308-1			
Complément à l'article 74, § 1 ^{er} , des lois sur l'enseignement primaire, coordonnées par l'A.R. du 20 août 1957 (Compétence du collègue des bourgmestre et échevins pour les suspensions de courte durée infligées aux instituteurs) Proposition de loi de M. Lafosse	325-1			
Modification de la loi du 19 juillet 1976 instituant un congé pour l'exercice d'un mandat politique et de la loi du 18 septembre 1986 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services publics (Personnel enseignant et personnel des centres P.M.S.) Proposition de loi de M. Blanpain	392-1			
Traitements des titulaires de certaines fonctions publiques et des ministres des cultes (Augmentation des traitements des magistrats, des greffiers, des secrétaires des parquets, des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat, du personnel enseignant de l'enseignement universitaire et des ministres des cultes) Projet de loi	441-1			
Politique de l'enseignement			331	
Suppression de la nomination à titre définitif du personnel d'entretien des écoles de l'Etat			413	
Formation des enseignants chargés de dispenser l'enseignement fondamental			416-417, 420	
Chômeurs indemnisés. — Bénévolat. — Surveillance dans les établissements scolaires				20
Déséquilibre politique au sein de l'inspection de l'enseignement fondamental subventionné				25
Cumul de la fonction d'enseignant et d'activités commerciales				26
Chefs de travaux d'atelier. — Epreuves d'aptitude et délivrance de brevets. — Conclusions du groupe de travail				26
Recrutement. — Stage. — Dérogations en matière de titres				73
Charges d'enseignant. — Modalités de remise du formulaire E12				119
Affectation dans diverses écoles. — Priorités lors d'activités scolaires et parascolaires				151
Statut pécuniaire du personnel des universités				152
Horaire des membres du personnel employés à temps partiel dans l'enseignement fondamental de l'Etat				203
Titres de capacité. — Cours techniques et pratique professionnelle				316, 651
Mutation des emplois vacants dans les fonctions de promotions. — Ecole primaire de l'Etat à Hotton				392, 714
Périodes. — Fixation des attributions				397
Droits à la retraite. — Situation administrative d'agents enseignants				414
Comités de concertation de base des écoles de l'Etat. — Compétence. — Avis				446
Conseils du personnel et comités de concertation de base dans les écoles de l'Etat. — Fonctionnement				447
Charge dans l'enseignement supérieur pédagogique. — Utilisation des périodes admissibles. — Consultation des enseignants				448, 451
Conseil national de l'enseignement de l'Etat. — Avis et composition				450
Echelles de traitement. — Diversité				452, 532, 912
Mutation de correspondants-comptables de la Régie des Postes à l'enseignement primaire de l'Etat. — Diminution du traitement. — Réparation du dommage				506
Retards en ce qui concerne le calcul des traitements. — Nombre de fonctionnaires s'occupant du calcul des traitements pour la Communauté flamande				507

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Enseignement (suite)				
Personnel (suite)				
Droits et devoirs des membres du personnel de l'enseignement souhaitant se présenter aux élections communales				509
Calcul des traitements. — Retard				532, 911
Octroi par mutation des emplois vacants dans les fonctions de promotion (F)				577
Maître spécial de religion catholique dans l'enseignement fondamental subventionné officiel				
Cas particulier				579
Mise en disponibilité				713, 915
Réaffectation				713
Enseignement spécial. — Normes de dégagement				594
Cadre de l'inspection du personnel auxiliaire d'éducation				637, 638
Fonctions de promotion. — Personnel enseignant temporaire				638
Affections nerveuses du personnel enseignant. — Congé de maladie				694, 764, 916
Personnel enseignant officiel. — Collaboration bénévole dans une école de l'enseignement libre				713, 916
Enseignement secondaire inférieur. — Enseignement de la biologie. — Titre de capacité				738
Enseignement fondamental. — Auxiliaire administratif du chef d'école				740
<i>Voir aussi:</i> Droit public — Enseignement (Généralités) (Bruxelles-Capitale) — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Pensions (Secteur public) — Professions				
Entrepreneurs				
<i>Voir:</i> Impôts sur les revenus — Marchés de l'Etat — Ministres et Ministères (Travaux publics) — Sécurité sociale				
Entreprises				
Entreprises publiques	366-2	11	192, 212-213, 248, 334, 349	
Privatisation. — Abandon des privatisations prévues. — Appel aux capitaux privés	366-2	11, 14	212-213, 334, 349, 939, 941-942, 950-951, 956, 957, 958-959	
Distrigaz				
<i>Voir:</i> Gaz				
<i>Voir aussi:</i> Institutions de crédit				
Responsabilisation				212-215, 334, 939, 941
Augmentation de l'autonomie de gestion				687, 692, 701, 941
Aide publique aux entreprises				
<i>Voir:</i> Industrie				
<i>Voir aussi:</i> Commerce — Economie — Professions — Réviseurs d'entreprises — Sociétés commerciales				
Environnement				
Modification de la loi du 29 mars 1958 relative à la protection de la population contre les dangers résultant des radiations ionisantes, en vue d'interdire l'exportation de déchets nucléaires à destination d'Etats étrangers aux C.E.				
Proposition de loi de Mme Aelvoet et de M. Lannoye	340-1			
Modification de la loi du 9 juillet 1984 concernant l'importation, l'exportation et le transit de déchets en vue d'interdire l'exportation de déchets dangereux et toxiques à destination d'Etats étrangers aux C.E.				
Proposition de loi de Mme Aelvoet et de M. Lannoye	341-1			
Politique de l'environnement				193, 218, 220, 243, 365, 368
Projets du Gouvernement en matière de traitement de déchets toxiques en particulier des composés organo-chlores				
Question orale de M. Lannoye				625

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Environnement (suite)				
Exportation par la Belgique de déchets toxiques vers des pays du tiers monde Interpellation de Mme Alvoet			719-723, 732-733	
Pollution causée par le minéralier <i>Borcea</i> . — Action en indemnité introduite par des organisations de protection des oiseaux				160
Lutte contre les nuisances. — Région bruxelloise				275, 502
Espaces verts à des fins pédagogiques et récréatives. — Région bruxelloise				275, 503
Protection de l'environnement. — Région bruxelloise				275, 503
Dégâts causés par les cochenilles. — Parcs de Bruxelles				693
Pesticides persistants. — Menace pour l'environnement				716, 950
Protection des espaces verts en Belgique				760
Patrimoine vert de l'Etat. — Cession gratuite aux Communautés et aux Régions				771
Fonds européen d'investissements protégeant l'environnement				792
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Eau — Economie — Energie — Energie nucléaire — Pollution de l'air — Pollution des eaux — Protection civile				
Epargne				
Extension du bénéfice de la souscription d'un contrat d'épargne-pension aux contribuables assujettis à l'impôt des non-résidents Proposition de loi de M. Petitjean	7-1			
Modification de l'article 28 de l'A.R. du 13 avril 1965 réglant l'attribution des subsides de l'Etat en faveur des services d'assurance mutualiste libre, modifié par l'A.R. du 20 janvier 1984 (Epargne prénuptiale — Ménage de fait) Proposition de loi de M. Egelmeers	133-1 366-2	9-10	956	
Epargne-pension (Pension du troisième âge) Effets de la loi Monory-De Clercq et de l'épargne-pension sur les investissements industriels				95, 179
Données statistiques				141
<i>Voir aussi</i> : Impôts sur les revenus				
Epizooties				
Lutte contre la rage. — Coordination européenne				27
Lutte contre la brucellose				
Enlèvement de fœtus. — Rétribution du clos d'équarrissage				211
Vaccination. — Arrondissements de Dinant et Philippeville				293
Peste porcine classique. — Police sanitaire				265
Etablissements dangereux, insalubres et incommodes				
<i>Voir</i> : Ministres et Ministères (Emploi et Travail)				
Etablissements hospitaliers				
Fermeture de lits hospitaliers			311	
Hôpitaux dépendant d'un C.P.A.S. — Comités de gestion				22, 633
Prise en considération des frais de transport de patients pour la détermination du prix de la journée d'entretien				115
Equilibre d'exploitation de l'hôpital de la Citadelle. — Audit. — Coût				155
Médecin en chef. — Rémunération				779
<i>Voir aussi</i> : Armée — Assurance maladie-invalidité — Centres publics d'aide sociale — Contrats de louage de travail — Personnes âgées — Pollution de l'air — Taxe sur la valeur ajoutée				
Etablissements pénitentiaires				
Politique pénitentiaire			231	
Problèmes du personnel des prisons			231	
Arrestations. — Utilisation de la prison communale				16

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Etablissements pénitentiaires (suite)				
Centres médicaux. — Traitement du Sida				304, 537
Travail pénitentiaire				360, 538
Evasions. — Poursuites				464, 539
<i>Voir aussi:</i> Peines — Procédure pénale				
Etat civil				
Certificat de bonne vie et mœurs				
Pouvoir de délivrance. — Utilisation du formulaire informatisé				195, 261
Mention des peines				708, 870
Mention des condamnations				927
Recherches généalogiques d'ordre personnel. — Pouvoir d'appréciation du président du tribunal de première instance. — Redevance				723, 783
<i>Voir aussi:</i> Cimetières — Code civil — Noms et prénoms				
Etrangers				
Mesures tendant à promouvoir le retour et la réinsertion dans leur pays d'origine des travailleurs et demandeurs d'emploi de nationalité étrangère domiciliés en Belgique, ainsi que des membres de leur ménage et de leur famille				
Proposition de loi de M. Dillen	89-1			
Modification de l'article 12, dernier alinéa, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Titre de séjour)				
Proposition de loi de M. Vaes	114-1			
Egalité de droits et de traitement entre étrangers et Belges				
Proposition de loi de Mme Nélis	158-1			
Politique relative aux migrants				
Bruxelles				193, 232, 241, 249, 289
<i>Voir aussi:</i> Ministres et Ministères				289
<i>Voir aussi:</i> Allocations familiales — Circulation routière — Enseignement (Enseignement supérieur) — Extradition — Finances provinciales et communales — Ministres et Ministères				
Eurocontrol				
<i>Voir:</i> Régie des Voies aériennes				
Europe				
<i>Voir:</i> Communautés européennes — Enseignement (Enseignement supérieur)				
Evolution de l'économie agricole et horticole				
Rapport sur l'évolution de l'économie pour la période 1986-1987				41
Exécutifs				
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et mesures d'économie quant au nombre des membres des Exécutifs et des membres de leur cabinet				
Proposition de loi de M. Valkeniers	184-1			
Rapport de MM. Cerexhe et Erdman	184-2			
Discussion				1304-1312, 1315-1324, 1325-1341, 1345-1362, 1366-1378, 1396-1397, 1398-1415, 1418-1429
Par suite de l'adoption du projet de loi n° 405-1 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, la proposition de loi est sans objet				
<i>Voir aussi:</i> Bourgmestres, échevins et conseillers communaux — Droit public — Expropriations — Gouvernement — Régions et Communautés				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Expansion économique				
Voir: Industrie — Pensions (Secteur public) — Régions et Communautés				
Experts-comptables				
Compétence ministérielle en matière de distinctions dans les ordres nationaux pour les experts-comptables				3, 118, 183
Institut des experts-comptables				
Activités d'agents du département des Finances. — Interprétation de la loi du 21 février 1985				7, 177
Note déontologique interdisant aux membres de l'Institut toute publicité				176
Protection du titre légal d'expert-comptable				177
Modalités de l'obligation de formation professionnelle permanente visées par une note déontologique				178
Examen d'aptitude. — Arrêtés d'exécution				535
Voir aussi: Taxe sur la valeur ajoutée				
Champ de compétences. — Confusion avec la profession de conseil fiscal				368
Réviseurs d'entreprises et experts-comptables. — Répartition des compétences				617
Voir aussi: Ministres et Ministères (Finances) — Télégraphes et Téléphones				
Expropriations				
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriation (Exécutifs régionaux)				
Proposition de loi de M. Petitjean	5-1			
Rapport de MM. Cerexhe et Erdman	5-2			
Discussion			1304-1312, 1315-1324, 1325-1341, 1345-1362, 1366-1378, 1396-1397, 1398-1415, 1418-1429	
Par suite de l'adoption du projet de loi n° 405-1 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, la proposition de la loi est sans objet				
Modification de la procédure d'expropriation (Délai pour l'exécution des décisions d'expropriation)				
Proposition de loi de M. Van Eetvelt	240-1			
Expropriations relatives aux projets de voirie. — Dépenses				362, 488
Extradition				
Modification de la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions (Débat contradictoire — Durée de validité des mandats étrangers — Publicité des avis — Limitation du droit d'extrader)				
Proposition de loi de M. Moureaux	232-1			
F				
Fabriques d'église				
Membre de droit du conseil. — Bourgmestre non catholique ou féminin				637
Faillites				
Protection du vendeur en cas de faillite de l'acheteur				
Proposition de loi de M. Désir	24-1			
Faillites et concordats				
Proposition de loi de M. Collignon	99-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BU LLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Faillites (suite)				
Modification des articles 440, alinéa premier, 472, alinéa premier, et 594, alinéa premier, du Code de commerce (loi du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis), de l'article 3 des lois coordonnées sur le concordat judiciaire et de l'article 631, alinéa premier, du Code judiciaire (Faillites. — Cessation de paiement. — Domicile du failli) Proposition de loi de M. Cerexhe	211-1			
Modification des articles 494, alinéa premier, 533, alinéa premier, et 561, alinéa 2, du Code de commerce (loi du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis) et insertion d'un article 495bis dans le Code de commerce (Meilleure information des créanciers) Proposition de loi de M. Cerexhe	212-1			
Modification des articles 442, alinéa premier, 444, alinéa 2, 452, 468, 476, alinéa premier, et 528, alinéa premier, du Code de commerce (loi du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis) (Droits du failli) Proposition de loi de M. Cerexhe	270-1			
<i>Voir aussi</i> : Code de commerce — Impôts sur les revenus — Office national de sécurité sociale — Taxe sur la valeur ajoutée				
Faits personnels				
M. Luyten (Nationalisme flamand. — <i>Vlaams Blok versus Volksunie</i>)			1287	
M. De Belder (Rapport sur le projet de loi modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. — Omission d'une justification politique relative à une abstention)			1378	
Famille				
Politique familiale Dénatalité <i>Voir aussi</i> : Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) (Fiscalité familiale) — Sécurité sociale — Taxe de circulation — Transports publics — Travail			193, 231, 365, 943, 944 943, 944	
Femmes				
<i>Voir</i> : Affaires étrangères (Ambassades et consulats) — Fabriques d'église — Magistrats — Pensions (Généralités) — Statut social des travailleurs indépendants — Travail				
Fermeture d'entreprises				
<i>Voir</i> : Chômage — Organisation internationale du travail — Travail				
Finances				
Assainissement des finances publiques. — Solde net à financer	366-2	3-4, 11-12, 13, 15, 16, 17, 18	191, 201, 203, 208 209, 211, 212, 223-224, 242-243, 252, 253, 259, 280-281, 315-316, 320, 321, 325, 331-332, 362, 363, 364, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944-945- 946-948-949, 950, 952, 953, 956-958, 959, 960, 961	
Gestion des charges d'intérêt de la dette publique Contrôle budgétaire <i>Voir</i> : Budgets (Généralités)				620
Evolution des taux d'intérêt	366-2	8, 24	938, 947, 960	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.	
	N°	Pages	Pages	Pages	
Finances (suite)					
Souscriptions additionnelles de la Belgique à l'augmentation générale du capital-actions de la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement et de la Banque africaine de Développement et relatif aux contributions de la Belgique à la huitième reconstitution des ressources de l'Association internationale de Développement et à la cinquième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement Projet de loi	406-1				
Marché des actions Réglementation des offres publiques d'acquisition (Mesures <i>anti-raider</i>) <i>Voir aussi</i> : Sociétés commerciales <i>Insider trading</i>			192		
Endettement des pays du tiers monde			192		
Controverse relative au chiffre d'économies à effectuer pour passer d'un solde net à financer de 8,7 p.c. en 1988 à 7 p.c. en 1989 Question orale de M. Hatry			220, 266, 362, 388, 395, 397		
Libéralisation du marché des capitaux. — Mesures d'harmonisation fiscale <i>Voir aussi</i> : Comptabilité de l'Etat — Démographie — Emprunts — Monnaie — Sociétés commerciales		1385		548	
Finances provinciales et communales					
Abrogation de l'article 357 du C.I.R. (Prélèvement d'une remise de 3 p.c. pour frais d'administration sur le montant des taxes additionnelles communales à l'impôt des personnes physiques) Proposition de loi de M. Cardoen	278-1				
Fonds des communes. — Financement des Régions <i>Voir aussi</i> : Régions et Communautés			260-261, 262, 272, 273		
Fonds d'aide au redressement financier des communes (« Fonds Nothomb ») Prêts de consolidation Grandes villes émergeant au Fonds Nothomb. — Situation fiscale			260-261, 272, 273		343 948
Problématique des finances des grandes villes			260-261, 272-273, 332		
Impact de la réforme de l'impôt sur les revenus sur les recettes communales			286		
Situation financière des villes et des communes Interpellation de M. Antoine			873-878		
Taxes communales appliquées aux ressortissants turcs. — Droit communautaire					775
Règlement-taxes. — Délivrance de pièces administratives aux étrangers. — Région bruxelloise					785, 813
Personnel communal et provincial. — Convention collective de travail 1987-1988. — Effets sur les budgets <i>Voir aussi</i> : Circulation routière. — Impôts sur les revenus					911
Fonction publique					
Complément à la loi du 18 septembre 1986 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services publics (Calcul de la pension) Proposition de loi de M. Lafosse	323-1				
Amélioration de l'efficacité et de la productivité dans les administrations publiques Application de la bureautique et de l'information <i>Management</i> et analyse de gestion	366-2	20	939, 943, 947-948, 953-954, 957, 958, 960 953 954, 960		
Institution du congé politique pour les membres du personnel des services publics, en vue de l'exercice d'un mandat parlementaire ou ministériel Proposition de loi de M. Blanpain	407-1				
Modification du statut pécuniaire du personnel scientifique de l'Etat (Complément de traitement — Statut pécuniaire des attachés et assistants) Projet de loi	442-1				
Dépolitisation			193, 346		

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Fonction publique (suite)				
Régionalisation et communautarisation. — Statuts administratif et pécuniaire du personnel occupé par les Régions et les Communautés			260-1374-1375, 1377, 1378	
<i>Voir aussi:</i> Droit public — Faits personnels				
Effectifs du personnel				
Réduction			278	
Evolution				679
Revalorisation de la fonction publique			328	
Meilleur soutien de la politique par l'administration			329	
Nombre d'handicapés occupés dans les ministères				3, 112
Nominations par le gouvernement national en application de l'art. 18 de l'A.R. du 2 octobre 1937 (Personnes de haute valeur administrative, scientifique, technique ou artistique)				45
Organisation des services de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail dans les services publics				199
Statut syndical. — Documentation de caractère général concernant la gestion du personnel				479
Motivation des agents de l'Etat. — Amélioration des conditions de travail. — Mesures concrètes				493, 550, 942
Recherches universitaires				881
Fonctions supérieures. — Allocation				551
<i>Voir aussi:</i> Communes (Personnel) — Cotisation de solidarité — Droit public — Justice — Langues — Ministres et Ministères — Pensions (Secteur public)				
Fonds africain de développement				
<i>Voir:</i> Finances				
Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion				
Rapport annuel 1986-1987			41	
Fonds de la coopération au développement				
Rapport moral sur le Fonds pour l'année 1987			118	
Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat				
Rapport sur l'utilisation des crédits du Fonds au cours de l'exercice 1987			57, 118	
Crédits			330	
Dégradation du patrimoine inoccupé du Fonds. — Inventaire			349	
Restructuration. — Transferts et mutations				695
<i>Voir aussi:</i> Enseignement (Généralités)				
Fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux				
Rapport sur l'utilisation des crédits du Fonds au cours de l'exercice 1987			57, 118	
Crédits			330	
<i>Voir aussi:</i> Enseignement (Généralités)				
Fonds des communes				
<i>Voir:</i> Finances provinciales et communales				
Fonds de sécurité d'existence				
<i>Voir:</i> Horeca				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Fonds des prêts à des Etats étrangers Rapport sur les activités du Fonds durant l'année 1987 Affectation des prêts			41	7, 68
Fonds des routes <i>Voir</i> : Emprunts — Routes				
Fonds de survie pour le tiers monde Modification de la loi du 3 octobre 1983 portant création d'un « Fonds de survie pour le Tiers Monde » en vue d'assurer l'exécution des résolutions du Sénat et de la Chambre des représentants sur le manifeste-appel des Prix Nobel contre l'extermination par la faim et sur la contribution que la Belgique doit apporter à cette action (Ordonnancement avant fin 1994) Proposition de loi de Mme Aelvoet	356-1			
Fonds d'investissement agricole Rapport sur l'activité du Fonds au cours de l'année 1987			190-191	
Fonds national de garantie des bâtiments scolaires Rapport sur l'utilisation des crédits du Fonds au cours de l'exercice 1987			481	
Fonds national de reclassement social des handicapés Centres de réadaptation fonctionnelle. — Subvention forfaitaire. — Conditions Intervention du Fonds dans le coût de l'aménagement d'une habitation pour handicapés. — « Monolift ». Enfants présentant des troubles du développement. — Révision des critères d'agrément				162 163 334, 395
Fourons Statut du canton de Fouron Proposition de la loi de MM. Desmedt et Désir Armoiries et drapeaux de la commune. — Validité du sceau communal <i>Voir aussi</i> : Bourgmestres, échevins et conseillers communaux — Communes — Elections — Langues — Régions et Communautés	258-1			241
Frontaliers Indemnité compensatoire de change Prépension et allocation de chômage Indemnité de compensation octroyée à certains travailleurs frontaliers. — Notion de zone frontalière <i>Voir aussi</i> : Allocations familiales — Assurance maladie-invalidité — Impôts sur les revenus — Pensions (Généralités) (Travailleurs et assurés libres)				312, 500 634, 640, 715, 884 765
G				
Gardes champêtres Examen d'aptitude provincial. — Communication des résultats aux administrations communales <i>Voir aussi</i> : Police				838

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Gaz				
Gaz naturel			268	
Prix du gaz destiné à l'industrie				4
Consommation. — Renseignements divers				917
Vente de la participation de l'Etat dans Distrigaz			956, 958-959	
Gendarmerie				
Scission de la gendarmerie (Création d'une gendarmerie flamande distincte)				
Proposition de loi de M. Dillen	82-1			
Retrait du mandat du président du syndicat du personnel de la gendarmerie			341	
Contrôle parlementaire de la gendarmerie			346	
<i>Voir aussi:</i> Police				
Tragique méprise survenue à Ath le 16 juillet dernier (Personne blessée par balle par une patrouille de gendarmes)				
Question orale de M. Lenfant			1027-1028	
Retrait du mandat de délégué permanent du syndicat du personnel de la gendarmerie au président de celui-ci				
Question orale de M. Janzegers			1280	
Rôle de la gendarmerie dans la lutte contre la drogue				
Question orale de M. Suykerbuyk			1384-1385	
Emploi des langues dans la déclaration des procès-verbaux				116
Missions de police judiciaire				304
Droit de réquisition				304, 339
Alerte de police. — Coordination				305, 373, 867
Mission d'information. — « Comportement sexuel non conventionnel ». — Politiciens de premier plan				438, 674
Motivation des agents de l'Etat. — Amélioration des conditions de travail. — Mesures concrètes				493, 550, 942
Recherches universitaires				881
Examens de recrutement. — Programme				561
Erreur commise dans l'exécution d'une tâche. — Déclarations publiques des responsables politiques				752, 759, 783
Nouvelle caserne. — Gooik (Kester)				763, 907
Rencontre d'un représentant du commandement avec un président de parti				855, 931, 944
Ecoutes téléphoniques				938
<i>Voir aussi:</i> Commissions du Sénat				
Gouvernement				
Démission et nomination des membres du Gouvernement			190	
Politique de renouveau social et économique			191, 200-202, 211-212, 277, 303-304, 312, 362	
Déclaration du Gouvernement (Accord gouvernemental)			191-193	
Discussion			199-206, 208-226, 228-244, 247-273, 276-294, 296-307, 310-341, 344-357, 361-370	
Vote sur la motion de confiance			370	
Garantie de la durée de la législature et de la stabilité gouvernementale (Gouvernement de législature)			193	
Désignation des ministres par le Roi. — Tractations politiques. — Respect du prescrit constitutionnel				
Pourparlers sur la formation du Gouvernement. — Nouvelle coalition			199, 210-211, 214, 362	
			200, 208, 210, 211, 215, 217-218, 228, 236-237, 241-242, 247, 276-277, 344	
Départ de ministres du Gouvernement national vers les Exécutifs			200, 211, 237, 366	
Regret qu'aucun Ministre ne soit originaire de Flandre occidentale			283, 335	
Manière et circonstances de la réaction du Premier Ministre à une phase d'une allocution prononcée le 11 juillet par le Vice-Premier Ministre Schiltz, raisons pour lesquelles il a forcé ce dernier à retirer ses paroles et quelle aurait été l'alternative si celui-ci n'y avait pas été disposé				
Interpellation de M. Dillen			1282-1287	
<i>Voir aussi:</i> Archives — Chambres législatives — Constitution — Ministres et Ministères (Généralités)				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Greffiers Voir: Code judiciaire — Justice				
Grèves Voir: Droit pénal — Régie des Transports maritimes				
H				
Handicapés Conséquences de l'application de la loi du 27 février 1987 sur les allocations aux handicapés Question orale de M. Deneir Exonération de la redevance radio-télévision. — Contrôles Handicapés de la vue. — Gratuité des transports en commun. — Renouvellement des cartes Allocations et revenu garanti. — Mode de paiement Voir aussi: Allocations familiales — Assurance maladie-invalidité — Circulation routière — Chômage — Elections — Enseignement (Enseignement spécial) — Fonction publique — Fonds national de reclassement social des handicapés — Impôts — Impôts sur les revenus — Ministres et Ministères (Santé publique et Politique des Handicapés - Secrétaire d'Etat) — Parkings — Postes (Personnel) — Professions — Redevances radio et télévision — Taxe de circulation — Taxe sur la valeur ajoutée — Télégraphes et Téléphones			734	266, 295 445, 535 648
Hommages à M. Edward Leemans, ancien Président du Senat à la mémoire du Vicomte Gaston Eyskens, Ministre d'Etat Félicitations à S.M. la Reine des Belges à l'occasion de son soixantième anniversaire Vœux de fin de session			34 35-36 476 1554-1555	
Hôpitaux Voir: Etablissements hospitaliers				
Horeca Fonds social et de garantie Horeca Renseignements divers Voir aussi: Bruit — Taxe sur la valeur ajoutée				475 809, 885
Horticulture Politique horticole			192	
Hygiène et santé Fédéralisation des soins de santé Proposition de loi de M. Valkeniers Rapport de MM. Cerexhe et Erdman Discussion Par suite de l'adoption du projet de loi n° 405-1 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, la proposition de loi est sans objet	185-1 185-2		1304-1312, 1315-1324, 1325-1341, 1345-1362, 1366-1378, 1396-1397, 1398-1415, 1418-1429	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Hygiène et santé (suite)				
Protection de l'homme et de l'environnement contre les effets nocifs de l'amiante Proposition de loi de M. Collignon	234-1		229, 312, 314-315	
Politique de santé Lutte contre le Sida Voir: Etablissements pénitenciers				
Voir aussi: Art de guérir — Bruit — Enseignement (Généralités) (Enseignement supérieur) — Pollution de l'air — Postes — Sécurité sociale				
Hypothèques				
Voir: Centres publics d'aide sociale				
I				
Immunité parlementaire				
Poursuites à charge d'un membre du Sénat Rapport de M. Lallemand Discussion	305		126 729-730 126	
Poursuites à charge d'un membre du Sénat Rapport de M. Baert Discussion et vote	334		729-730 126	
Poursuite à charge d'un membre du Sénat Rapport de M. Henrion Discussion et vote	335		729-730	
Poursuite à charge d'un membre du Sénat Rapport de M. Henrion Discussion et vote	350		1383 57-58	
Poursuite à charge d'un membre du Sénat Rapport de M. Henrion Discussion et vote	375		851	
Voir aussi: Règlement du Sénat				
Impôts				
Instauration d'une taxe sur les huiles végétales Proposition de loi de M. de Seny	243-1			
Modification du Code des taxes assimilées au timbre (Exemption de la taxe à l'immatriculation pour les handicapés des membres inférieurs) Proposition de loi de M. Minet	360-1 366-2	20, 21	940, 943, 944, 960 943, 944	
Lutte contre la fraude fiscale Régularisation				
Réforme de l'impôt sur les revenus et modification des taxes assimilées au timbre (Réforme fiscale — Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires en matière d'assurances) Projet de loi	440-1		339 949-950, 959	
Politique fiscale Augmentation de la fiscalité indirecte (carburant, tabac, alcool) T.V.A. et taxe d'immatriculation sur les véhicules neufs. — Arrêt de la Cour de justice des C.E.				46, 47
Inspection spéciale des impôts. — Saisie conservatoire pendant les enquêtes				625
Réforme fiscale Voir: Douanes et accises — Economie — Finances provinciales et communales — Impôts sur les revenus — Taxe sur la valeur ajoutée				
Voir aussi: Cinéma — Finances — Impôts sur les revenus — Jeux et paris — Patrimoine — Sylviculture — Taxe de circulation — Travail				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Impôts sur les revenus				
Modification de l'article 45 de la loi du 27 décembre 1984 portant des dispositions fiscales (Options sur actions) (<i>Stock option</i>) Proposition de loi de M. Hatry	20-1			
Modification de l'article 221, alinéa 2, du C.I.R. (Suppression de l'obligation des sociétés de communiquer à l'administration fiscale les feuilles de présence aux assemblées générales) Proposition de loi de M. Henrion	33-1			
Certaines mesures fiscales destinées à protéger le patrimoine culturel Proposition de loi de M. Verhaegen	39-1			
Modification de l'article 299bis du C.I.R. et des articles 30bis et 30ter de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (Entrepreneurs non enregistrés — Responsabilité de l'entrepreneur pour les dettes fiscales ou sociales du sous-traitant) Proposition de loi de M. Cerexhe	230-1			
Aboutissement de la réforme fiscale (Vote du projet en séance publique avant les vacances parlementaires) Proposition de résolution de M. Poulet	338-1			
Arrête royal n° 15/150 portant encouragement à la souscription d'actions de sociétés belges (« Loi De Clercq-Cooreman ») Effets des arrêtés « Monory-De Clercq » et de l'épargne-pension sur les investissements industriels Impact des arrêtés « Monory-De Clercq »	366-2	9-10	956	95, 179 96
Réforme de l'impôt sur les revenus et modification des taxes assimilées au timbre (Décumul et quotient conjugal — Minima imposables et abatements pour personnes à charge et handicapés — Tarif de l'impôt — Indexation des barèmes — Déduction d'intérêts de revenus (im)mobiliers — Imputation du précompte immobilier — Déduction des cotisations à une mutuelle ou une assurance-groupe — Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires — Charges professionnelles — Déductibilité des rémunérations payées à un employé de maison et des frais de garde des enfants — Revenu de remplacement — Crédit d'impôt des administrateurs de sociétés — Déduction pour investissement — Revenus mobiliers — Plus-values — Commissions secrètes — Amélioration de la perception de l'impôt) Projet de loi	440-1			
Réforme fiscale (Réduction de la pression fiscale). — Economies compensatoires			191-192, 202-203, 209, 212, 215, 216, 217, 223, 224, 243, 248, 252, 254, 258-259, 270, 277- 279, 286, 293, 294, 302- 303, 316, 320, 334, 339, 344, 363, 366, 946, 949, 950, 951, 959	
<i>Voir aussi:</i> Douanes et accises — Impôts sur les revenus (Impôts des sociétés) — Taxe sur la valeur ajoutée				
Fuite des cerveaux			950	
Limitation des dépenses fiscales			950, 959	
Montant des intérêts de retard en cas d'acquiescement des impôts avec retard. — Ristourne aux communes				6
Prolongation des délais de dépôt des déclarations annuelles. — Conseillers fiscaux				51
Divergences entre contrôleur et contribuable se fondant sur des éléments répétitifs. — Autorité de la décision du directeur régional statuant sur une réclamation				53
Oubli de l'administration fiscale dans les feuilles de calcul des impôts exercice 1987 (Rubrique « Achat d'actions en épargne-pension »)				55
Interdiction de cumuler la déduction des montants consacrés à l'épargne-pension et ceux consacrés à l'achat d'actions de la société-employeur (<i>Monory-bis</i>) (art. 72, par. 10, du C.I.R.). — Formulaires de déclaration				58
Délai d'enrôlement. — Réclamation. — C.I.R., art. 259				137
Radiation de l'enregistrement d'un entrepreneur. — Cession, par endossement, d'une facture à un tiers de bonne foi. — Responsabilité pour les dettes fiscales et sociales				138
Demande de renseignements au contribuable. — Confusion entre l'application des articles 222 (demande de renseignements) et 251 (avis de rectification) du C.I.R.				139

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BU.LLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Impôts sur les revenus (suite)				
Différentes méthodes de taxation utilisées par l'administration des contributions pour un même exercice				140
Difficultés dans la détermination du montant des versements anticipés (I.P.P.)				142
Etablissement et recouvrement des impôts. — Investigations et contrôle. — Demande de renseignements aux associations professionnelles. — Amendes administratives				188
Avertissement-extrait de rôle. — Omission. — Validité				230, 328
Liquidateurs au concordat et curateurs. — Créance de l'Etat en matière de contributions directes et de T.V.A.				232
Remboursement non enrôlé				280
Impôts non recouverts et cotisations non établies				542
Personnes handicapées. — Taxation ou immunité de l'indemnité complémentaire pour aide d'une tierce personne				676
Signes et indices. — Bases forfaitaires de taxation. — Points de comparaison				677
Campings. — Travaux d'infrastructure. — Plus-value en cas de cessation				711, 827
Délais d'enrôlement				754, 828
Langue du dossier. — Avertissement-extrait de rôle établi dans une autre langue				754, 870
Chèques-repas. — Sort fiscal				830
Centre de coordination				
<i>Voir: Industrie</i>				
<i>Voir aussi: Cotisation de solidarité — Finances provinciales et communales — Taxe sur la valeur ajoutée</i>				
Revenus immobiliers				
Modification de la taxation des revenus des terrains donnés en location à des agriculteurs				
Proposition de loi de MM. de Seny et Verhaegen	280-1			
Rapport de M. Deprez	280-2			
Discussion et vote			741-742, 776	
Modification des articles 45 et 188 du C.I.R., au sujet de l'imputation du précompte (Imputation complète)				
Proposition de loi de M. de Clippele	432-1			
Location d'un immeuble d'habitation à une société pour y loger son personnel. — Imposition du loyer réel (net)				256
Fermages				
Taxation du seul revenu cadastral ou du loyer réellement perçu				307, 377
Régime fiscal des terres agricoles données en location				941
Cession d'usufruit d'immeubles. — Taxation comme revenu foncier.				
— Interprétation de l'article 7, § 1 ^{er} , 3 ^o , du C.I.R.				525, 623
Enquête auprès de propriétaires fonciers (C.I.R., articles 228 et 229).				
— Préparation occulte de l'instauration éventuelle d'un impôt sur le patrimoine				545
<i>Voir aussi: Cadastre</i>				
Revenus mobiliers				
Précompte mobilier				
Curateur de faillite				54
Concordat par abandon d'actif				255
Statistiques				939
Actions. — Régime des revenus imposés définitivement				626
Formulaire de déclaration à l'I.P.P., exercice 1988. — Formulation peu claire de la rubrique « revenus d'actions »				724
Revenus professionnels				
Situation fiscale du conjoint aidant (Attribution d'une quote-part des revenus professionnels — Charges professionnelles)				
Proposition de loi de M. de Clippele	168-1			
Modification du régime des versements anticipés imposés aux indépendants et chefs de P.M.E. (Intérêts créditeurs et débiteurs)				
Proposition de loi de Mme Delruelle-Ghobert	319-1			
Modification du C.I.R. en vue d'améliorer le statut du conjoint-aidant (Attribution d'une quote-part des revenus professionnels.				
— Relèvement du revenu imposable distinct)				
Proposition de loi de M. Lenfant	354-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Impôts sur les revenus (suite)				
Revenus professionnels (suite)				
Modification du C.I.R. en ce qui concerne les versements anticipés (Indépendants — Date des versements) Proposition de loi de M. de Clippele	427-1			6
Avocats. — Comptabilisation des provisions non consommées. — Contradiction dans le commentaire administratif du C.I.R.				48, 234
Dispense de la majoration d'impôt pour les jeunes indépendants s'établissant pour la première fois. — Interprétation				60, 137
Imposition des anciens frontaliers français âgés de 50 à 65 ans				(Erratum) 140
Imposition des travailleurs frontaliers belges en activité en France				189, 240
Taxation des prestations des agents volontaires du service de la Protection civile				256
Indépendants et professions libérales. — Déclarations faisant mention de bénéfices nets peu importants				478
Travail occasionnel effectué par un policier communal à la demande du parquet. — Caractère d'activité indépendante. — Cas particulier				479
Médecin-associé. — Société d'une personne à responsabilité limitée. — Délivrance d'attestations de soins au nom de la société. — Régime fiscal applicable aux honoraires				526, 624
Revenu de remplacement. — Personnel enseignant. — Fiches d'impôt mal établies. — Rectification				
Voir aussi: Ministres et Ministères (Finances) — Postes (Personnel)				
Revenus divers				
Imposition de la pension alimentaire dont le paiement est obligatoire. — Retraités demeurant dans une maison de repos				234
Gains et profits occasionnels. — Produit des impôts sur les revenus				665, 843
Impôt des sociétés				
Complément à l'article 199 du C.I.R. en vue de relancer le capital à risque (Actualisation du capital social à rembourser) Proposition de loi de M. de Clippele	426-1		192, 278, 279, 320, 339, 363	
Augmentation de l'impôt sur les entreprises (Réforme fiscale)				
Liquidation, fusion et absorption de sociétés				
Société en liquidation. — Répartition partielle de l'avoir social. — Distribution de dividendes. — Fusion. — Articles 178 e.s. du C.I.R.				54
Partage de l'avoir social (Art. 118 C.I.R.). — Revalorisation du capital libéré et révision des coefficients de l'article 119 C.I.R.				236
— Fusion de sociétés de crédit agréées par la C.G.E.R. (Logements sociaux)				236
Fusion (Articles 118, 124 et 126 C.I.R.). — Cotisation spéciale sur l'excédent. — Sociétés de crédit agréées par la C.G.E.R. (Logements sociaux)				283
Actes de liquidation ou continuation de l'exploitation (Art. 125 C.I.R.). — Opérations résiduelles. — Société dont l'activité consiste à octroyer des prêts hypothécaires				526, 625
Régime fiscal de l'absorption par réunion de tous les titres entre les mains d'une seule personne. — <i>Goodwill</i>				59
Société étrangère qui transfère son siège principal en Belgique				60
Taxation des sociétés agricoles				100, 710, 826
Incidence fiscale des réformes du droit des sociétés. — Amortissement du capital des S.A. — Règlement du remboursement des actions à remplacer				628
Rachat par une S.P.R.L. de ses propres parts				189, 330
Déduction de pertes d'une société prises en charge par des associés actifs ou des administrateurs				
Comptabilité et comptes annuels des entreprises. — Prise en compte de la différence entre la valeur réelle et la valeur nominale des dettes non productives d'intérêt ou assorties d'un intérêt anormalement faible (Art. 27bis de l'A.R. du 8 octobre 1976). — Incidence fiscale				523, 526, 824, 896
Pertes et bénéfices sur le change d'un établissement belge lors du remboursement d'avances consenties par son siège social (société étrangère). — Déductibilité et imposition				525, 623

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BUL. ETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Impôts sur les revenus (suite)				
Impôt des sociétés (suite)				
Société d'une personne à responsabilité limitée. — Nombre des sociétés et montant de l'impôt dû				697
Plus-values. — Condition d'intangibilité. — Art. 105 C.I.R.				710, 825
<i>Voir aussi</i> : Economie				
Impôt des non-résidents				
Activité professionnelle fictive				306, 475
Traitement discriminatoire des sociétés étrangères. — Jurisprudence de la Cour de Justice des C.E. — Bénéfices, dividendes et pré-compte mobilier afférent aux bonis de liquidation				543
Charges et dépenses déductibles				
Charges et dépenses professionnelles				
Modification des articles 41 et 51 du C.I.R. (Frais exposés par les travailleurs pour leurs déplacements du domicile au lieu de travail)				
Proposition de loi de M. Pataer	221-1		950, 959	
Limitation de la déductibilité des frais professionnels				57
Amortissement de l'emprunt contracté pour l'acquisition d'une habitation. — Détermination par le déclarant du montant déductible				256
Déduction pour engagement d'un ouvrier				479
Aide des parents aux enfants qui s'établissent comme travailleurs indépendants débutants				544
Dépenses professionnelles de salariés et appointés. — Frais d'assistance d'un conseiller fiscal				546
Dépenses professionnelles réelles. — Militaires en République fédérale d'Allemagne				677
Charges et dépenses des mandataires pensionnés				
Complément à l'article 71 du C.I.R. (Dépenses faites en faveur des communes et destinées aux activités du secteur socioculturel ou au sport)				
Proposition de loi de M. Cardoen	277-1			
Modification du C.I.R. en vue d'instaurer une déduction fiscale des frais de garde des enfants en bas âge				
Proposition de loi de Mme Truffaut	306-1			
Accueil du troisième enfant dans les familles (Mère au foyer — Rémunération fictive)				
Proposition de loi de Mme Delruelle-Ghobert	320-1			
Frais pharmaceutiques et de soins des enfants atteints d'une maladie invalidante et chronique				
Proposition de loi de M. Lafosse	328-1			
Modification du C.I.R. en ce qui concerne les pensions alimentaires				
Proposition de loi de M. Blanpain	447-1			
Déduction pour investissements			270, 362	
Biens exclusivement professionnels				101
Report				611, 824
Aide ménagère			943, 944	
Acquisition d'un immeuble en commun par des époux séparés de fait. — Déductibilité de la rente alimentaire				54
Déduction des cotisations aux fonds de pensions et compagnies d'assurance-vie				255
Rémunération payée à un employé de maison				830
Fiscalité familiale				
Modification de l'article 81 du C.I.R. en vue de la valorisation des familles nombreuses (Crédit d'impôt)				
Proposition de loi de M. Lenfant	53-1			
Décumul intégral et irréversible des revenus des époux				
Proposition de loi de Mme Delruelle-Ghobert	107-1			
Assimilation, au niveau fiscal, des couples mariés qui travaillent et des couples non mariés, mais cohabitants, qui travaillent				
Proposition de résolution de M. Valkeniers	191-1			
Modification du C.I.R. en vue de supprimer une discrimination en matière de réduction d'impôts pour charge de famille (Art. 84 et 85 — Personnes travaillant avec le contribuable, payées par lui et dont les rémunérations sont des charges professionnelles)				
Proposition de loi de M. Lenfant	355-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Incapacité de travail Voir: Allocations familiales — Statut social des travailleurs indépendants — Travail				
Incivisme Réalisation de la réintégration administrative en ce qui concerne les droits à la pension (Séquelles de la répression et de l'épuration) Proposition de loi de M. Peeters Elimination des séquelles sociales de la répression Amnistie Voir aussi: Pensions (Généralités)	119-1		210, 230-231, 252, 356, 365 241-242, 267, 322, 331, 350	
Indépendants Voir: Allocations familiales — Assurances — Classes moyennes — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Pensions (Indépendants) — Statut social des travailleurs indépendants — Taxe sur la valeur ajoutée				
Indice des prix Voir: Economie — Fonction publique				
Industrie Prorogation de certaines mesures prévues par la loi de redressement du 31 juillet 1984 (Sociétés de reconversion) Proposition de loi de M. Didden Aide publique aux entreprises Interventions dans le cadre des lois d'expansion économique Entreprises textiles dans les arrondissements d'Alost et d'Audenarde Compétences nationales et régionales en matière de politique économique et industrielle (Réforme de l'Etat) Reconversion industrielle du Limbourg Politique industrielle Modalités et financement du rachat par l'Etat de certains outils sidérurgiques Interpellation de M. Lannoye Sociétés de reconversion dans les zones de développement. — Constitution après 1988 Centres de coordination. — Modalités d'agrément. — Avantages fiscaux Achats militaires. — Compensations économiques Voir: Armée Europe 1992 Voir: Communautés européennes Voir aussi: Economie — Régions et Communautés	302-1		225, 334 225 235-236, 280, 317 252, 706 339 1287-1291	277 278, 548 940
Informatique Modification de l'article 34 de la loi du 20 décembre 1974 relative aux propositions budgétaires 1974-1975 (Utilisation de l'informatique par les pouvoirs subordonnés — Tutelle administrative des Régions) Proposition de loi de M. Collignon Registre national des personnes physiques. — Accès. — Autorisations Heures d'accessibilité au Registre national Voir aussi: Affaires étrangères — Allocations familiales — Enseignement (Généralités) (Enseignement secondaire) (Enseignement supérieur) — Etat civil — Fonction publique — Ministres et Ministères (Finances) (Santé publique et Politique des Handicapés - Secrétaire d'Etat) — Office belge du commerce extérieur — Sécurité de l'Etat — Taxe sur la valeur ajoutée	237-1			262, 763, 907 576

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Inondations				
Lutte contre les inondations. — Pont-à-Celles. — Bassins d'orage				465, 570
Inspection automobile et permis de conduire				
Permis de conduire Auto-écoles. — Réglementation				66
Inspection automobile Monopoles. — Attente. — Alken				749
Institut d'expertise vétérinaire				
Modification de l'A.M. du 1 ^{er} juillet 1986 fixant le nombre, la circonscription et le siège administratif des cercles d'expertise de l'Institut (Communes du Brabant flamand) (Simplification des cercles d'expertise) Proposition de loi de M. Valkeniers	189-1			
Modification de l'article 34 de la loi du 13 juillet 1981 portant création d'un Institut d'expertise vétérinaire (Directeurs d'abattoirs qui sont en même temps experts des viandes) Proposition de loi de MM. de Seny et Lenfant	246-1			
Institut d'hygiène et d'épidémiologie				
Fonctionnement. — Contrôle des radiations ionisantes Station de mesure à Tirlement. — Pollution Examens de recrutement. — Retards de procédure				766, 950 794 899
Institutions de crédit				
Interdiction de l'octroi de prêts à l'Afrique du Sud et de la vente de pièces d'or sud-africaines à des fins de placement Proposition de loi de M. Pataer	268-1		192 956, 959	
Institutions publiques de crédit Recours au capital privé Voir aussi: Emprunts — Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)				
Institut national d'assurance maladie-invalidité				
Examen des plaintes Consommateurs de soins de santé et protection. — Plaintes Condamnation systématique de l'Institut par les tribunaux du travail Diététiciens. — Remboursement des prestations Prestations logopédiques. — Remboursement. — Coût				205 382 383 385 634, 650
Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants				
Voir: Office national des pensions pour travailleurs salariés				
Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre				
Nomination statutaire des membres du personnel recrutés antérieurement de la «Residentie Koning Albert» à Dilbeek, gérée par l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre Proposition de loi de M. Valkeniers	197-1			
Institut national de statistique				
Réorganisation de l'Institut			943	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Institut royal du Patrimoine artistique				
<i>Voir: Langues</i>				
Intercommunales				
Apport de la province. — Aménagement des statuts				391
Interpellations				
M. Vandenhoute (Certains problèmes d'application des A.R. d'exécution de la loi du 11 février 1986 sur la police communale, de même que l'opportunité de prendre en considération les résultats publiés par l'audit réalisé par la s.a. <i>Team Consult</i>)			664-672	
M. Hasquin (Divers propos tenus par le Ministre de l'Education nationale qui inquiètent tous ceux qui sont soucieux de la qualité de l'enseignement)			673-675	
M. Moureaux (Sécurité des représentants de l' <i>African National Congress</i> à Bruxelles)			675-679	
M. Désir (Nuisances acoustiques nocturnes à l'aéroport de Bruxelles-National)			689-691, 692-694	
M. Désir (Application à la zone économique bruxelloise du plan dit « Poste 90 » (<i>Team Consult</i>))			704-705, 706, 707	
Mme Aelvoet (Exportation par la Belgique de déchets toxiques vers des pays du tiers monde)			719-723, 732-733	
M. Lannoye (Interprétation à donner à l'accord de gouvernement en matière de plan d'équipement en unités de production d'électricité)			851-854, 859-860	
M. De Belder (Position du Gouvernement à l'égard de la proposition de créer en Europe une zone sans armes chimiques et une zone dénucléarisée)			854-856, 863-866	
M. Wyninckx (Position du Gouvernement à l'égard de la proposition de créer en Europe une zone sans armes chimiques et une zone dénucléarisée)			860-867	
M. Dierickx (Octroi à un joueur de football d'un sursis d'appel et nouvelle option politique en matière d'octroi des sursis)			867-873, 1014-1015	
M. Antoine (Situation financière des villes et des communes)			873-878	
M. Dierickx (Récant accord médico-mutualiste)			997-998, 1002-1007, 1015-1016	
M. Peeters (Récant accord médico-mutualiste)			999-1007, 1015-1016	
M. Lannoye (Politique menée par le Gouvernement belge pour assurer la qualité des eaux du bassin mosan)			1016-1019	
M. Dillen (Manière et circonstances de la réaction du Premier Ministre à une phrase d'une allocution prononcée le 11 juillet par le Vice-Premier Ministre Schiltz, raisons pour lesquelles il a forcé ce dernier à retirer ses paroles et quelle aurait été l'alternative si celui-ci n'y avait pas été disposé)			1282-1287	
M. Lannoye (Modalités et financement du rachat par l'Etat de certains outils sidérurgiques)			1287-1291	
M. Gryp (Position du Gouvernement belge à l'égard de l'examen que le Parlement européen a consacré au scandale des déchets nucléaires lequel implique la Belgique et l'Allemagne)			1291-1297	
<i>Voir aussi: Règlement du Sénat</i>				
Invalides de guerre				
<i>Voir: Pensions (Pensions de réparation)</i>				
Investissements				
<i>Voir: Affaires étrangères — Economie — Epargne — Impôts sur les revenus — Parkings — Ports — Société nationale des chemins de fer belges — Télégraphes et Téléphones — Transports publics</i>				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
J				
Jeux et paris				
Jeux de hasard et maisons de jeux				808
Attitude des parquets				829
Recettes qui en résultent pour le Trésor				
Juridictions du travail				
Modification de la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail, en ce qui concerne la cour du travail d'Anvers et les tribunaux du travail de Hasselt et de Tongres				
Proposition de loi de M. Moens	262-1			
Modification de la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail, en ce qui concerne la cour du travail d'Anvers, le tribunal du travail de Turnhout et le tribunal du travail de Tongres				
Proposition de loi de MM. Suykerbuyk et Verhaegen	315-1			
Modification de la loi du 23 septembre 1985 relative à l'emploi de la langue allemande en matière judiciaire et à l'organisation judiciaire (Tribunal de travail d'Eupen. — Membres du greffe ayant justifié de la connaissance de l'allemand)				
Projet de loi	349-1			
Rapport de M. Verhaegen	349-2			
Discussion et vote			850-851, 859	
Tribunaux du travail. — Arriéré judiciaire				531
<i>Voir aussi:</i> Code judiciaire — Constitution — Contrats de louage de travail — Institut national d'assurances maladie-invalidité — Magistrats				
Justice				
Insertion des articles 591 <i>bis</i> , 1345 <i>bis</i> et 1345 <i>ter</i> dans le Code judiciaire, en vue du règlement des litiges entre vendeurs et consommateurs (Extension de la compétence du juge de paix — Simplification de procédure — Procédure en conciliation)				
Proposition de loi de M. Lenfant	57-1			
Règlement de la réparation des dommages causés par certains actes non juridictionnels (Responsabilité des pouvoirs publics — Pouvoir judiciaire — Juge d'instruction et magistrats du ministère public en matière pénale)				
Proposition de loi de MM. Van Rompaey et Gijs	279-1			
Abrogation de la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité				
Proposition de loi de M. Desmedt	304-1			
Modification dans le tableau figurant à l'article 1 ^{er} de la loi du 2 juillet 1975 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de première instance, de la colonne intitulée « Greffier-chef de service » (Furnes, Ypres, Marche-en-Famenne, Neufchâteau)				
Proposition de loi de MM. Suykerbuyk et Verhaegen	314-1			
Augmentation du nombre des juges suppléants (Article 87, alinéa 1 ^{er} , du Code judiciaire)				
Proposition de loi de M. Cooreman	422-1			
Traitements des titulaires de certaines fonctions publiques et des ministres des cultes (Augmentation des traitements des magistrats, des greffiers, des secrétaires des parquets, des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat, du personnel enseignant de l'enseignement universitaire et des ministres des cultes)				
Projet de loi	441-1			
Arriéré judiciaire			230, 231	
<i>Voir aussi:</i> Juridictions du travail				
Réformes			293	
Vagabondage et mendicité				
Vagabonds pensionnés séjournant dans un home de l'Etat. — Pension			354	
Précisions sur l'application de la loi du 27 novembre 1891				360, 937

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Justice (suite)				
Huissiers auprès des tribunaux. — Réserve de recrutement. — Répartition linguistique				305, 374
Copies du dossier répressif. — Délivrance aux parties civiles. — Refus				306, 538
<i>Voir aussi:</i> Code judiciaire — Commerce — Détention préventive — Droits d'enregistrement — Electricité — Jeux et paris — Juridictions du travail — Langues — Tribunaux de commerce				
Justices de paix				
<i>Voir:</i> Code judiciaire — Justice				
K				
Kinésithérapie				
Modification de l'A.R. n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, en vue de la réglementation de l'exercice de la kinésithérapie				
Proposition de loi de M. Diegenant	400-1			
<i>Voir aussi:</i> Professions				
L				
Laïcité				
Egalité de traitement de la libre pensée			231	
Lait et produits laitiers				
Quotas laitiers				
Formules pour l'application du régime des quotas laitiers				123
Amendes dues par les producteurs en dépassement				159
Revente par delà la frontière linguistique				159
Transfert				345
Mesures en faveur des jeunes agriculteurs				529, 641
Prime de non-commercialisation du lait				692
Suppression du comité du lait de Libramont				123
Excédents agricoles				
Tableau des stocks dans chaque pays membre de la C.E.				642
Contingentement de la production agricole. — Evolution des stocks				643
Langues				
Scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde et suppression du régime applicable en ce qui concerne l'emploi des langues en matière administrative dans les six communes périphériques de Bruxelles-Capitale				
Proposition de loi de M. Dillen	81-1			
Modification de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire (Mandataires publics)				
Proposition de loi de M. Dillen	86-1			
Loyauté dans la communication et courtoisie linguistique requises dans l'exercice de certains mandats politiques des pouvoirs subordonnés dans l'agglomération bruxelloise et les communes à statut linguistique spécial				
Proposition de loi de MM. Dierickx et Lannoye	102-1			
Modification des articles 3 et 8 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (Dilbeek. — Chef-lieu d'arrondissement)				
Proposition de loi de M. Valkeniers	173-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Langues (suite)				
Abrogation de l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (Suppression des facilités linguistiques dans les six communes de la périphérie bruxelloise)				
Proposition de loi de M. Valkeniers	174-1			
Conflit d'intérêts (Article 32, § 1 ^{er} , de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980)			849, 1271, 1470	
Retrait			1362-1363	
Modification de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (Cadres linguistiques)				
Proposition de loi de M. Valkeniers	175-1			
Modification de l'article 47 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (Services établis à l'étranger — Diplomatie — Cadres linguistiques)				
Projet de loi de M. Valkeniers	176-1			
Suppression des facilités linguistiques dans la commune de Biévène				
Proposition de loi déposée initialement par M. Valkeniers, et reprise par M. Luyten conformément à l'article 51 du règlement du Sénat	179-1			
Conflit d'intérêts (Article 32, § 1 ^{er} , de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980)			849, 1271, 1470	
Retrait. — Reprise par M. Luyten			1362-1363	
Emploi des langues dans les assemblées délibérantes des communes dotées d'un statut linguistique propre ou spécial				
Proposition de loi de MM. Desmedt et Désir	257-1			
Modification des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (Prime de bilinguisme)				
Proposition de loi de M. Cardoen	276-1			
Etablissements scientifiques. — Cadres linguistiques				342
Communes à statut linguistique spécial				
Voir: Communes. — Elections				
Voir aussi: Armée — Banque nationale de Belgique — Circulation routière — Classes moyennes — Communes — Conseil d'Etat — Gendarmerie — Impôts sur les revenus — Juridictions du travail — Justice — Ministres et Ministères — Office national de sécurité sociale — Postes — Régions et Communautés (Région bruxelloise) — Société nationale des chemins de fer belges — Télégraphes et Téléphones — Travail				
Logement				
Logement social				
Création des comités consultatifs d'habitants auprès des sociétés d'habitations sociales de la Région bruxelloise				
Proposition de loi de MM. Vaes et Henrion à Bruxelles. — Construction et vente	115-1			529, 692
Voir aussi: Impôts sur les revenus (Impôt des sociétés)				
Primes d'achat et de construction. — Taux d'intérêt				365
Nouvelle pauvreté. — Expulsion de locataires				434
Lois de redressement				
Voir: Industrie — Pensions (Secteur public)				
Lois et arrêtés				
Création d'une commission nationale chargée de la coordination et de la simplification de la législation				
Proposition de loi de M. Cerexhe	271-1			
Procédé des lois-cadres			209, 212, 228, 300-301	
Directives européennes. — Transposition dans le droit national				393, 591, 724
Sportifs rémunérés. — Publication de l'arrêté d'exécution				409, 583
Voir aussi: Animaux et protection des animaux — Baux à loyer — Chômage — Communautés européennes — Cour d'arbitrage — Experts-comptables — Mineurs d'âge — Sécurité sociale				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Loyers Voir: Baux à loyer				
M				
Magistrats Modification des articles 187, 189, 190, 191, 192, 193 et 194 du Code judiciaire relatifs aux conditions de nomination des magistrats Proposition de loi de M. Henrion Création d'un Centre national de la magistrature et nomination des magistrats Proposition de loi de M. Cerexhe Modification de l'article 215 du Code judiciaire (Nomination et promotion des conseillers aux cours du travail) Proposition de loi de Mme Herman-Michielsens Voir aussi: Constitution Egalité de traitement des hommes et des femmes en matière de recrutement et de promotion, liberté d'association et statut des magistrats du parquet Voir aussi: Cour de cassation — Justice	48-1 229-1 446-1			173
Malades mentaux Protection des débilés mentaux légers (Code civil) Proposition de loi de M. Henrion et de Mme Delruelle-Ghobert	261-1			
Maladies professionnelles Complément à l'A.R. du 28 mars 1969 dressant la liste des maladies professionnelles donnant lieu à réparation (Artistes du spectacle) Proposition de loi de M. Miner Insertion d'un article 30bis dans les lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970 (Définition de la notion de maladie professionnelle) Proposition de loi de M. Stroobant Voir aussi: Société nationale des chemins de fer vicinaux	275-1 372-1			
Manifestations Prévention de manifestations qui visent à déstabiliser le régime démocratique (V.M.O. et Front national) Question orale de Mme Truffaut Voir aussi: Droit pénal			1281-1282	
Marchés de l'Etat Modification de l'arrêté-loi du 3 février 1947 organisant l'agrégation des entrepreneurs (Travaux de restauration spécialisés) Proposition de loi de M. Verhaegen Obstacles en matière de procédures de passation sur les marchés étrangers Contentieux. — Réparation de la partie indubitablement due des dommages. — Intérêts de retard Notion de circonstances imprévues. — Notion « Préjudice important » Indemnités allouées à des entrepreneurs par suite de circonstances imprévues. — Observations de la Cour des comptes Voir aussi: Armée — Bourgmestres, échevins et conseillers communaux — Cités administratives — Economie	46-1			417, 424 667, 718, 773 721 907

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Mariage				
Insertion dans le Code civil d'un article 171bis instituant le mariage posthume Proposition de loi de M. Désir	26-1			
Complément à l'article 161 du Code civil par un second alinéa (Empêchement de mariage constitué par l'alliance) Proposition de loi de MM. Suykerbuyk et Verhaegen	149-1			
<i>Voir aussi:</i> Droit pénal				
Marine				
<i>Voir:</i> Accidents du travail — Affaires étrangères				
Marine marchande				
Politique de relance en faveur de la marine marchande Immatriculation de navires belges sous pavillon luxembourgeois <i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères — Code judiciaire			283	536
Médecine du travail				
<i>Voir:</i> Office médico-social de l'Etat — Travail				
Médecine vétérinaire				
<i>Voir:</i> Elevage — Institut d'expertise vétérinaire				
Médecins				
<i>Voir:</i> Art de guérir — Assurance maladie-invalidité — Avortement — Etablissements hospitaliers — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Sécurité sociale — Sociétés commerciales				
Médicaments				
<i>Voir:</i> Produits pharmaceutiques				
Mer				
<i>Voir:</i> Barrages				
Métro				
<i>Voir:</i> Transports publics				
Milice				
Modification de l'article 16 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962 (Exemption. — Prestations en qualité d'agent auxiliaire de la police communale) Proposition de loi de M. Désir	25-1			
Conditions de dispense du service militaire en temps de paix pour cause morale (Services faits par deux enfants du conjoint du père ou de la mère) Proposition de loi de M. Lafosse	223-1			
Permission aux jeunes sportifs de poursuivre leurs activités sportives durant le temps de service militaire Proposition de loi de M. Gevenois	404-1			
Modification des lois coordonnées sur la milice pour améliorer la situation des enfants adoptables Proposition de loi de M. de Clippele	434-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLFTIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Milice (suite)				
Valorisation du service militaire			328, 346	
Réforme de la législation sur les dispenses, les exemptions et les libérations			346	
Octroi à un joueur de football d'un sursis d'appel et nouvelle option politique en matière d'octroi des sursis				
Interpellation de M. Dierickx			867-873, 1014-1015	
Demande de sursis. — Retard dans la distribution des formulaires				69
Exemption. — Communication de la décision définitive				284
Conseil de révision. — Dates d'ouverture et de clôture des sessions ordinaires. — Notification de la décision définitive				439
Octroi de sursis d'appel à des footballeurs. — Cas du footballeur Frans Severeys				484
Miliciens en Allemagne fédérale. — Boissons servies à table. — Manque d'eau potable				560
Voir aussi: Allocations familiales — Armée — Chômage				
Mineurs				
Voir: Sécurité sociale				
Mineurs d'âge				
Abandon de mineurs. — Application de la loi				663, 717
Voir aussi: Code civil — Commerce — Enfance et jeunesse — Minimum vital — Peines — Rémunérations et salaires — Sécurité sociale				
Minimum vital				
Modification de l'article 10 de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence (Recours contre la décision du C.P.A.S.)				
Proposition de loi de M. Van Eetvelt	241-1			
Complément à la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence en vue d'étendre ce droit aux mineurs enceintes et isolées				
Proposition de loi de MM. Lenfant et Langendries	285-1			
Modification de l'article 12 de l'A.R. du 9 mai 1984 d'exécution de l'article 13, deuxième alinéa, 1 ^o , de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, ainsi que l'article 100bis, § 1 ^{er} , de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. (Recours contre les débiteurs d'aliments — Délai)				
Proposition de loi de M. Vandermarliere	290-1		219, 332, 353, 363	
Minimex. — Augmentation				758, 904
Données				
Voir aussi: Travail				
Ministres et Ministères				
Généralités				
Mesures d'économie quant au nombre des membres du Gouvernement et à leurs cabinets			267	
Proposition de loi de M. Valkeniers	183-1			
Dépenses de cabinet. — Voitures				615
Voir aussi: Exécutifs — Experts-comptables — Gouvernement — Ministres et Ministères (Éducation nationale - Secteur néerlandais - Secrétaire d'Etat) — Personnes âgées				
Affaires européennes et Agriculture (Secrétaire d'Etat)				
Nombre d'agents du département travaillant en service continu				123
Affaires sociales				
Installation de téléphones verts, par régime linguistique, au sein des services centraux du ministère				240

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Ministres et Ministères (suite)				
Affaires sociales et Réformes institutionnelles				
Nombre d'agents du département travaillant en service continu (Affaires sociales)				74, 115, 154
Classes moyennes				
Politique des migrants				118
Nombre d'agents du département travaillant en service continu				156
Classes moyennes et Victimes de la guerre (Secrétaire d'Etat)				
Installation de téléphones verts, par régime linguistique, au sein des services centraux du ministère				242
Relations avec le public. — Accessibilité du service public				640
Commerce extérieur (Secrétaire d'Etat)				
Nombre d'agents du département travaillant en service continu				75
Communications et Commerce extérieur				
Nombre d'agents du département travaillant en service continu (Communications)				65, 190
Nombre d'agents du département travaillant en service continu (Commerce extérieur)				68
Politique des migrants (Communications)				68
Location d'aubettes à journaux par le département et par des sociétés de transport en commun (Communications)				190
Installation de téléphones verts, par régime linguistique au sein des services centraux du ministère (Communications)				195
Coopération au développement				
Réduction des dépenses de cabinet			265-266	
Administration générale de la coopération au développement (A.G.C.D.) . — Restructuration			266, 394, 396, 398, 400	
Cadre linguistique et emploi des langues			323, 395, 397	529, 736
<i>Voir aussi:</i> Coopération au développement				
Coopération au Développement (Secrétaire d'Etat)				
Administration générale de la coopération au développement (A.G.C.D.)				74
Transport maritime des volontaires agréés dans le tiers monde				75
Nombre d'agents du département travaillant en service continu				
Défense nationale et Région bruxelloise				
Nombre d'agents du département travaillant en service continu (Défense nationale)				24
Politique des migrants (Défense nationale)				74
Nombre d'agents du département travaillant en service continu (Région bruxelloise)				155
Installation de téléphones verts, par régime linguistique, au sein des services centraux du ministère (Défense nationale)				209
Education nationale (Secteur néerlandais) (Secrétaire d'Etat)				
Enseignement de l'Etat. — Campagne d'information				347
Emploi de papier recyclé				397
Examens de recrutement. — Convocations				696
Education nationale (Secteur français)				
Divers propos tenus par le Ministre de l'Education nationale qui inquiètent tous ceux qui sont soucieux de la qualité de l'enseignement			673-675	
Interpellation de M. Hasquin				
Organisation de la rentrée scolaire de septembre. — Modification d'une circulaire				949
Emploi et Travail				
Service d'inspection pour les établissements incommodes. — Problème de collaboration				71
Nombre d'agents du département travaillant en service continu				151
Politique des migrants				199
Installation de téléphones verts, par régime linguistique, au sein des services centraux du ministère				498

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Ministres et Ministères (suite)				
Environnement et Emancipation sociale (Secrétaire d'Etat)				
Utilisation par le Conseil de l'émancipation d'un en-tête trompeur				125
Emploi de papier recyclé				444
Europe 1992 (Secrétaire d'Etat)				
Composition du Cabinet. — Tâches de l'attaché de presse et du conseiller en relations publiques				346
Publication. — Coût et diffusion				647
Finances				
Informatisation du département	366-2	20	939, 953, 958, 960	
Politique du personnel. — Effectifs. — Pénurie de personnel	366-2	20, 21	939-940, 943, 953, 958, 960 960	
Amélioration de la gestion du département				
Nombre d'agents du département travaillant en service continu				7
Administration des Douanes et Accises				
Cadres linguistiques. — Clé de répartition				43
Restructuration de la douane après l'unification européenne 1992				98
Missions nouvelles et futures				99
Politique du personnel				546, 548
Administration des Contributions directes				
Changement d'adresse des directions régionales. — Validité des réclamations introduites à l'ancienne adresse				48
Régime disciplinaire. — Chambre de recours. — Dossiers en délibéré				223
Fonctionnement. — Malaise				253
Cadre du personnel				315, 476
Enquêtes sur les ressources. — Retard dans le traitement des dossiers				377
Procédures en divorce. — Honoraires d'avocats. — Investigation de l'administration fiscale				407
Bureau de contrôle de Braine-le-Comte. — Transfert				547
Port du titre d'expert-comptable par certains agents				724
<i>Voir aussi</i> : Impôts sur les revenus				
Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines				
Déclarations de succession. — Investigations fiscales au Moniteur pour relever des omissions d'actions				55
Requalification du grade de receveur de la T.V.A. — Révision des allocations d'intérim et de suppléance				171, 279
Compétence des agents du département habilités à contrôler le relevé d'inventaire annuel des commerçants				56
Politique des migrants				93, 142
Projets d'automatisation. — Coût et planning				237
Installation de téléphones verts, par régime linguistique, au sein des services centraux du ministère				280
Régime disciplinaire. — Chambre de recours. — Dossiers en délibéré				281
Union des directeurs, inspecteurs et contrôleurs des Contributions directes. — Association des fonctionnaires du recouvrement. — Suggestions.				282
Nombre d'agents du département travaillant en service continu				376
Conseils de guerre. — Recouvrement d'amendes				627
Administrations fiscales. — Accès au Registre national				627
<i>Voir aussi</i> : Assurance maladie-invalidité — Experts-comptables				
Fonction publique et Politique scientifique (Secrétaire d'Etat)				
Nombre d'agents du département travaillant en service continu (Fonction publique)				29
Nombre d'agents du département travaillant en service continu (Politique scientifique)				29
Intérieur, Fonction Publique et Décentralisation				
Nombre d'agents du département travaillant en service continu				19
Intérieur, Modernisation des Services publics et Institutions scientifiques et culturelles nationales				
Installation de téléphones verts, par régime linguistique, au sein des services centraux du ministère				241
Officiers militaires attachés au département dans le cadre de la mobilité				493

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Ministres et Ministères (suite)				
Pensions (Secrétaire d'Etat)				
Nombre d'agents du département travaillant en service continu				27
Postes, Télégraphes et Téléphones				
Installation de téléphones verts, par régime linguistique, au sein des services centraux du ministère				239
Postes, Télégraphes et Téléphones (Secrétaire d'Etat)				
Nombre d'agents du département travaillant en service continu				211
Premier ministre				
Nombre d'agents du département travaillant en service continu				3
Politique des migrants				45
Installation de téléphones verts, par régime linguistique, au sein des services centraux du ministère				173
Région bruxelloise (Secrétaire d'Etat) (Bascour)				
Nombre d'agents du département travaillant en service continu				29
Région bruxelloise (Secrétaire d'Etat) (Thys)				
Nombre d'agents du département travaillant en service continu				29
Politique des migrants				293
Région bruxelloise (Secrétaire d'Etat) (Valkeniers)				
Présence, au sein du Gouvernement, d'un Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise qui n'habite pas dans une des 19 communes			216, 222, 293, 365	
Relations extérieures				
Nombre d'agents du département travaillant en service continu				5
Politique des migrants				93
Installation de téléphones verts, par régime linguistique, au sein des services centraux du ministère				229
<i>Voir aussi:</i> Langues				
Santé publique et Politique des Handicapés (Secrétaire d'Etat)				
Nombre d'agents du département travaillant en service continu				162
Installation de téléphones verts, par régime linguistique, au sein des services centraux du Ministère				266
Centres médicaux du département. — Fonctionnement à Gand				267
Service des allocations aux handicapés. — Informatisation				530, 649
Travaux publics				
Nombre d'agents du département travaillant en service continu				63
Arrêté de l'Exécutif flamand relatif à la conservation de la nature sur les accotements. — Application correcte par le département				308, 388
Entreprises de travaux agréés. — Publication de la liste				492
<i>Voir aussi:</i> Travaux publics				
Vice-Premier Ministre, Affaires économiques, Plan et Education nationale (Secteur néerlandais)				
Installation de téléphones verts, par régime linguistique, au sein des services centraux du ministère				225
Personnel. — Jours de maladie et de carence. — Répartition par rôle linguistique				366
Emploi de papier recyclé				367, 615
Vice-Premier Ministre, Budget et Politique scientifique				
Installation de téléphones verts, par régime linguistique, au sein des services centraux du ministère				279
<i>Voir aussi:</i> Gouvernement				
Vice-Premier Ministre, Budget, Politique scientifique et Plan				
Nombre d'agents du département travaillant en service continu				137
Vice-Premier Ministre, Communications et Réformes institutionnelles)				
Administration des transports. — Immatriculation de véhicules. — Problèmes d'organisation				421

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Ministres et Ministères (suite)				
Vice-Premier Ministre et Affaires économiques				
Politique des migrants				46
Nombre d'agents du département travaillant en service continu				46
Vice-Premier Ministre, Justice et Réformes institutionnelles				
Nombre d'agents du département travaillant en service continu (Justice)				176
Vice-Premier Ministre, Région bruxelloise et Réformes institutionnelles				
Communiqué de presse politique. — Publicité				469
Monnaie				
Suppression de la vente de pièces de monnaies-écus en or	366-2	11, 21	940, 941, 949, 950, 956, 958 315 378	
Politique monétaire				97
Renforcement du système monétaire européen				97
Fabrication des billets de banque pour l'étranger				232
Fabrication de pièces de monnaie pour l'étranger				
Maniement des pièces de monnaie et des billets				
<i>Voir aussi</i> : Commerce — Institutions de crédit				
Monuments et sites				
Complément à la loi du 12 août 1911 pour la conservation de la beauté des paysages (Habilitation d'organismes d'intérêt public et d'a.s.b.l. à ester en justice)				
Proposition de loi de M. Dierickx	95-1			
Complément à la loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites (Habilitation d'organismes d'intérêt public et d'a.s.b.l. à ester en justice)				
Proposition de loi de M. Dierickx	96-1			
Complément à la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature (Habilitation d'organismes d'intérêt public et d'a.s.b.l. à ester en justice)				
Proposition de loi de M. Dierickx	97-1			
Château de Gaasbeek. — Travaux de restauration				310, 488
<i>Voir aussi</i> : Marchés de l'Etat				
Motions et motions d'ordre				
MM. De Cooman, Lallemand, Wyninckx, Wintgens et Vandekerckhove (La majorité spéciale prévue à l'article 59bis, § 4, de la Constitution n'est pas nécessaire pour l'adoption du projet concernant les communes à statut linguistique spécial)			1082-1087	
Musées				
Institutions scientifiques et culturelles nationales. — Cadres				414, 684
<i>Voir aussi</i> : Armée — Arts — Langues				
Musique				
<i>Voir</i> : Bruit — Droits d'auteur — Taxe sur la valeur ajoutée				
Mutualités				
<i>Voir</i> : Assurance maladie-invalidité — Epargne				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BU. LETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
N				
Nationalité				
Nationalité belge. — Acquisition par option. — Communes bruxelloises				474
Naturalisations				
Feuilletons	222-1			
Rapport	222-2			
Prise en considération			126-127, 146-167	
Scrutins			129-130, 131-132	
Feuilletons	231-1			
Rapport	231-2			
Prise en considération			126-127, 167-188	
Scrutins			129-130, 131-132	
Feuilletons	342-1			
Rapport	342-2			
Prise en considération			856, 879-904	
Scrutins			859	
Protestation de M. Wyninckx contre le fait que les feuilletons de naturalisation ne mentionnent pas la profession des demandeurs			856	
Navigation				
Navigation intérieure				
Modification de l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiles ou de missions civiles				
Proposition de loi de M. Pataer	29-1			
Complément à la loi du 1 ^{er} avril 1936 sur les contrats d'engagement pour le service des bâtiments de navigation intérieure (Délai de prescription pour les actions intentées par les bateliers)				
Proposition de loi de M. Deneir	35-1			
Politique de relance			283	
<i>Voir aussi</i> : Code judiciaire				
Navigation maritime et intérieure. — Limitations de responsabilité				541, 618
<i>Voir aussi</i> : Enseignement (Enseignement supérieur)				
Nomades				
<i>Voir</i> : Armée				
Noms et prénoms				
Autorisation du port du nom d'un des conjoints après divorce				
Proposition de loi de M. Désir	28-1			
Nom de famille de l'enfant (Port par l'enfant du nom de famille de sa mère)				
Proposition de loi de Mme Lieten-Croes	165-1			
Notariat				
Nouvelles études. — Nord du Limbourg				374
O				
Objecteurs de conscience				
Modification des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980 (Renonciation au statut)				
Proposition de loi de M. Cooreman	274-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Objecteurs de conscience (suite)				
Modification des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980 Projet de loi*	370-1		328, 346	
Service civil				196
Contingement des entrées en service dans la protection civile				291
Allocation alimentaire				
<i>Voir aussi:</i> Allocations familiales				
Œuvres d'art				
<i>Voir:</i> Arts				
Office belge du commerce extérieur				
Fonctionnement			271	
Rôle de l'Office			271, 389	
Communautarisation de l'Office			323	
Personnel de l'Office			380	
Informatisation de l'Office			380, 390	
<i>Voir aussi:</i> Commerce extérieur				
Office de contrôle des assurances				
Rapport sur les activités et sur la situation des entreprises d'assurances pendant l'année 1987			1315	
Office de la naissance et de l'Enfance				
<i>Voir:</i> Office médico-social de l'Etat				
Office médico-social de l'Etat				
Tutelle sanitaire sur les travailleurs médico-sociaux de l'Office de la naissance et de l'Enfance Question orale de Mme Delruelle-Ghobert			625-626	
Office national de l'emploi				
Amélioration du fonctionnement de l'Office			224	
Réorientation des jeunes chômeurs			284-285	
Sections de formation professionnelle			285	
<i>Voir aussi:</i> Cotisation de solidarité — Travail				
Office national de sécurité sociale				
Choix linguistique des employeurs et des travailleurs. — Arrondissement de Hal-Vilvorde				205
Cotisations O.N.S.S. après faillite. — Recouvrement				315, 381
Office national des pensions pour travailleurs salariés				
Réorganisation de l'Office. — Lettres aux futurs pensionnés. — Fusion avec l'I.N.A.S.T.I.				344
Office national du Ducroire				
Rapport sur l'activité de l'Office pour l'exercice 1987			604	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Ombudsman				
Instauration d'un système d'« ombudsman »			214, 249	
Ordre des médecins				
<i>Voir</i> : Art de guérir				
Ordre des travaux				
Proposition de M. De Wulf de modifier l'ordre du jour (Examen du projet sur les crédits provisoires)			718-718	
<i>Voir aussi</i> : Commissions du Sénat — Impôts				
Organisation des Nations Unies				
Troisième session spéciale de l'Assemblée générale de l'O.N.U. sur le désarmement			376-377	
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord				
Nos engagements envers l'Otan			327, 328	
Organisation internationale du travail				
Obligations juridiques imposées par les traités ratifiés				409, 584
Ratification de traités				409, 584
Officiers de carrière. — Statut. — Procédure de réclamation				410, 435, 585
Fermeture de multinationales. — Procédure de réclamation				410, 585
Organismes d'intérêt public				
<i>Voir</i> : Associations sans but lucratif — Droit public — Economie — Monuments et sites				
Ouverture de la session extraordinaire 1988			4	
P				
Pacte culturel				
<i>Voir</i> : Commission nationale permanente du Pacte culturel				
Palais des Beaux-Arts				
Modification de la loi du 12 août 1981 portant création d'une personne juridique de droit public dénommée « Palais des Beaux-Arts » (Possibilité de s'associer à des partenaires privés)				
Projet de loi	439-1			
Papier				
<i>Voir</i> : Ministres et Ministères				
Parkings				
Aires de stationnement. — Investissements publics				362, 563
Emplacements de stationnement réservés. — Véhicules conduits par des handicapés				866

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Parlement européen				
Modification de la loi du 27 février 1984 relative à l'élection du Parlement européen (Répartition des sièges entre Flamands et francophones)				
Proposition de loi de MM. De Belder et Luyten	225-1			
Convocation d'un Parlement européen constituant				
Proposition de résolution de M. Spitaels	236-1			
Election du Parlement européen (Siège pour la Communauté germanophone)				
Proposition de loi de M. Evers	443-1			
Résolutions et recommandations			39-40, 117, 190, 481, 849, 1277-1278	
<i>Voir aussi</i> : Energie nucléaire				
Partis politiques				
<i>Voir</i> : Gendarmerie — Gouvernement				
Passages d'eau				
Bacs de Sint-Amands et Bornem. — Maintien				527, 781
Patrimoine				
Certaines mesures fiscales destinées à protéger le patrimoine culturel (Modification au C.I.R., au Code des droits de succession et au Code des droits d'enregistrement)				
Proposition de loi de M. Verhaegen	39-1			
Pêche				
Politique en matière de pêche maritime			192, 283	
Limite d'âge pour le Fonds des mousses et obligation scolaire à temps partiel				211, 409, 582
Extension des eaux territoriales anglaises. — Droits historiques des pêcheurs belges				822, 841
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères				
Peines				
Instauration du travail au profit de la communauté comme peine de substitution				
Proposition de loi de M. Désir	105-1			
Abolition de la peine de mort				
Proposition de loi de M. Erdman	251-1			
Problème de l'exécution des peines infligées à des délinquants mineurs			231	
<i>Voir aussi</i> : Etat civil				
Pensions				
Généralités				
Admission de certaines périodes pour le calcul de la durée de l'occupation habituelle et principale qui est prouvée et donne droit à une pension de retraite ou de survie (Détenus politiques d'après-guerre)				
Proposition de loi de M. Peeters	120-1			
Abaissement de l'âge de la pension des mères occupant un emploi et ayant une carrière professionnelle				
Proposition de loi de M. Valkeniers	190-1			
Politique			229, 230, 234	
Problématique des enrôlés de force dans la <i>Wehrmacht</i>			305, 344	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	B'ILLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Pensions (suite)				
Généralités (suite)				
Prépension				
pour les frontaliers belges travaillant au grand-duché de Luxembourg				120
Travailleurs frontaliers belges aux Pays-Bas. — Recours au régime néerlandais de retraite anticipée (<i>V.U.T.-regeling</i>). — Droits à la pension et aux allocations familiales				482
Droit à un travail complémentaire. — Différences de statut				640, 857
<i>Voir aussi</i> : Coopération au développement. — Frontaliers				
Avances. — Prescription				688
Harmonisation et calcul des pensions. — Règlements de la C.E.E.				883
<i>Voir aussi</i> : Démographie — Epargne — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles) — Incivisme — Pensions (Secteur public) — Sécurité sociale				
Indépendants				
Modification de l'article 52 <i>bis</i> de l'A.R. n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants et de l'A.R. du 23 juillet 1981 portant exécution de l'article 52 <i>bis</i> , § 2, de l'A.R. n° 72 précité				
Proposition de loi de M. Verhaegen	44-1			
Modification de l'A.R. du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, en vue de la valorisation de familles nombreuses				
Proposition de loi de M. Lenfant	55-1			
Octroi aux travailleurs indépendants d'une pension de retraite et de survie au moins égale au montant annuel du revenu garanti aux personnes âgées				
Proposition de loi de M. Bock et de Mme Delruelle-Ghobert	127-1		230	
Octroi aux travailleurs indépendants d'une pension de retraite et de survie dont le montant est au moins égal à celui du revenu garanti aux personnes âgées			326	
Proposition de loi de M. Content	139-1		338	
Politique				
Octroi d'une pension de retraite et de survie au moins égale au revenu garanti aux personnes âgées				119
Relèvement des pensions				
Preuve de l'activité professionnelle pour les années antérieures à 1957				
Cumuls de pensions ou avec un revenu provenant d'activités professionnelles. — Incidence financière				392, 495
Pensions de réparation				
Modification de et complément à la législation relative aux pensions et rentes des victimes civiles des guerres 1914-1918 et 1940-1945 et de leurs ayants droit				
Projet de loi 1986-1987				
Document paru antérieurement	368-1			
Rapport de M. de Wasseige	368-2			
Discussion et vote				967-973, 1011-1012
Secteur public				
Modification du tableau annexé à l'article 8 de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques (Personnel de la Régie des Postes — Mise en disponibilité pour convenance personnelle)				
Proposition de loi de M. Peeters	121-1			
Pensions du secteur public				
Proposition de loi de MM. Collignon et Wyninckx	244-1			
Modification de la loi du 8 décembre 1976 réglant la pension de certains mandataires et celle de leurs ayants droit (Cas où la période au cours de laquelle le mandat a été exercé, est inférieur à 60 mois)				
Proposition de loi de M. Lafosse	324-1			
Texte adopté par la Commission	324-2			
Rapport oral de M. Donnay, discussion et vote				1302-1304, 1324-1325
Complément à l'article 116, § 2, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier (Instituteurs qui à la date du 31 décembre 1960, accomplissaient leur service militaire ou étaient occupés dans l'enseignement moyen ou technique subventionné. — Pensions de retraite anticipée)				
Proposition de loi de Mme Tyberghien-Vandenbussche	410-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Pensions (suite)				
Secteur public (suite)				
Politique			230	
Pensions des missionnaires flamands			397, 400	
Personnel de l'enseignement				
Congé pour prestations réduites. — Calcul de la pension. — Application de l'A.R. n° 442 du 14 août 1986				119
Services à prestations incomplètes. — Modalités de calcul				347
Droits à la retraite. — Congés pour prestations réduites. — Situation administrative d'agents enseignants				689
Pension du personnel enseignant. — Enseignement officiel subventionné				690
Personnel enseignant. — Cumul avec certaines indemnités (mandat politique). — Limites				842, 856, 910
Mise en disponibilité d'un agent. — Assimilation du traitement de disponibilité à un revenu de remplacement et suspension de la pension de survie				122
Incidence de l'augmentation de certaines pensions sur l'octroi d'allocations familiales majorées				210, 384
Cumuls de pension avec un revenu provenant d'activités professionnelles. — Incidence financière				392, 495
Paiement anticipé des pensions des agents de l'Etat				495
Militaires. — Retenues sur pensions. — Cotisation de solidarité				690
Secrétaires communaux en disponibilité. — Mise à la retraite				738
Voir aussi: Enseignement (Personnel) — Fonction publique — Justice — Pensions (Pensions de réparation)				
Travailleurs et assurés libres				
Cumul d'une pension de retraite et d'une pension d'invalidité étrangère				121
Calcul de la pension d'une travailleuse contractuelle subventionnée				157
Cumuls de pensions avec un revenu provenant d'activités professionnelles. — Incidence financière				392, 495
Bigamie. — Bénéficiaires des avantages sociaux et des pensions de survie				441, 467, 630
Voir aussi: Travail				
Permis de conduire				
Voir: Inspection automobile et permis de conduire				
Perquisition				
Voir: Détention préventive — Procédure pénale militaire				
Personnel de l'Etat				
Congé exceptionnel pour cause de force majeure. — Pouvoir d'appréciation de l'autorité				755, 831
Congé de maladie. — Disponibilité. — Comptabilité				756, 832
Voir aussi: Fonction publique — Langues				
Personnel infirmier				
Soins néo-natals par des infirmières				113
Voir aussi: Centres publics d'aide sociale				
Personnes âgées				
Maisons de repos et de soins (M.R.S.). — Répartition du nombre de lits				308, 432
Maisons de repos. — Prix journaliers				417
Maisons de repos. — Mesures en vue de promouvoir l'emploi				481

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Personnes âgées (suite)				
Maisons de repos bicommunautaires à Bruxelles-Capitale				482, 522
Statut				
Nouvelles normes				
Emploi des langues. — Qualification de la direction et du personnel				519
Recyclage et formation du personnel				520
Comptabilité				520
Agréation. — Avis de la Commission des maisons de repos				520
Fixation du nombre de personnes nécessaires pour dispenser les soins				521
Compétences ministérielles				521
Tutelle				522
Gestion. — Commission des maisons de repos				522
Demande de clarification				808
Procédure d'agrément				808
Maisons de repos francophones. — Région bilingue de Bruxelles-Capitale. — Attitude de l'administration qui gère le bicommunautaire				807
Voir aussi: Baux à loyer — Centres publics d'aide sociale — Revenu garanti — Services d'incendie — Transports publics				
Petites et moyennes entreprises				
Voir: Classes moyennes				
Plateau continental				
Redistribution et délimitation				425
Police				
Modification de l'article 172 de la loi communale (Statut et conditions de recrutement des membres du corps de la police communale)				
Proposition de loi de M. Simonet	37-1			
Création d'une commission parlementaire permanente de contrôle des services de police, de la gendarmerie et de la section «sûreté de l'Etat» de l'Administration de la sûreté publique du Ministère de la Justice				
Proposition de loi de M. De Beul	101-1			
Contrôle parlementaire de la police			231, 346	
Création d'une commission parlementaire mixte qui évaluera le fonctionnement des services de police et de sécurité et élaborera une réforme de l'Inspection des services de police			231	
Certains problèmes d'application des A.R. d'exécution de la loi du 11 février 1986 sur la police communale, de même que l'opportunité de prendre en considération les résultats publiés par l'audit réalisé par la s.a. <i>Team Consult</i>				
Interpellation de M. Vandenhoute			664-672	
Structure, compétence et coordination des services de police				109, 467, 859
Indemnité et congé de compensation pour prestations dominicales et nocturnes				111, 910
Police communale. — Effectifs (Anvers, Charleroi, Gand et Liège)				262
Droit de réquisition				304, 339
Alerte de police. — Coordination				305, 373, 867
Dépassement temporaire du cadre en raison de circonstances particulières				439
Motivation des agents de l'Etat. — Amélioration des conditions de travail. — Mesures concrètes				493, 550, 942
Recherches universitaires				881
Corps ruraux et urbains. — Données relatives aux gardes champêtres				494
Police communale. — Missions de police judiciaire. — Compétences.				
— Inspecteurs principaux de première classe				524
Police communale. — Inspecteurs principaux de première classe. — Conditions de nomination				575
Police communale. — Recrutement et nomination. — Mobilité. — Dispenses pour agents nommés définitivement				686
Uniformes de la police. — Compétences du collège et du conseil communal				686

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Police (suite)				
Procès-verbaux dressés par la police communale				752
Ecole de police. — Durée des études. — Passage vers un autre corps de police communale				784
Ecoutes téléphoniques				938
<i>Voir aussi</i> : Elections — Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Milice				
Police judiciaire				
<i>Voir</i> : Police				
Politique foncière				
<i>Voir</i> : Droits d'enregistrement				
Politique scientifique				
Aide publique à la recherche scientifique			192, 334, 349	
<i>Voir aussi</i> : Enseignement (Enseignement supérieur)				
Politique			279-280, 311	
Recherche appliquée			279-280	
Recherche et développement			320	
L'hydrogène comme énergie de remplacement. — Recherche				345, 361
Institut de recherches chimiques (I.R.C.). — Communication des résultats des recherches				793
Recherche scientifique sur l'Antarctique. — Programme belge				795
<i>Voir aussi</i> : Télégraphes et Téléphones				
Politique sociale				
Lutte contre la pauvreté. — Nouvelle pauvreté			192, 201, 219, 247, 285, 363	
Tâche des C.P.A.S.			219, 285, 353-354	
Politique			234, 284, 285	
<i>Voir aussi</i> : Gouvernement — Sécurité sociale				
Pollution de l'air				
Limitation de l'utilisation d'aérosols nocifs				32
Pollution atmosphérique par les fibres d'amiante dans les tunnels bruxellois à la suite de la circulation en file				124, 209
Zone industrielle Buda (Hal-Vilvorde)				445
Nuisance par la fumée et les odeurs. — Cliniques universitaires Saint-Luc				445
<i>Voir aussi</i> : Protection civile				
Pollution des eaux				
Eaux souterraines			243	
Contamination de la nappe phréatique au Centre d'étude de l'énergie nucléaire				
Question orale de M. Gryp			455-456	
Sauvegarde de la qualité des eaux. — Memorandum « Meuse '88 »				5
Pollution de la mer du Nord par les hydrocarbures. — Mesures préventives et sanctions				212
Assainissement de la Dendre. — Déversements d'exploitations agricoles				767, 917
Qualité de l'eau de mer. — Résultats et conclusions des contrôles				767, 951
Gestion des eaux. — Déversements clandestins à Gand et dans la zone du canal				888
Épuration d'eau. — Capacité de la station d'épuration de Zandhoven				946
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Eau				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Ponts				
Adjudication. — Pont sur l'Escaut à Destelbergen-Heusden				287
Pont de Slype à Middelkerke. — Coût et achèvement				760, 878
Voir aussi: Eclairage — Travaux publics				
Population				
Fonctionnaires européens. — Registres de population. — Enregistrement				422
Ports				
Régionalisation des travaux publics. — Travaux portuaires			260, 261, 291-292	
Investissements portuaires. — Politique et financement. — Analyse coûts-bénéfices			271, 283	61
Processus décisionnel du Gouvernement				420
Port de Calais. — Publicité à la R.T.B.F.				
Voir aussi: Voies navigables				
Anvers				
Voir: Travaux publics				
Gand				
Négociations avec les Pays-Bas. — Construction d'une nouvelle écluse à Terneuzen			271-272	309, 731
Aménagement d'appontements au Moervaartkaai				310, 487
Travaux aux murs de soutènement du « kolenterminal » et du « Oude arm van Langerbrugge »				
Zeebrugge				
Renseignements relatifs à la construction d'un terminal pour conteneurs				10
Postes				
Fonctionnement de la Régie			700, 701	
Modernisation, restructuration et réorganisation de la Régie. — « Europe 1992 »			700-701, 702, 703, 705, 706	756, 900
Plan dit « Poste 90 » (<i>Team Consult</i>)			701, 703, 705, 706	
Voir aussi: Postes (Personnel)				
Augmentation de l'autonomie de gestion de la Régie			701	
Situation financière de la Régie			701, 702	
Centres de tri. — Anvers X, Charleroi X, Hasselt X			701, 703, 706, 707	
Restructuration de Bruxelles X. — Problèmes en matière de distribution postale			705, 707	
Transformation de la Régie en une société anonyme. — « Filialisation »			703, 706	
Application à la zone économique bruxelloise du plan dit « Poste 90 » (<i>Team Consult</i>)				
Interpellation de M. Désir			704-705, 706, 707	
Taxipost à Bruxelles			705, 707	
Etablissement d'un bureau de distribution à Tongres au lieu de Saint-Trond			706	
Protection du monopole de la poste				
Question orale de M. Cardoen			1279-1280	239
Avenir du bureau de poste de Mignault				239
Distribution à Beersel d'un dépliant bilingue sur le Sida				259
Secret des lettres. — Violation				332
Loi sur le service des postes. — Secret des lettres et secret professionnel				361, 426
Congés. — Suppression de bureaux des postes au Luxembourg				378
Tarifs postaux. — Périodiques				432
Heures de levée des boîtes aux lettres. — Manque de régularité				
Annuaire commercial et professionnel <i>Pages d'Or</i> . — Emploi des langues				552

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Postes (suite)				
Bâtiment des postes à Bocholt. — Nouveau bâtiment. — Traitement du dossier				552
Transformation de la perception A de La Hestre 1				872
Concurrence d'entreprises privées de messagerie et perspective européenne				928
Personnel				
Politique de personnel			701, 703-704	
Problèmes sociaux. — Congés et heures supplémentaires. — Lutte contre les absences au travail (Abus de certificats de maladie)			701-702, 703, 704, 706	
Travail à temps partiel			703, 706	
Recrutement de personnel. — Chômeurs mis au travail			701-702, 707	
Emploi au Limbourg. — Suppression du centre de tri de Hasselt X et de la direction régionale de Hasselt			706, 707	
Plan dit « Poste 90 ». — Personnel de cadre. — Formation				331
Congés et vacances				
Recrutement d'étudiants				332
Congé exceptionnel pour cas de force majeure				379
Problème des heures supplémentaires. — Imposabilité				775
Communes à facilités. — Mutation d'agents bilingues au service général				333
Agents employés et domiciliés dans la Région bruxelloise				431
Distributeurs. — Poids de sacs				431
Désignation de chômeurs indemnisés. — Renforts saisonniers				680
Mutations demandées par des agents définitifs				727
Handicapés. — Emploi à la Régie				756, 833
Effectif du bureau postal Overijse 1				777
<i>Voir aussi:</i> Enseignement (Personnel) — Pensions (Secteur public)				
Pouvoirs spéciaux				
Recours aux pouvoirs spéciaux			228, 249	
Presse				
Octroi de la garantie aux collaborateurs professionnels de la presse cités à comparaître du droit de taire leurs sources (Code d'instruction criminelle)				
Proposition de loi de M. Dierickx	94-1			
Transfert aux Communautés du soutien de la presse			294	
Paiement des aides à la presse écrite pour l'année 1988				
Question orale de M. de Wasseige			1026	
<i>Voir aussi:</i> Droit pénal — Publicité				
Prisonniers de guerre				
Mesures en matière de respect des droits des prisonniers de guerre			267	
<i>Voir aussi:</i> Affaires étrangères				
Prisons				
<i>Voir:</i> Etablissements pénitentiaires				
Prix				
<i>Voir:</i> Economie — Gaz				
Problèmes éthiques				
Création d'un Comité consultatif national d'éthique				
Proposition de loi de Mme Hanquet	148-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Problèmes éthiques (suite)				
Incitation du Gouvernement à examiner le problème de la pratique de l'euthanasie en Belgique, à informer la population sur la situation réelle, à en étudier les causes, à proposer des mesures concrètes pour y remédier, et ce en vue du respect absolu de la vie humaine Proposition de résolution de M. Lenfant	291-1		365, 367	
Ethique bio-médicale Constitution d'un conseil scientifique pour l'éthique bio-médicale <i>Voir aussi</i> : Art de guérir — Cinéma			365	
Procédure civile				
<i>Voir</i> : Assurance maladie-invalidité — Code judiciaire — Commerce — Monuments et sites				
Procédure pénale				
Délivrance gratuite d'une copie de toutes pièces du procès en matière pénale Proposition de loi de M. Erdman	61-1			
Instruction judiciaire, interrogatoire, assignation à résidence et détention préventive (Droits de l'inculpé — Instauration du mandat d'assignation à résidence — Détention préventive: applicabilité; hébergement dans des maisons d'arrêt — Mise au secret — Responsabilité civile de l'Etat) Proposition de loi de M. Blanpain	421-1			
<i>Voir aussi</i> : Code judiciaire — Constitution — Détention préventive — Justice — Presse				
Procédure pénale militaire				
Complément à l'article 24 de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive et à l'article 44 de la loi du 15 juin 1899 comprenant le Code de procédure pénale militaire (Délivrance d'une copie du mandat de perquisition) Proposition de loi de Mme Truffaut	303-1			
Produits alimentaires				
Huiles et graisses de friture. — Enquête de l'Association des consommateurs et normes qualitatives				160
Protection de la santé des consommateurs. — Proposition de transaction pour des infractions d'étiquetage <i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères				394
Produits pharmaceutiques				
Anorexigène. — Mentions sur l'emballage <i>Voir aussi</i> : Assurance maladie-invalidité — Brevets — Impôts sur les revenus (Charges et dépenses déductibles)				161
Professions				
Réglementation des activités des agents immobiliers Proposition de loi de M. De Seranno	23-1			
Création d'un Institut des juristes d'entreprise Proposition de loi de Mme Delruelle-Ghobert	316-1			
Statut de l'éducateur spécialisé Proposition de loi de M. Pataer	408-1			
Exercice de la kinésithérapie Proposition de loi de MM. Gevenois et Taminiaux	449-1			
Exercice de la logopédie Proposition de loi de MM. Gevenois et Taminiaux	450-1			
Conseil fiscal. — Organisation légale de la profession <i>Voir aussi</i> : Architectes — Kinésithérapie				678

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Projets et propositions de loi				
Liste des projets de loi dont le Sénat est saisi	3			
Dérogation à l'article 1 ^{er} de la loi du 3 mars 1977 relative aux effets de la dissolution des Chambres législatives à l'égard des projets et propositions de loi antérieurement déposés. — Projet relatif à divers budgets Projet de loi* Discussion et vote			618-619, 661	
Dérogations à l'article 1 ^{er} de la loi du 3 mars 1977 relative aux effets de la dissolution des Chambres législatives à l'égard des projets et propositions de loi antérieurement déposés Projet de loi* Discussion et vote			619-622, 661	
Reprise des propositions (art. 51 du règlement du Sénat)			1362-1363	
Promotion sociale				
Enseignement de promotion sociale Fixation d'une norme de rationalisation réduite par établissement de l'enseignement de promotion sociale, dont la langue d'enseignement est l'allemand Proposition de loi de MM. Duquesne et Evers	409-1		414	532, 840
Enseignement à part entière. — Initiative Intégration de l'enseignement de la seconde chance				
Propositions budgétaires				
Voir: Informatique				
Protection civile				
Infrastructure médicale				106
Examen médical des membres du personnel				107
Assistance médicale				107
Protection civile de Liedekerke. — Nuisances dues à des tests				242
Voir aussi: Impôts sur les revenus (Revenus professionnels) — Objecteurs de conscience				
Protection de la jeunesse				
Voir: Enfance et jeunesse				
Protection de la nature				
Voir: Affaires étrangères — Environnement — Ministres et Ministères (Travaux publics) — Monuments et sites				
Protection de la vie privée				
Sélection et recrutement de personnel. — Droits du solliciteur				820
Voir aussi: Droit pénal — Télégraphes et Téléphones — Travail				
Protection des animaux				
Voir: Animaux et protection des animaux				
Protection du consommateur				
Voir: Code judiciaire — Commerce — Emprunts — Justice — Produits alimentaires				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Protection du travail				
Voir: Electricité — Fonction publique — Travail				
Provinces				
Réorganisation du territoire belge en provinces et en un territoire de Bruxelles-Capitale (Brabant wallon et Brabant flamand) Proposition de loi de M. Valkeniers	71-1			
Voir aussi: Communes — Elections — Gardes champêtres				
Publications				
Brochures <i>Belgique: Service national et La politique commerciale étrangère.</i> — Frais d'impression				258, 278
Voir aussi: Ministres et Ministères (Europe 1992 - Secrétaire d'Etat) — Société nationale des chemins de fer belges				
Publicité				
Offres d'emplois dans les journaux. — Messages publicitaires déguisés				469
Voir aussi: Banques — Droits d'auteur — Ministres et Ministères (Vice-Premier Ministre, Région bruxelloise et Réformes institutionnelles) — Ports — Tabac				
Q				
Questions orales				
M. Gryp (Contamination de la nappe phréatique au Centre d'étude de l'énergie nucléaire)			455-456	
M. Grosjean (Travaux à exécuter d'urgence à Ensival sur l'autoroute Verviers-Prüm)			456-457	
M. Vandenhautte (Nuisances acoustiques dues à l'augmentation du trafic de nuit à l'aéroport de Bruxelles-National)			622-623	
M. Vandenhautte (Dispense de paiement de la redevance radio-télévision accordée aux personnes auxquelles une invalidité ou incapacité de travail d'au moins 80 p.c. a été reconnue)			623	
M. Vandenhautte (Paiement de la redevance radio et télévision en cas de détention d'appareils dans des résidences secondaires)			623-624	
M. Deneir (Fait que la partie deux du rapport de la Commission royale chargée de la codification, de l'harmonisation et de la simplification de la sécurité sociale n'a pas été déposée)			624	
M. Hasquin (Situation du Centre anti-poison)			624-625	
M. Lannoye (Projets du Gouvernement en matière de traitement de déchets toxiques en particulier des composés organo-chlores)			625	
Mme Delruelle-Ghobert (Tutelle sanitaire sur les travailleurs médico-sociaux de l'Office de la naissance et de l'Enfance)			625-626	
M. Désir (Assujettissement à la sécurité sociale des travailleurs occupés dans un emploi à courte durée)			733	
M. Desmedt (Date de début des travaux à la voirie de la Rue de Stalle à Uccle)			733-734	
M. Deneir (Conséquences de l'application de la loi du 27 février 1987 sur les allocations aux handicapés)			734	
M. Pataer (Possibilité de sanctions contre l'Afrique du Sud en cas d'exécution des « six de Sharpeville »)			990-991	
M. Content (Nécessité et modifications éventuelles des dates en ce qui regarde les ventes en solde)			996-997	
Mme Delruelle-Ghobert (Modalités de paiement des allocations familiales)			1025-1026	
M. de Wasseige (Paiement des aides à la presse écrite pour l'année 1988)			1026	
M. Wyninckx (Position du Gouvernement à l'égard des nouvelles propositions de l'Union soviétique en matière de désarmement conventionnel en Europe)			1026-1027	

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Questions orales (suite)				
M. Suykerbuyk (Ratification de la Convention Benelux en matière de coopération transfrontalière entre les autorités de droit public)			1027	
M. Lenfant (Tragique méprise survenue à Ath le 16 juillet dernier (Personne blessée par balle par une patrouille de gendarmes))			1027-1028	
M. Falise (Disparition d'un médecin belge au Moyen-Orient (M. J. Cools))			1278-1279	
M. Cardoen (Protection du monopole de la poste)			1279-1280	
M. Janzegers (Retrait du mandat de délégué permanent du syndicat du personnel de la gendarmerie au président de celui-ci)			1280	
M. De Belder (Point de vue du Gouvernement à propos des négociations menées par l'Afrique du Sud, l'Angola, le Cuba et les États-Unis d'Amérique)			1280-1281	
Mme Truffaut (Prévention de manifestations qui visent à déstabiliser le régime démocratique (V.M.O. et Front national))			1281-1282	
M. Hasquin (Négociations entre l'A.G.C.D. et certaines a.s.b.l. apolitiques qui s'occupent de projets de formation dans le cadre de la coopération au développement)			1383-1384	
M. Suykerbuyk (Rôle de la gendarmerie dans la lutte contre la drogue)			1384-1385	
M. Hatry (Controverse relative au chiffre d'économies à effectuer pour passer d'un solde net à financer de 8,7 p.c. en 1988 à 7 p.c. en 1989)			1385	
M. Taminiaux (Suppression prévue par l'accord de gouvernement, de l'expérience des cadres spéciaux temporaires)			1385-1386	
M. Taminiaux (Amélioration du sort des chômeurs âgés)			1386	
M. Luyten (Excuses au Président Waldheim et massacres de Katyn)			1387	
Questions préjudicielles				
<i>Voir</i> : Communes				
R				
Radiations ionisantes				
<i>Voir</i> : Energie nucléaire — Environnement — Institut d'hygiène et d'épidémiologie				
Radio et télévision				
<i>Voir</i> : Droits d'auteur — Ports				
Recherche scientifique				
<i>Voir</i> : Politique scientifique				
Redevances radio et télévision				
Dispense de paiement de la redevance radio-télévision accordée aux personnes auxquelles une invalidité ou incapacité de travail d'au moins 80 p.c. a été reconnue				
Question orale de M. Vandenhoute			623	
Paiement de la redevance radio et télévision en cas de détention d'appareils dans des résidences secondaires				
Question orale de M. Vandenhoute			623-624	
Redevances pour la radio de véhicule. — Surtaxe				
<i>Voir aussi</i> : Handicapés				429
Réformes institutionnelles				
<i>Voir</i> : Affaires étrangères — Caisse générale d'épargne et de retraite — Constitution — Consultation populaire — Crédit communal de Belgique — Droit public — Régions et Communautés — Sénat				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Réfugiés				
Candidats-réfugiés politiques. — Plan de répartition entre les communes de Flandre orientale				645
Reconnaissance. — Recours. — Installation de la Commission permanente de recours				753, 938
<i>Voir aussi</i> : Centres publics d'aide sociale				
Régie des Bâtiments				
Place royale. — Immeuble du Ministère de la Région bruxelloise. — Travaux de transformation				251, 336
Cadre du personnel et règlement				465, 571
Domaine Prince Charles à Raversijde-Ostende. — Travaux de restauration				491
Régie des Postes				
<i>Voir</i> : Postes				
Régie des Télégraphes et Téléphones				
<i>Voir</i> : Télégraphes et Téléphones				
Régie des Transports maritimes				
Politique			283	
Construction d'un super-ferry-boat pour la Régie				13
Trafic de marchandises et de passagers sur la ligne Ostende-Douvres exploitée par la Régie				13
Accord conclu par la Régie avec la compagnie <i>P & O</i> . — Répartition des bénéfices. — Applications en période de grève				324
Régie des Voies aériennes				
Participation de la Régie à la S.A. <i>Brussels Airport Terminal Company</i> . — Création et fonctionnement				104
Contrôle du trafic aérien. — Eurocontrol. — Problème des délais d'attente				751, 936
Régimes matrimoniaux				
<i>Voir</i> : Droit civil				
Région côtière				
<i>Voir</i> : Pollution des eaux — Télégraphes et Téléphones				
Régions et Communautés				
Modification de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (Lois d'expansion économique — Secteurs économiques nationaux — Attribution des droits de succession aux Régions — Clé de répartition des dotations aux Régions et Communautés)				
Proposition de loi de M. Valkeniers	199-1			
Rapport de MM. Cerexhe et Erdman	199-2			
Discussion			1304-1312, 1315-1324, 1325-1341, 1345-1362, 1366-1378, 1396-1397, 1398-1415, 1418-1429	
Par suite de l'adoption du projet de loi n° 405-1 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, la proposition de loi est sans objet				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Régions et Communautés (suite)				
Modification de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (Compétence des Régions pour la tutelle administrative ordinaire en ce qui concerne la province de Brabant, les communes de la frontière linguistique et les communes à facilités) Proposition de loi de M. Valkeniers Rapport de MM. Cerexhe et Erdman Discussion	200-1 200-2		1304-1312, 1315-1324, 1325-1341, 1345-1362, 1366-1378, 1396-1397, 1398-1415, 1418-1429	
Par suite de l'adoption du projet de loi n° 405-1 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, la proposition de loi est sans objet Ristournes et dotations aux Régions et Communautés Nouvelle phase de la réforme de l'Etat. — Révision de la Constitution et des lois des 8 et 9 août 1980 de réformes institutionnelles Elargissement des compétences des Communautés et des Régions	366-2	21	940 192, 204, 234-236, 238, 247, 248, 250, 254-255, 260, 280, 300, 301, 316, 317, 322-323, 364, 366, 379, 383	
Voir aussi: Affaires étrangères — Commerce extérieur — Coopération au développement — Droit public — Enseignement (Généralités) — Fonction publique — Industrie — Presse — Travaux publics Adaptation du système de financement des Communautés et des Régions. — Clé de répartition			193, 209, 250-251, 255, 261-264, 265, 285-286, 310, 313-314, 316, 321, 364	
Voir aussi: Finances provinciales et communales Election directe des Conseils des Communautés et des Régions Voir aussi: Droit public Région bruxelloise Nouvelle phase de la réforme de l'Etat. — Révision de la Constitution et des lois des 8 et 9 août 1980 de réformes institutionnelles Statut de la Région de Bruxelles-Capitale. — Conseil et Exécutif régionaux. — Financement. — Mandataires néerlandophones des communes et des C.P.A.S.			193, 250, 251 193, 204-205, 216, 222, 223, 238, 239, 247, 248, 251, 255, 281, 286, 287, 289, 292-293, 300, 301, 313, 314, 316, 317, 364, 365, 368	
Comités de coopération entre la Région et le pouvoir national et entre la Région et la Région flamande Garanties quant à la simultanéité du vote sur le statut de la Région et de celui sur les dispositions concernant les communes à facilités Voir aussi: Affaires culturelles — Droit public — Régions et Communautés Parité des emplois de l'administration régionale bruxelloise Cadre du personnel de la Région et des organismes sur lesquels elle exerce la tutelle Voir aussi: Economie — Environnement — Finances provinciales et communales — Logement — Nationalité — Postes (Personnel) — Régie des Bâtiments Non-fusion de la Communauté française et de la Région wallonne. — Exécutifs Nationalisme flamand			288 289 288	
Fédéralisme Mouvement flamand Communauté germanophone			204, 261 236-242, 250, 354, 355, 356, 369, 1286-1287 236-242, 250, 355, 356, 357 250, 354, 355, 356 305, 344	794, 807, 809

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Régions et Communautés (suite)				
Mise en œuvre de la procédure de conflit d'intérêts (Article 32, § 1 ^{er} , de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980), le Conseil de la Communauté française estimant que 5 propositions de loi de M. Valkeniers sont de nature à léser gravement les intérêts de la Communauté française			849, 1271, 1470	
Comités d'acquisition. — Transfert de biens meubles et immeubles de l'Etat aux Communautés et aux Régions				257, 436
Financement des Régions Voir: Constitution				
Suppression du « double mandat » Voir: Chambres législatives				
Voir aussi: Affaires étrangères — Agriculture — Aide médicale urgente — Art de guérir — Assurance maladie-invalidité — Bourgmestres, échevins et conseillers communaux — Caisse générale d'épargne et de retraite — Communautés européennes — Constitution — Coopération au développement — Crédit communal de Belgique — Décès — Droit public — Droits d'enregistrement — Economie — Education physique et sports — Enseignement (Généralités) — Environnement — Expropriations — Fonction publique — Hygiène et santé — Informatique — Office belge du commerce extérieur — Parlement européen — Presse — Sécurité sociale — Transports publics — Travaux publics — Voies navigables				
Registre national				
Voir: Informatique — Ministres et Ministères (Finances)				
Règlement du Sénat				
Modification de l'article 33 du Règlement (Interpellations) Proposition de M. Egelmeers	128-1			
Modification de l'article 54 du Règlement (Création d'une commission du Budget pour l'examen du budget général de l'Etat) Proposition de M. Egelmeers	129-1			
Modification de l'article 56 du Règlement (Examen des conventions internationales en commission) Proposition de M. Egelmeers	130-1			
Modification du Règlement en ce qui concerne les présentations de candidats à des places vacantes de conseiller à la Cour de cassation (Article 65bis) Proposition de M. Blanpain	282-1			
Insertion, dans le Règlement, d'un article 61 relatif aux poursuites contre des sénateurs (Désignation d'une commission permanente) Proposition de M. Henrion	383-1			
Complément à l'article 22 du Règlement concernant la prise de parole (Interdiction de la lecture de discours écrits) Proposition de M. Henrion	452-1			
Application de l'article 51 du Règlement (Reprise de propositions de loi)			1362-1363	
Application de l'article 52sexies du Règlement (Procédure de conflit d'intérêts. — Article 32, § 1 ^{er} , de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980) Voir: Régions et Communautés Voir aussi: Cooptation de sénateurs				
Rémunérations et salaires				
Modification de l'article 10 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs (Intérêt sur une rémunération exigible) Proposition de loi de M. Deneir	36-1			
Rémunération des mineurs d'âge Voir aussi: Centres publics d'aide sociale — Chômage — Cultes — Economie — Enseignement (Personnel) — Etablissements hospitaliers — Fonction publique — Justice — Navigation				410, 587

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Représentants de commerce				
<i>Voir:</i> Contrats de louage de travail				
Répression				
<i>Voir:</i> Incivisme				
Résolutions				
Propositions de résolution				
M. de Wasseige (Création d'une commission d'information, chargée d'examiner et d'apprécier les dispositions relatives à la sécurité dans le domaine nucléaire ainsi que les mesures d'information et de protection des populations et les dispositifs d'évacuation en cas d'augmentation de la radio-activité sur le territoire du Royaume) Discussion et vote Composition de la commission d'information	113-1		72-74 74	
M. Valkeniers (Assimilation, au niveau fiscal, des couples mariés qui travaillent et des couples non mariés, mais cohabitants, qui travaillent)	191-1			
M. Valkeniers (Demande que la réalisation de la liaison ferroviaire rapide Paris-Bruxelles-Amsterdam/Cologne (T.G.V.) fasse l'objet d'une analyse coût-profit et d'une étude d'impact sur l'environnement)	207-1			
M. Spitaels (Convocation d'un Parlement européen constituant)	236-1			
M. Stroobant (Organisation d'une conférence nationale sur l'emploi)	245-1			
M. Janzegers (Octroi du statut de zone de développement au Hageland)	272-1			
M. Lenfant (Incitation du Gouvernement à examiner le problème de la pratique de l'euthanasie en Belgique, à informer la population sur la situation réelle, à en étudier les causes, à proposer des mesures concrètes pour y remédier, et ce en vue du respect absolu de la vie humaine)	291-1			
M. Lenfant (Priorité à accorder à la ligne de chemin de fer 58, ancienne ligne 94 modernisée, pour le tracé du T.G.V. en Hainaut occidental)	292-1			
M. Peeters (Cours d'épidémiologie et de prévention dans les universités)	298-1			
M. Poullet (Aboutissement de la réforme fiscale (Vote du projet en séance publique avant les vacances parlementaires))	338-1			
M. Stroobant (Demande au Conseil national du Travail d'émettre un avis concernant la signification, la portée et les différentes composantes de la flexibilité et de la dérégulation dans les relations de travail)	373-1			
Mme Aelvoet et M. Vaes (Interdiction de l'importation de charbon sud-africain)	438-1			
Responsabilité civile				
<i>Voir:</i> Enfance et jeunesse — Justice — Procédure pénale				
Revenu garanti				
Revenu garanti aux personnes âgées Paiement à domicile Mode de paiement <i>Voir aussi:</i> Handicapés — Pensions (Indépendants)			353	268 547, 560, 580

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BU., LETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Réviseurs d'entreprises				
Modification de l'article 64 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, se rapportant aux commissaires-réviseurs Proposition de loi de M. de Clippele Réviseurs d'entreprises et experts-comptables. — Répartition des compétences <i>Voir aussi</i> : Sociétés commerciales	428-1			617
Roi et Famille royale				
<i>Voir</i> : Gouvernement				
Routes				
Transfert de certains membres du personnel du Fonds des routes aux services des Exécutifs régionaux et au Ministère de la Région bruxelloise Proposition de loi de M. De Bondt	393-1			287
Pistes cyclables. — R.N. 217 Brasschaat-Essen				288
Eclairage public. — Ceinture ouest (R25). — Tronçon Nieuwland et N223 à Aarschot				370
R.N. 55. — Réparation du revêtement de la rue P. Houtart à Houdeng-Goegnies				573
Entretien des accotements. — Destination du foin pollué par le plomb				683
R.N. 14 Sint-Martens-Latem — Deurle. — Travaux d'aménagement				684
R.N. Tongres-Maaseik. — Travaux d'amélioration				762, 836
R.N. 78 à Dilsen-Stokkem. — Signalisation tricolore				781
N78 (ancienne R.N. 17). — Modification de l'infrastructure. — Sécurité routière				782
Autoroute E19 à hauteur du Palais des sports à Merksem-Anvers. — Dommage au viaduc				838
E17. — Arrêt de travaux				948
Travaux publics. — Réalisation de l'autoroute des Ardennes				
Fonds des routes <i>Voir</i> : Emprunts <i>Voir aussi</i> : Bruit — Expropriations — Travaux publics				
Ruanda				
<i>Voir</i> : Distinctions honorifiques				
S				
Sabena				
Coopération avec des compagnies aériennes étrangères			283	
Secrétaires d'Etat				
<i>Voir</i> : Ministres et Ministères				
Sécurité routière				
<i>Voir</i> : Circulation routière — Télégraphes et Téléphones				
Sécurité sociale				
Modification de certaines dispositions légales concernant la sécurité sociale, en vue de la valorisation des familles nombreuses (Congé d'interruption de carrière — Admission dans un T.C.T., dans un C.S.T. ou comme premier travailleur — Pension de retraite) Proposition de loi de M. Lenfant	54-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Sécurité sociale (suite)				
Statut des artistes en matière de sécurité sociale (Artistes de spectacle — Indépendants) Proposition de loi de M. Blanpain	64-1			
Création d'une commission d'enquête du Sénat sur le détournement de milliards de francs dans le cadre de la sécurité sociale Proposition de M. Valkeniers	66-1			
Abrogation de l'article 106 de la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976 (Cotisation au régime de la sécurité sociale des médecins hospitaliers) Proposition de loi de M. Dierickx et de Mme Harnie	93-1			
Adaptation de la réglementation applicable aux artistes de spectacles en matière de sécurité sociale Proposition de loi de M. Verhaegen	124-1			
Modification de l'article 299bis du C.I.R. et des articles 30bis et 30ter de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (Entrepreneurs non enregistrés — Responsabilité de l'entrepreneur pour les dettes fiscales ou sociales du sous-traitant) Proposition de loi de M. Cerexhe	230-1			
Modification de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs ainsi que de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (Capacité du mineur d'âge) Proposition de loi de M. Moens	414-1			
Sauvegarde de la sécurité sociale et de la sécurité d'existence			192, 209, 213, 219, 254, 304-305, 336, 353, 361-362, 363 224, 336-337 250-251, 252	
Réforme				
Non-fédéralisation de la sécurité sociale <i>Voir aussi:</i> Hygiène et santé			256, 270, 331, 352	
Réduction des charges sociales patronales Suppression des cotisations pour les travailleurs faiblement qualifiés			256-257	
Assainissement financier. — Mesures d'économie <i>Voir aussi:</i> Assurance maladie-invalidité			278, 332, 946, 949, 952	
Aspects communautaires			314, 315	
Financement			336	
Fait que la partie deux du rapport de la Commission royale chargée de la codification, de l'harmonisation et de la simplification de la sécurité sociale n'a pas été déposée				
Question orale de M. Deneir			624	
Assujettissement à la sécurité sociale des travailleurs occupés dans un emploi à courte durée Question orale de M. Désir			733	
Emploi accessoire. — Déclaration des prestations de moins de deux heures				20, 22
Pompiers volontaires. — Abolition du régime dit « des deux heures ». — Assujettissement de l'indemnité à la cotisation de sécurité sociale				70, 116
Suppression des subventions aux mines de charbon destinées à couvrir les cotisations de sécurité sociale				112, 184
Radiation de l'enregistrement d'un entrepreneur. — Cession, par endossement, d'une facture à un tiers de bonne foi. — Responsabilité pour les dettes fiscales et sociales				138
Formation des médecins généralistes. — Stage et agrégation. — Statut social				206
Travail occasionnel. — Règle des deux heures. — Suppression. — Cotisations de sécurité sociale				362, 413, 629
Réaménagement des cotisations de sécurité sociale. — Retenues. — Fonds d'équipements et de services collectifs				386
Bigamie. — Bénéficiaires des avantages sociaux et des pensions de survie				441, 467, 630
Chômeurs indemnisés. — Occupation partielle au grand-duché de Luxembourg <i>Voir aussi:</i> Assurance maladie-invalidité				667, 728
<i>Voir aussi:</i> Accidents du travail — Assurance maladie-invalidité — Constitution — Démographie — Hygiène et santé — Magistrats — Minimum vital — Statut social des travailleurs indépendants — Travail				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Sénat				
Validation des pouvoirs et prestations de serment			5-15	
Vérification des pouvoirs des sénateurs suppléants auxquels le Sénat avait accordé un délai pour justifier leur éligibilité			22	
Réforme du Sénat (Réformes institutionnelles)			33, 213-214, 232, 233, 234, 255-256, 298, 303, 307	
Nomination du Président du Sénat <i>Voir</i> : Bureau du Sénat				
<i>Voir aussi</i> : Bureau du Sénat — Chambres législatives — Cooptation de sénateurs — Droit public — Elections — Immunité parlementaire				
Sépultures				
<i>Voir</i> : Cimetières				
Service national des fouilles				
Institutions scientifiques et culturelles nationales. — Cadres <i>Voir aussi</i> : Langues				414, 684
Services d'incendie				
Protection contre l'incendie dans les maisons de repos. — Demandes d'agrément. — Procédure <i>Voir aussi</i> : Sécurité sociale				197
Société nationale des chemins de fer belges				
Interdiction de la construction d'une ligne de chemin de fer à grande vitesse selon un tracé entièrement ou partiellement nouveau (T.G.V.)				
Proposition de loi de M. Dillen	87-1			
Demande que la réalisation de la liaison ferroviaire rapide Paris- Bruxelles-Amsterdam/Cologne (T.G.V.) fasse l'objet d'une analy- se coût-profit et d'une étude d'impact sur l'environnement				
Proposition de résolution de M. Valkeniers	207-1			
Priorité à accorder à la ligne de chemin de fer 58, ancienne ligne 94 modernisée, pour le tracé du T.G.V. en Hainaut occidental				
Proposition de résolution de M. Lenfant	292-1			
Projet T.G.V.			192, 232, 252, 282- 283, 299, 344-345, 363- 364, 686-687-688-689, 692	
Traversée du Brabant wallon				372
Financement				472
Trajet en Belgique				472
Aménagement éventuel d'une ligne au nord d'Anvers				473
Planification et concertation belgo-néerlandaise				748
Assainissement budgétaire			282, 687, 945	
Investissements			686, 687	
Politique ferroviaire. — Développements ferroviaires			686-687-688	
Aéroport de Bruxelles-National. — Nœud ferroviaire			687	
Restructuration			688	
Horaires des trains à Welkenraedt			688	
Electrification de la ligne Welkenraedt-Montzen			688	
Contrats conclus par S.N.C.B.-Colis. — Insuffisance des recettes par rapport aux coûts				12
Passage de plain-pied pour voyageurs à la gare de Wervik				14
Sursaturation de la ligne Bruxelles-Namur-Luxembourg				103
Centres routiers. — Trafic des colis. — Productivité				145
Revalorisation de la ligne de chemin de fer Gand-La Panne				194, 751, 815
Accident ferroviaire dans la gare de triage de Merelbeke, le 22 avril 1988. — Matières radioactives				227, 443

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Société nationale des chemins de fer belges (suite)				
Plan de réorganisation. — Situation en matière d'emploi au dépôt de Grammont				228
Emploi des langues. — Communication dans les trains IC (Bruxelles-Gand-Ostende)				228
Restructuration des ateliers. — Conséquences pour la région d'Ostende				323
Travaux d'aménagement. — Gares sur la ligne Namur-Dinant				369
Ligne Boom-Anvers. — Réouverture de points d'arrêts. — Arrêt de Schelle				370
Délivrance d'abonnements. — Ligne 123 (tableau 79)				371
Dépliants publicitaires. — Emploi des langues				537
Voie ferrée Bruxelles-Ostende. — Travaux à proximité de la gare de Landegem				747, 760, 876
Ligne 89 Zottegem-Bruxelles. — Passage à niveau à Terhagen. — Accidents de la circulation				750, 865
Equipement de nettoyage des gares et des rames				751, 814
Abonnements S.N.C.B. — Adaptation au format des cartes d'identité				773
Revue <i>Le Rail</i> . — Renseignements divers				816
Investissements prévus pour 1989 et 1990				927
<i>Voir aussi</i> : Transports publics				
Personnel				
Violation du droit à la liberté syndicale				64
Païement de la prime syndicale partielle aux travailleurs renonçant à l'affiliation				64
Frais d'abonnement. — Intervention de l'Etat dans les frais de transport du personnel				104
Suppression des postes d'annotateurs « Bâtiments et ouvrages d'art »				663
Dossier médical. — Consultation				673
Dépassement de prestations journalières. — Chauffeurs et livreurs de la gare de Bruxelles TT				708, 772
Société nationale des chemins de fer vicinaux				
Assainissement budgétaire			282	
Frais d'abonnement. — Intervention de l'Etat dans les frais de transport du personnel				104
Usage de biens communaux en tant que gare d'autobus				191
Nouveaux horaires sur la ligne d'autobus Ostende-Bredene-Klemskerke				193
Maladies professionnelles. — Indemnités				414, 463, 556, 934
« Midibus ». — Défauts				749, 864
<i>Voir aussi</i> : Transports publics				
Société nationale du logement				
Rapport pour l'exercice 1987			1132	
Sociétés commerciales				
Introduction de la possibilité d'émission d'actions sans droit de vote, modification des limites maximales imposées au vote en assemblée générale, réduction des cas d'intervention d'un réviseur d'entreprises dans le cadre de certaines opérations et permission des pactes sociaux, par la modification des lois sur les sociétés commerciales coordonnées du 30 novembre 1935				
Proposition de loi de MM. Hatry et Cooreman	18-1			
Déclaration et publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse (Offres publiques d'acquisition)				
Proposition de loi de M. de Seny	47-1			
Modification de l'article 142 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales (Cession de parts de sociétés coopératives représentant des apports ne consistant pas en numéraire)				
Proposition de loi de M. de Clippele	435-1			
Loi relative à la société d'une personne à responsabilité limitée. — Incidences fiscales. — Médecins				283
Sociétés d'une personne à responsabilité limitée. — Nombre. — Montant de l'impôt dû				697
Offres publiques d'acquisition				
<i>Voir aussi</i> : Finances				
<i>Voir aussi</i> : Finances — Impôts sur les revenus — Réviseurs d'entreprises — Taxe sur la valeur ajoutée				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Sondages d'opinion				
Complément à l'article 2 et abrogation de l'article 5 de la loi du 18 juillet 1985 relative à la publication des sondages d'opinion (Interdiction de publication des sondages électoraux) Proposition de loi de M. Pataer	220-1			
Sports				
<i>Voir:</i> Education physique et sports				
Statistiques				
<i>Voir:</i> Enseignement (Enseignement secondaire) — Nationalité				
Statut social des travailleurs indépendants				
Calcul plus rapide du montant des cotisations sociales des indépendants Proposition de loi de M. Petitjean	12-1			
Modification des articles 12 et 13 de l'A.R. n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants (Cotisations. — Suppression et relèvement de plafonds) Proposition de loi de M. J.P. Leclercq	140-1			
Modification des articles 7, 9 et 10 de l'A.R. du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants (Limitation à un mois de la période d'incapacité primaire non indemnisable — Majoration des indemnités) Proposition de loi de M. J.P. Leclercq	141-1			
Amélioration du statut Epouses aidantes Femmes enceintes. — Allocation de maternité <i>Voir aussi:</i> Allocations familiales — Pensions (Indépendants)			270, 326, 338 270-271, 338-339 271, 338-339	
Stupéfiants				
<i>Voir:</i> Gendarmerie				
Successions				
<i>Voir:</i> Droits de succession				
Sûreté de l'Etat				
Fichier des ordinateurs. — Accès Ecoutes téléphoniques <i>Voir aussi:</i> Commissions du Sénat — Manifestations				464, 722 938
Sylviculture				
Organisation de certaines mesures fiscales en faveur de la production forestière à long terme (Droits de succession et droits d'enregistrement) Proposition de loi de M. Verhaegen	40-1			
Syndicats				
Personnification civile des syndicats ou autres associations groupant des patrons, des employés ou des ouvriers en vue de la défense de leurs intérêts professionnels Proposition de loi de M. Boël	32-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Syndicats (suite)				
Octroi de la personnalité civile aux organisations syndicales Proposition de loi de M. Dillen	78-1		225	
Contrôle de l'utilisation par les syndicats des fonds publics Protection légale des délégués syndicaux <i>Voir aussi:</i> Economie — Enquêtes — Fonction publique — Gendarmerie — Magistrats — Société nationale des chemins de fer belges (Personnel)			290-291, 305, 341	
T				
Tabac				
Publicité occulte pour le tabac <i>Voir aussi:</i> Aéronautique — Impôts				466, 897
Taxe de circulation				
Réduction, en faveur des familles nombreuses, de la taxe de circulation sur les voitures automobiles Proposition de loi de MM. Capoen et A. Geens	67-1			
Modification de l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (Exemption pour handicapés des membres inférieurs) Proposition de loi de M. Minet	358-1			
Taxe sur la valeur ajoutée				
Modification de l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la T.V.A. et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux (Réduction du taux de la T.V.A. dans le secteur de la construction — Prolongation) Proposition de loi de M. Valkeniers	205-1			
Modification de l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la T.V.A. et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux (Disques, bandes magnétiques, disques compacts, bandes vidéo) Proposition de loi de M. Valkeniers	206-1			
Modification de l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la T.V.A. et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux (Voitures automobiles — Taux réduit de 6 p.c. pour handicapés des membres inférieurs) Proposition de loi de M. Minet	359-1			
Modification du Code de la T.V.A. en faveur du secteur de l'automobile (Déductibilité de la T.V.A.) Proposition de loi de M. de Clippele	424-1			
Suppression du paiement obligatoire d'un acompte pour une certaine catégorie d'assujettis à la T.V.A. (Assujettis dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 100 millions de francs) Proposition de loi de M. de Clippele	425-1			
Harmonisation européenne (Réforme fiscale) T.V.A. et taxe d'immatriculation sur les véhicules neufs. — Arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes			279, 949-950, 959	46, 47
Assujettissement des prestations des experts judiciaires				47
Abus en matière d'amendes				49
Moment où la taxe est due. — Professions libérales. — Experts-comptables membres de l'Institut				50
sur avantages de toute nature recueillis par un administrateur d'une société non-assujettie à la taxe en raison d'une autre activité				56
Avantages en nature concernant des autos. — Double imposition				58
Taxation des sociétés agricoles				60
Taux appliqué aux pneus de véhicules à destination agricole				93
Taux appliqué aux produits phytopharmaceutiques en agriculture				94, 124
Amendes T.V.A. — Nature				143

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Taxe sur la valeur ajoutée (suite)				
Europe 1992. — Harmonisation des tarifs T.V.A.				144
Taux applicables au secteur Horeca				755, 829
Problème de la concurrence entre les Etats membres. — Etudes				
Restitution de la taxe d'égalisation et de la T.V.A. — Incidence sur				
la détermination du bénéfice d'exploitation pour l'impôt sur les				188
revenus				
Liquidateurs au concordat et curateurs. — Créance de l'Etat en				
matière de contributions directes et de T.V.A.				232
Importation de logiciels. — Droits d'entrée et T.V.A.				253
Maisons de convalescence				329
Taux appliqué dans l'industrie du disque				627
Date de départ de l'assujettissement				678
Campings. — Travaux d'infrastructure. — Plus-value en cas de				
cessation				711, 827
A.s.b.l. — Organisation professionnelle. — Assujettissement				831
Voir aussi: Impôts				
Télécommunications				
Mise en œuvre de technologies de pointe			700-701, 702	
Voir aussi: Télégraphes et Téléphones				
Réforme de la législation			704	
Télégraphes et Téléphones				
Instauration de la gratuité des lignes téléphoniques destinées à assurer				
la sécurité de la population				
Proposition de loi de M. Borremans	365-1		212-213, 701, 704	
Autonomie de gestion et responsabilisation de la Régie			700, 701	
Fonctionnement de la Régie				
Modernisation de la Régie. — Technologies de pointe. — « Europe				
1992 »			700-701, 702, 703	
Recherche scientifique			704, 706	
Contrat avec une firme privée			704	
Situation financière de la Régie			701, 702	
Investissements à la Régie			702	
Politique de personnel à la Régie			702	
Raccordements téléphoniques. — Période d'attente			702	430
Transformation de la Régie en une société anonyme			704	
Travaux prévus pour 1988				
dans l'arrondissement d'Ostende-Furnes-Dixmude				237
dans l'arrondissement de Verviers				413
Bureaux télégraphiques. — Fermetures dans le Luxembourg				258
Travaux à Bruxelles. — Signalisation et sécurité des chantiers				330
Centres d'exploitation dans la province de Luxembourg				379
Tarif social pour les handicapés. — Nombre plus élevé de handicapés-				
bénéficiaires dans certaines zones				379
Installations téléphoniques. — Redevances d'entretien. — Augmenta-				
tion				426
Service mobilophone. — Utilisateurs mécontents				428
Ecoutes de conversations téléphoniques				480
Voir aussi: Gendarmerie — Police — Sûreté de l'Etat				
Monopole. — Continuité du service public				628
Annuaire commercial et professionnel. — Annonce relative aux				
experts-comptables				726
Mention des abonnés de Comines dans l'annuaire de Flandre occiden-				
tale. — Emploi des langues				776
Cabines téléphoniques publiques de la région côtière. — Utilisation.				
— Extension				834
Nouveaux raccordements téléphoniques. — Commune de Woluwe-				
Saint-Lambert				942
Voir aussi: Télécommunications				
Testaments				
Voir: Droits de succession				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Textile				
Voir: Industrie				
Timbres-poste				
Nouveaux timbres. — Incorporation d'une vignette sans valeur d'affranchissement				76
Tourisme				
Autorité compétente en matière de conditions d'établissement des agences de voyage				105
Voir aussi: Assurance maladie-invalidité — Enseignement (Généralités)				
Transports				
Perception, en matière de transports routiers sociaux, d'une amende immédiate auprès des transporteurs routiers				192
Transport de marchandises dangereuses (transports A.D.R.). — Tunnels à Anvers				226
Transport routier. — Cautionnement pour le matériel roulant				611
Infrastructure des transports et communications. — Projets prioritaires de la C.E.E.				708, 713, 875
Transport international routier. — Délivrance de licences européennes. — Nombre par province				751, 815
Voir aussi: Animaux et protection des animaux — Coopération au développement — Energie nucléaire				
Transports publics				
Octroi d'une réduction de 50 p.c. sur les transports publics pour les familles nombreuses				
Proposition de loi de M. Lenfant	51-1			
Octroi aux familles nombreuses établies en Belgique, aux pensionnés et aux chômeurs d'une réduction effective de 50 p.c. sur les tarifs des transports publics				
Proposition de loi de M. Valkeniers	204-1			
Amélioration des transports publics			192	
Politique			282-283, 688	
S.T.I.B.				
Régionalisation			289-290, 687	
Prolongation de la ligne 39. — Suppression de la ligne 30				372
Régionalisation du transport urbain et vicinal			687	
Restructuration des transports publics			688	
Autonomie et responsabilisation des entreprises publiques dans le secteur des transports			692	
Libéralisation du transport routier pour 1992			692	
Régionalisation des communications			692	
Intervention de l'Etat dans le fonctionnement et les investissements des sociétés de transport en commun				14
Location d'aubettes à journaux par le département et par des sociétés de transport en commun				190
Sociétés de transports en commun urbains. — Métro, prémétro et T.A.U. — Engagements budgétaires de l'Etat				407, 470
Métro de Charleroi				
Réalisation des différentes antennes				707, 935
Construction de la boucle Est				707
Transports publics à Gand. — Interdiction de croiser des routes nationales				735
Voir aussi: Handicapés				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Travail				
Abrogation et interdiction des taxes ou droits sur le personnel occupé Proposition de loi de M. Dillen	79-1			
Modification de l'article 15 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie (Critères à suivre en cas de licenciement ou d'embauchage — Fixation des dates des vacances annuelles — Priorité au soutien de famille) Proposition de loi de M. Dillen	80-1			
Complément à l'A.R. du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Pension de retraite des chômeurs mis au travail) Proposition de loi de MM. Blanpain et Peeters	117-1			
Modification du Règlement général pour la protection du travail (RGPT — Entreprises familiales, domestiques et gens de maison — Jeunes sous contrat d'apprentissage — Service médical interentreprises) Proposition de loi de M. Verhaegen	123-1			
Protection, du licenciement, les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail Proposition de loi de M. Stroobant	125-1			
Modification de la loi du 19 juillet 1976 instituant un congé pour l'exercice d'un mandat politique (Remplacement par un autre travailleur) Proposition de loi de MM. Egelmeers et Knuts	131-1			
Modification de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, modifiée par l'A.R. n° 424 du 1 ^{er} août 1986, en ce qui concerne l'interruption de la carrière professionnelle Proposition de loi de M. Pataer	136-1			
Abrogation de l'article 65 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, relatif à l'élection des comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail (Protection des anciens délégués du personnel) Proposition de loi de M. Pataer	137-1			
Statut du travail par équipes successives Proposition de loi de M. Egelmeers	151-1			
Modification de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires (Signature d'une C.C.T. par tous les membres de l'organe paritaire) Proposition de loi de M. Vannieuwenhuyze	153-1			
Ouverture de l'accès des bénéficiaires du minimum de moyens d'existence à tous les programmes d'emploi des pouvoirs publics Proposition de loi de M. Vannieuwenhuyze	156-1			
Octroi aux travailleurs salariés d'un congé extraordinaire en vue de veiller sur leur enfant malade Proposition de loi de M. Valkeniers	188-1			
Modification de l'A.R. n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux (Application de la législation sur l'emploi des langues) Proposition de loi de M. Valkeniers	195-1			
Instauration et uniformisation du congé parental Proposition de loi de M. Valkeniers	203-1			
Octroi aux travailleurs salariés d'un congé en vue de veiller sur leur enfant malade Proposition de loi de M. Lenfant	226-1			
Modification, en matière de droit du travail et de sécurité sociale, des modalités de déclaration de l'incapacité de travail (Formalité impérative du certificat médical) Proposition de loi de M. Lenfant	235-1			
Organisation d'une conférence nationale sur l'emploi Proposition de résolution de M. Stroobant	245-1			
Modification de l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail (Prolongation du congé de maternité en cas de naissance d'un troisième enfant ou plus) Proposition de loi de MM. Lenfant et Langendries	286-1			
Demande au Conseil national du Travail d'émettre un avis concernant la signification, la portée et les différentes composantes de la flexibilité et de la dérégulation dans les relations de travail Proposition de résolution de M. Stroobant	373-1			
Protection, au niveau de la santé, de la vie privée des travailleurs (Secret professionnel médical) Proposition de loi de M. Blanpain	382-1			

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Travail (suite)				
Modification de l'article 267 du Règlement général pour la protection du travail, relatif aux appareils de levage (Adaptation des ascenseurs dans les immeubles — Concierges) Proposition de loi de M. Hatry	419-1			
Modification, en matière d'appareils de levage, de la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail (Adaptation des ascenseurs dans les immeubles — Concierges) Proposition de loi de M. de Clippele	437-1			
Politique de l'emploi. — Lutte contre le chômage			191, 201, 203, 209, 212, 218, 219, 242, 253, 256-257, 283-284, 285, 302, 304, 324-325, 328-329, 331, 335, 338, 339-340, 352-353, 361, 362, 366, 367, 951	
Programmes alternatifs de mise au travail. — Troisième circuit de travail (T.C.T.), cadres spéciaux temporaires (C.S.T.), chômeurs mis au travail (C.M.T.) et contractuels subventionnés (A.R. n° 474 du 28 octobre 1986) Généralités			191, 219, 224, 284, 336, 362 354	408, 501
Contractuels subventionnés auprès des communes et des C.P.A.S. Projet T.C.T. et C.S.T. — Avis des comités subrégionaux de l'emploi Rémunération des C.M.T. dans les services publics. — Divergence d'interprétation de la réglementation. — Observations de la Cour des comptes <i>Voir aussi:</i> Enseignement (Personnel) — Pensions (Travailleurs et assurés libres) — Postes (Personnel) — Sécurité sociale				497
Concertation sociale. — Accord interprofessionnel			191, 362, 951	
Flexibilité Flexibilité et assouplissement de la législation du travail. — Engagement et désengagement de personnel dans les relations du travail			224, 339-340 257, 304	
Partage du travail. — Incitants fiscaux			242, 243, 340, 352	
Amélioration de la qualification professionnelle de la population active			316	
Répercussions de l'ouverture du grand marché européen sur l'emploi des femmes			349-350	
Suppression prévue par l'accord de gouvernement, de l'expérience des cadres spéciaux temporaires Question orale de M. Taminioux			1385-1386	
Commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection. — Location et installation des tentes				311, 498
Ascenseurs dans les immeubles. — Mesures de sécurité. — Frais élevés				311, 580
Conflits collectifs de travail. — Nombre et causes				409, 583
Elections sociales. — Résultats				410, 586
Conseil national du Travail. — Droits des postulants				410, 588
Fluctuations				410, 588
Elections sociales. — Conseils d'entreprise. — Comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail				411, 589
Agences locales de l'emploi (travaux ménagers). — Mise aux travail de chômeurs				496, 664, 786
Fermeture d'entreprises. — Fonds d'indemnisation. — Paiement subrogatoire				674
Repos hebdomadaire dans l'artisanat et le commerce. — Occupation de personnel le dimanche				765, 885
Interruption de carrière <i>Voir:</i> Allocations familiales. — Sécurité sociale				
<i>Voir aussi:</i> Charte sociale européenne — Chômage — Classes moyennes (Petites et moyennes entreprises) — Communautés européennes — Conseil national du travail — Constitution — Contrats de louage de travail — Distinctions honorifiques — Economie — Electricité — Enquêtes — Finances provinciales et communales — Impôts sur les revenus — Office national de l'emploi — Organisation internationale du travail — Personnes âgées — Protection de la vie privée — Publicité — Rémunérations et salaires — Sécurité sociale — Vacances				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES	BULLETIN Q. et R.
	N°	Pages	Pages	Pages
Travaux publics				
Régionalisation de l'infrastructure et des travaux publics			260, 261, 291-292, 298-299, 305, 364, 687	
Travaux à exécuter d'urgence à Enival sur l'autoroute Verviers-Prüm				
Question orale de M. Grosjean			456-457	
Date de début des travaux à la voirie de la rue de Stalle à Uccle				
Question orale de M. Desmedt			733-734	
Réalisation du projet-pilote à Rillaar sur la R.N. 454 Zottegem-Audenarde				62
Gand. — Tunnel <i>Hoge Weg</i> . — Travaux de voirie				102
Travaux en 1988				287
Arrondissement d'Ostende-Furnes-Dixmude				309, 779
Arrondissement de Louvain				309, 485
Dendre. — Empierrement et défenses des berges entre le pont d'Okegem et Ninove				310, 487
Travaux routiers dans la province de Liège				315, 488
Travaux routiers et autoroutiers dans le Luxembourg				316-569
Ostende. — Parachèvement de la chaussée autour de la Spuikom				337
Construction de la route express Turnhout-Aarschot				338
N57 (anciennement R.N. 602). — Permis de bâtir et tracé				437
R.N. 153. — Travaux d'amélioration. — Aménagement d'une piste cyclable				490
R.N. 358 Nieupoort-Oudenburg-Ostende. — Construction de deux ponts				491
Travaux de voirie. — Région de Tirlemont				572
Circulation routière. — Infrastructure dans la région d'Anvers et autour de celle-ci				759, 811
Autoroute E42. — Viaduc de l'Eau Rouge				760, 906
Escaut. — Réparation du mur de quai à Anvers				761, 944
Travaux au port d'Anvers. — Transfert de compétence. — Continuité				763
Travaux dans l'arrondissement d'Anvers. — Transfert de compétence				763, 837
Travaux à exécuter les dix prochaines années				769
Chaussée de Ninove. — Travaux d'aménagement				879
Programme autoroutier 1989				880
Route dangereuse en province de Luxembourg. — Améliorations et modernisations				880
Travaux reportés pour raisons budgétaires				880
Nouvelle bretelle de raccordement à l'autoroute E40 à Thimister-Clermont				931
<i>Voir aussi:</i> Circulation routière — Cités administratives — Eclairage — Marchés de l'Etat — Monuments et sites — Ports (Gand) — Régie des Bâtiments — Transports				
Tribunaux de commerce				
Cadre du greffe du tribunal de commerce de Huy				
Proposition de loi de M. Collignon	299-1			
Modification du cadre du personnel du tribunal de commerce d'Ypres-Furnes (Extension du cadre en y adjoignant un magistrat de carrière et un greffier)				
Proposition de loi de Mme Herman-Michielsens	343-1			
Tribunaux de police				
<i>Voir:</i> Code judiciaire				
Tribunaux de première instance				
<i>Voir:</i> Justice				
Tribunaux du travail				
<i>Voir:</i> Institut national d'assurances maladie-invalidité — Juridictions du travail				

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
U				
Union de l'Europe occidentale				
Nomination des délégués à l'Assemblée de l'Union			37	
Revitalisation de l'U.E.O.			327	
Regroupement des institutions de l'U.E.O. à Bruxelles				92
Mission militaire dans le golfe Persique (Dragueurs de mines)				
<i>Voir: Armée</i>				
Urbanisme et aménagement du territoire				
<i>Voir: Commerce</i>				
V				
Vacances				
Inclusion de la journée du 8 mai dans la liste des jours fériés légaux				
Proposition de loi de M. Lafosse	374-1			
<i>Voir aussi: Postes — Travail</i>				
Vente d'immeubles				
Administrations publiques. — Etablissement des rapports d'expertise.				
— Notion «délai raisonnable». — Recours. — Collaboration des comités d'acquisition				291, 478
<i>Voir aussi: Professions</i>				
Vérification des pouvoirs				
<i>Voir: Sénat</i>				
Victimes de la guerre				
Réouverture des délais d'introduction des demandes d'octroi du statut de résistant armé				
Proposition de loi de M. Flagothier	345-1			
Mesures en faveur des victimes de la guerre. — Pensions. — Nouveau protocole			231, 267, 363	
Pensions de réversion octroyées aux veuves des victimes civiles de la guerre				441
Soins médicaux et pharmaceutiques gratuits. — Limitations				665, 887
<i>Voir aussi: Pensions (Pensions de réparation)</i>				
Violence				
<i>Voir: Criminalité et violence</i>				
Voies navigables				
Régionalisation des travaux publics			260, 261	
Modernisation du canal Albert			298-299	
Traités Escaut-Meuse. — Négociation avec les Pays-Bas au sujet du canal de Baalhoek et de l'approfondissement de l'Escaut occidental			291	
Association des Régions			291	325

MATIERES	DOCUMENTS		ANNALES Pages	BULLETIN Q. et R. Pages
	N°	Pages		
Voies navigables (suite)				
Navigation de plaisance. — Commandes des écluses de canaux durant les week-ends				285
Réseau des voies navigables dans la région de Courtrai. — Elargissement de la Lys à Courtrai. — Liaison Escaut-Lys par le canal Courtrai-Bossuit				309, 562
Commission internationale de la Meuse. — Constitution				375
Déversement d'eau du Rhin dans l'Escaut occidental. — Canal d'évacuation de Bath				527, 731
Seine et bassin de l'Escaut. — Liaison fluviale				542, 664, 734
La Lys et ses affluents. — Travaux de modernisation				664, 875
<i>Voir aussi</i> : Affaires étrangères — Pollution des eaux — Travaux publics				
Z				
Zaïre				
Commission mixte belgo-zaïroise. — Indemnisation des citoyens belges				723
<i>Voir aussi</i> : Distinctions honorifiques				